

Dans 5 ans, plus aucun mot de passe ne résistera aux calculs de haute performance.

[Émilie Bonnefoy](#) est Co-fondatrice & CEO d'[OPEN SEZAM](#) ?, membre du [Cercle des Femmes de la Cybersécurité](#) et auditrice [IHEDN](#) Majeure SNC 2022-2023

1/ Un récent article révèle que [les hackers embauchent plus de femmes que les entreprises de cybersécurité](#). Qu'est-ce que cela vous inspire ? Serait-ce le point culminant de la parité ? Les femmes seraient-elles donc aussi capables que les hommes de nuire ?

Je découvre ces chiffres à la lecture de l'article et comme probablement beaucoup de lecteurs j'imagine, ils m'interpellent. La problématique de la parité et plus globalement de la mixité des équipes dans les entreprises de sécurité est systémique. Elle démarre dès le cursus scolaire à travers les choix d'orientation et se poursuit dans la composition des équipes ensuite.

On observe toutefois à travers ces chiffres que les femmes ont un attrait certain pour la cybersécurité à condition que leurs compétences et le cadre de travail offert leur permette de s'épanouir. Et je regrette ici que certaines d'entre elles choisissent de basculer du côté "obscur" de la force. On imagine aisément ce qui peut être attrayant : travailler de chez soi, dans un environnement plus feutré, plus caché, plus libre car offrant souvent l'anonymat ou la pseudonymisation, sans véritable hiérarchie et probablement avec une rémunération équivalente à celle des hommes délivrant le même service.

Cela doit nous faire réfléchir sur deux choses :

Le cadre de travail et la culture dans l'entreprise sont-ils adaptés ? Le management est-il enclin à mettre en place un cadre de travail "sain", c'est-à-dire et sans tomber dans le puritanisme, un cadre permettant à chaque salarié de se sentir valorisé pour ses compétences et ses qualités humaines ?

La structuration des équipes dirigeantes permet-elle d'intégrer cette problématique ? Regardons les comités de direction des 20 plus grandes entreprises de cybersécurité, combien de femmes au board ? C'est une bonne chose de faire de la sensibilisation, de financer des programmes associatifs, mais le plus efficace reste de montrer l'exemple. On connaît désormais l'efficacité des rôles modèles. Si on s'abstrait de l'aspect moral du raisonnement, c'est également une hérésie en terme de business. Comment favoriser l'adoption de bonnes pratiques ou de produits cybers lorsque ceux-ci sont uniquement développés par une catégorie de la population ? Cela pose aussi des questions sur l'efficacité des solutions mises en œuvre pour favoriser la résilience des organisations face au risque cyber.

2/ Alors comme ça, vous allez enfin nous libérer du mot de passe ?

C'est effectivement l'ambition d'Open Sezam entreprise à mission de cybersécurité. 3 raisons à cela. Ils sont d'abord le premier vecteur des cyberattaques et à ce titre, un vrai frein dans la confiance que l'on peut avoir dans les usages numériques. La seconde raison tient aux grandes ruptures technologiques auxquelles nous nous préparons : dans 5 ans, plus aucun mot de passe ne résistera aux calculs de haute performance. Derrière chaque innovation de rupture (l'IA, le quantique...) il y a un usage détourné par les cyber-attaquants.

Enfin, l'Union Européenne et le gouvernement français sous l'impulsion de la Présidence européenne ont préparé une feuille de route ambitieuse pour accompagner nos organisations d'importances vitales, nos services essentiels, nos

entreprises et en particulier nos PME vers une plus grande résilience face à un risque cyber croissant.

Pour les éditeurs de logiciels dont nous faisons partie, cela implique la nécessité de faire preuve d'une forte capacité d'innovation pour proposer des solutions simples d'usage, simples à déployer et adaptées à des cas d'usage de plus en plus complexes. C'est ce que nous faisons chez Open Sezam. Nous permettons aux entreprises de libérer les utilisateurs de leurs mots de passe grâce à une plateforme ultra-simple à déployer : nous nous interfaçons dans le système existant, de façon transparente. Les utilisateurs peuvent ensuite s'authentifier via un magic link ou via n'importe quel device grâce au lecteur de biométrie. L'UX de notre plateforme est simple et agréable tout en contenant les informations clés liées à la fréquentation des applications sur lesquelles nous déployons notre solution.

3/ Nos solutions françaises sont-elles condamnées au succès d'estime ou peuvent-elles, elles aussi, prétendre à une adoption massive dans le monde ?

C'est vrai que si l'on regarde le paysage des solutions cyber massivement adoptées sur le marché de la cybersécurité par exemple dans les différents cadrans Gartners, les acteurs français sont très minoritaires.

Plusieurs explications sont souvent avancées : le manque de soutien à l'innovation ou à l'internationalisation. On pense souvent au marché américain, très dynamique et très alimenté par les Israéliens qui y déploient nombreuses de leurs solutions.

Mais le marché européen est extrêmement important en volume. Ceux de l'Afrique et de l'Asie sont aussi identifiés par les experts comme de futurs marchés de masse.

Certains géants de la tech comme AWS sont devenus des acteurs incontournables dans notre secteur. Ils ont bénéficié d'un fort soutien du gouvernement américain qui ne caché par ses actions préférentielles dirigées vers les entreprises

nationales. 1er fournisseur de Cloud au monde, AWS a créé le marché en invitant le concept de Cloud Public. Misant sur ses fortes capacités techniques et ses capacités à tirer le fruit de son expérience avec sa plateforme d'e-commerce, l'entreprise est devenue une machine de guerre. L'attention portée au client, la mise en oeuvre de services ultra-simples d'usage qui permettent de réserver des instances avec une simple carte de crédit, c'est un peu comme un Mac-Do le dimanche soir : facile, pas si bon marché que ça mais c'est aussi le juste prix de la tranquillité.

En France et plus globalement, nous avons des personnes brillantes sur le plan technique, des entrepreneurs visionnaires, des sources de financement. Il faut simplement que nous prenions conscience que Rome ne s'est pas faite en un jour et arrêter de renoncer en pensant que la bataille est perdue.

4/ Vous avez une formation de juriste en droit public (des gens très bien !). Comment cela a-t-il orienté votre activité vers un sujet de souveraineté ?

J'ai choisi sans vraiment choisir. Le jour où j'ai mis un pied dans l'amphithéâtre j'ai regretté de ne pas avoir choisi une formation scientifique. C'est terrible, tout m'intéresse et je trouve que malheureusement nos formations ne soient pas plus transversales, plus éclectiques, notre monde est devenu tellement complexe...

J'ai cependant adoré ces années et en particulier la rigueur du syllogisme juridique, l'enjeu de protection de la chose publique qui mène vers la notion d'un intérêt à celui des individus : l'intérêt général. Le sujet de la souveraineté, c'est celui d'un Etat qui ne dépend pas d'un autre ou tout du moins qui consent à ses dépendances. C'est l'objectif d'atteindre le plus haut niveau d'indépendance possible pour décider et agir dans le respect de nos valeurs et de ce que l'on qualifie souvent de besoins vitaux. C'est un sujet qui

m'a toujours passionné et qu'aujourd'hui je peux approfondir dans le cadre d'un cycle d'auditrice à l'IHEDN, une institution extraordinaire qui regroupe des dirigeants, des militaires, des cadres de l'Etat avec cette logique de décloisonner les réflexions et de proposer des actions concrètes au Secrétariat Général à la Défense et à la Sécurité Nationale dans un contexte de plus en plus complexe.

5/ Comment décririez-vous le rapport que nous entretenons en France avec les technologies venant de l'étranger, des Etats-Unis ou de la Chine ?

Un rapport un peu similaire avec celui du fast-food du dimanche soir : on sait que ça peut nous coûter un jour (notre autonomie de réflexion et d'action par exemple), que ça n'est pas si bon marché, que ça alimente un système assez précarisant...mais on s'en satisfait : c'est pratique, facile avec un goût douxereux et ça répond au besoin de se nourrir. Malheureusement, ce ne sont pas simplement des technologies que nous importons. Ce sont aussi des usages et une certaine vision du monde – comme par exemple celui de la propriété des données.

6/ Prévoyez-vous l'atrophie de la mémoire humaine ?

Je suis presque trop optimiste pour imaginer ça ! Et puis il faudrait solliciter les grands spécialistes du sujet : les neurologues mais aussi les spécialistes en sciences cognitives. Sur ce plan, je vous recommande le livre de Gérald Bronner "L'Apocalypse Cognitive" qui montre comment le déferlement d'informations et la "dérégulation du marché cognitif" nous exposent à un risque civilisationnel en s'attaquant à notre cerveau.

7/ Pourquoi avez-vous choisi de développer une solution d'authentification plutôt qu'un déodorant sans paraben ou une marque de chaussettes bio ?

Ce sont surtout les rencontres et ce que j'ai découvert en étudiant la question de la gestion des accès et des identités.

Les Anglais diraient : "What a mess" ! L'authentification, c'est le point de départ de tout, c'est la porte d'entrée de la maison. A quoi bon mettre en place une alarme, des barbelés, des barreaux aux fenêtres si la porte d'entrée de la maison reste ouverte ?

J'utilise du déodorant sans paraben et il m'arrive de porter des chaussettes bio. Si l'enjeu était aussi important que celui de la sécurité de nos usages numériques pour que la digitalisation soit vraiment un progrès pour notre humanité, je me serais posé la question ?

J'ai aussi la chance de travailler entourée d'amis brillants, curieux, qui ont soif d'apprendre et d'une grande humilité. Nous avons de grandes ambitions communes pour un projet qui a un fort impact sociétal.

8/ La biométrie peut impressionner. D'un côté, elle permet de s'affranchir des artefacts ou ces fichus mots de passe. Mais d'un autre, nous devons nous-même devenir ce moyen de tout sécuriser. Comment voyez-vous la ligne médiane entre ces deux chemins ?

Il est vrai qu'il faut être extrêmement vigilant sur l'usage de la biométrie et en France, nous avons la chance d'avoir des organismes étatiques comme la CNIL ou certains organismes de recherche comme l'INRIA qui étudient et mesurent le risque de compromission lié au stockage distant de données biométrique par exemple. Certains films d'anticipation sont assez proches de ce que l'on peut faire. Et il est donc absolument nécessaire que certaines autorités morales contrôlent le cadre déontologique de la mise en œuvre de ces technologies. Et donc parfois la question se pose de savoir si la sécurisation est bien légitime au regard du risque encouru.

S'il s'agit d'une problématique d'adoption de l'usage, le mot de passe peut aussi être remplacé par d'autres techniques comme par exemple ce que l'on appelle le "lien magique".

Cela soulève une question fondamentale : quel niveau de sécurité un individu est-il prêt à accepter compte tenu du du

niveau de risque et comment en tant qu'éditeur de logiciel nous trouvons le juste équilibre.

9/ On parle beaucoup de décentralisation en ce moment. Pensez-vous que cela peut avoir des conséquences politiques, comme un essor du concept de « souveraineté personnelle » par exemple ?

La décentralisation – et en particulier la décentralisation de l'identité que nous étudions de près chez Open Sezam – est une excellente opportunité de redonner du pouvoir aux individus sur l'usage de leurs données. C'est un domaine dans lequel nous avons en tant qu'européens une vision singulière et qui s'est illustrée par l'introduction du RGPD ou plus récemment par l'adoption du DMA et du DSA. La décentralisation permet également une meilleure gestion du risque pour les organisations soumises à des obligations légales et réglementaires.

L'Union européenne a demandé aux États européens de mettre à disposition un portefeuille numérique mais on voit que c'est très compliqué – techniquement et politiquement – d'aboutir à des solutions satisfaisantes tant pour les pouvoirs publics que pour les utilisateurs in fine. Dans un contexte d'hyper-digitalisation et aujourd'hui dominé par le modèle des plateformes spéculant sur l'exploitation des données, je pense que cette transition sera inévitable. La réglementation ne suffira pas et devra être nécessairement soutenue par des solutions technologiques.

10/ L'application que vous conservez dans votre téléphone sur une île déserte (Pas de 4 ni de 5G ni évidemment de prise électrique). Trêve de plaisanterie : quel ouvrage ?

Le Meilleur des Mondes d'Aldous Huxley !

"Notre souveraineté doit avoir le coeur en France et la raison dans l'Union Européenne"

[Guilhem Giraud](#) est fondateur et Président directeur général de [TEMNO](#)

1/ Que savez-vous sur nous ? (Guilhem Giraud est un ancien agent de la DST)

Voilà une excellente manière de briser la glace ! Et une question pas si anodine qu'il n'y paraît. Elle renvoie en effet au rapport qu'entretiennent les spécialistes de la surveillance – dont je suis (étant un ex-ingénieur de la DST, devenu fournisseur des services d'enquête et de renseignement) – avec leurs concitoyens. En savent-ils plus, du fait de leur fonction ? Cela est-il acceptable, voire souhaitable, ou au contraire à proscrire ? Je pense que vous trouverez toutes les nuances de réponses dans le landerneau de l'enquête et du renseignement. Pour ma part, je penche pour la dernière. Donc, pour résumer : sur vous, je ne sais rien de plus que n'importe quelle autre personne n'en saurait. Et c'est très bien ainsi. En tant que citoyen, je suis parfaitement « normal » !

Je note que, dans certaines régions du monde, il est d'usage, pour les administrations régaliennes, de confier à leurs prestataires de sécurité « carte blanche » pour la collecte d'informations. Il n'en va pas ainsi en France : les prestataires sont sollicités en tant que de besoin, dans le cadre de demandes bien précises, et il n'est pas attendu de leur part une fourniture de renseignement plus large. A l'heure où l'on écrit ses lignes, une nouvelle matière, le

renseignement d'origine sources ouvertes (ROSO, ou encore OSINT), tend à bousculer cet équilibre. Il devient tentant, pour les demandeurs comme pour les offreurs, de s'appuyer sur des structures privées, dynamiques, pour collecter de grandes quantités d'information publiques et les organiser façon « big data ». Je ne pense pas que cela soit une bonne idée. Parce que cela revient à accélérer de manière exponentielle l'exposition de tous les citoyens à la surveillance numérique. Et il faut prendre garde qu'un jour on n'atteigne une sorte de limite, au-delà de laquelle les masses ainsi contrôlées vont se révolter contre leur condition.

2/ La démocratie est-elle soluble sans surveillance ou dans la surveillance ?

Il ne faut pas confondre démocratie et utopie. Ainsi, il me semble évident que la démocratie a besoin de surveillance pour garantir la sécurité de tous et pérenniser ainsi le contrat social. Au contraire, il serait précisément utopique d'abolir la surveillance au prétexte de vouloir construire une société où il ferait bon vivre ensemble. De plus, l'Histoire nous a prouvé que les régimes fondés sur ce type de projet ont fini par se muer en enfers du point de vue des libertés individuelles. A fortiori, vu l'évolution géopolitique globale, et les innombrables menaces engendrées par le multilatéralisme et l'exacerbation de la concurrence entre nations qui en découle, nous avons besoin, plus que jamais, de sécurité.

Les Etats s'appuient sur la surveillance, entre autres procédés, pour contrer les multiples tentatives d'ingérence étrangère, cyberattaques, manipulations de l'information, ... mais aussi pour identifier les ennemis de l'intérieur, les auto-radicalisés, et lutter contre les organisations criminelles. Mais ce qui est notable, et qui me permet de répondre à votre question de manière un peu plus fine, c'est qu'il n'a jamais été aussi nécessaire d'être très précautionneux dans la définition et la mise en oeuvre des

outils de surveillance. Comme je l'ai mentionné plus haut, certaines nations comme les Etats-Unis ont déployé une doctrine maximaliste en matière de surveillance, pour laquelle la fin justifierait les moyens. Le big data y occupe une place importante, se présentant comme une évidence. Mais, à l'origine de cela, je ne peux pas m'empêcher d'apercevoir une vision très simpliste de la performance en matière de sécurité, qui voudrait que l'ambition en matière de résultats prime sur tout et se moque du respect d'autrui. Or, pour moi, la vraie performance c'est de concilier ambition et respect. Voilà l'enjeu de notre époque. On ne peut plus opposer deux visions du monde, comme on l'a longtemps fait par exemple en matière d'écologie, avec d'un côté les tenants de la croissance, de la création d'emplois et de l'autre, les décroissants, les « Amish » comme ils ont pu être surnommés ... Le futur, ce n'est ni l'un ni l'autre, mais le meilleur des deux réunis. La surveillance s'inscrit parfaitement dans ce défi contemporain.

3/ La vie privée a-t-elle encore un sens dans un monde où tout ou presque est déposé en ligne ?

La vie privée a-t-elle déjà perdu son sens ? J'ai tendance à le penser, parce que je suis sensibilisé à la question, mais si vous vous livrez à un sondage sur le sujet autour de vous, vous constaterez que cela n'est pas vraiment une source de préoccupation. Une grande majorité continue à avoir le sentiment d'avoir une vie privée, malgré cet espionnage systématique, donc il n'y a pas vraiment de problème. D'ailleurs vous constaterez que le sujet ne passionne pas les médias. Le logiciel Pegasus a certes eu son heure de gloire, mais c'est parce qu'il a touché nos gouvernants.

A l'heure actuelle, il faut bien reconnaître que toutes ces informations volées via les apps et réseaux sociaux ne font en général qu'entretenir des mécanismes pour mieux vendre. Je doute fort qu'un service de renseignement, aussi bien équipé fût-il, soit en mesure de diriger ses capteurs sur un quidam

de manière arbitraire. Mais la situation est en train d'évoluer : dans le cadre de mon activité quotidienne, je constate une pression croissante de la part d'éditeurs pour intégrer des techniques de surveillance indiscriminée via les réseaux sociaux ou les apps. Le plan est bien de nourrir in fine des gisements – souvent extra-territoriaux – d'enquête et de renseignement avec cette masse de données collectée via des logiciels commerciaux (et le domaine a même un nom : « ADINT », pour Adversiting Intelligence).

Je pense donc que, oui, dans un futur proche, la perception de cette menace va changer et que les citoyens vont apercevoir une réduction du domaine de leur vie privée. Par mesure d'anticipation, on ne peut que conseiller à chacun de réduire son exposition numérique.

4/ Quelle place l'Europe peut-elle prendre dans la course technologique ? (Précision : l'Europe ou l'UE ?)

Face aux géants que sont les Etats-Unis et la Chine, nous Français n'avons guère de choix : nous devons nous organiser au sein d'un ensemble plus grand, capable de rivaliser avec ces deux blocs. Et je ne vois que l'UE pour cela. Bien sûr, la sécurité nationale, la souveraineté, se nourrissent de la doctrine développée au sein des nations, et il n'est pas souhaitable de modifier cela. Mais, au moment de mettre en pratique nos projets d'indépendance, nous ne pouvons plus nous placer dans un réflexe de repli national, car une telle attitude nous voue à systématiquement échouer. Je l'ai constaté alors que j'étais employé en administration centrale, au milieu des années 2000 : l'attitude du gouvernement était alors très tranchée, elle consistait à considérer les entreprises numériques américaines comme des agents qu'il fallait réguler avant même de commencer une discussion commerciale. Mais nous nous sommes fait écraser à plate couture. Leur maîtrise technologique, leur puissance commerciale et l'appétit des populations pour jouir sans entrave des nouvelles fonctionnalités du numérique ont eu raison de nos règles.

Les nations européennes ne peuvent jouer indépendamment le rapport de force : il est tellement facile pour les Etats-Unis et la Chine de faire voler en éclats les belles intentions lorsque tel ou tel marché lucratif, créateur d'emplois, est proposé. Nos politiques ne résistent jamais à ce sirènes et transforment bien souvent nos beaux projets de champions nationaux en machines à reverser du revenu aux GAFAM via la location d'espace dans le « cloud ».

Notre seule chance, c'est de placer nos ambitions et nos talents derrière le rempart que constitue l'UE, car sa taille et son organisation, sa capacité à créer des règles de droit, font d'elle un vrai compétiteur au plan mondial. **Il nous faut apprendre à maîtriser une technique de souveraineté à deux niveaux. Le coeur dans notre patrie et la raison dans la communauté européenne, en quelque sorte !**

5/ Les Etats vous semblent-ils plus menacés aujourd'hui ? Et le cas échéant, dans quelle mesure et de quelle manière ?

Clairement, oui. Et à ce sujet, la mode du « cloud » s'est transformé à mon avis en un véritable fléau. Voilà des années, bientôt des décennies, qu'un mouvement naturel nous incline à confier l'hébergement et le traitement de nos données à des serveurs situés en-dehors du territoire national, bien souvent aux Etats-Unis. On peut parler de dogme. Impossible en effet pour un DSI d'une entité publique ou privée de remettre en question cet état de fait. Mais les problèmes induits par ce fonctionnement sont de taille. Du point de vue strictement commercial en premier lieu, l'approche semble maintenant être remise en question car les opérateurs du cloud sont experts pour drainer les revenus et à l'heure du bilan, l'« addiction est douloureuse » pour les clients, si je peux me permettre ce calembour. Mais le véritable enjeu est stratégique : les experts en politique internationale disent que nous sommes entrés dans une ère de « guerre totale » et qu'il va falloir nous interroger sur les impacts possibles de telle ou telle

action de nos ennemis sur nos systèmes. En matière numérique, le constat est vertigineux : **que se passera-t-il si l'ennemi parvient à couper les liens numériques qui nous connectent avec nos données situées aux Etats-Unis ? Quels services « tomberont » ? Notre prise en charge par les hôpitaux ? Le contrôle des flux à nos frontières ? Les transactions bancaires ?** Aucune entité sans doute ne connaît l'impact exact qu'aurait une telle action. Inutile de se perdre en conjectures, il faut lancer un plan drastique de rapatriement de nos données sur le territoire.

6/ Quels conseils donneriez-vous aux pratiquants de l'OSINT ?

Je n'aurai pas la prétention d'être donneur de conseils sur un domaine aussi « vibrant » que l'OSINT. Je peux simplement décrire ma démarche : j'ai observé récemment l'irruption de ces techniques dans l'univers de mes clients, les enquêteurs (le renseignement ayant depuis longtemps recours à des recherches en sources ouvertes). Et je me questionne donc sur la meilleure manière d'intégrer leur apport à mon offre. Là encore, ma conclusion est assez simple : pour rester cohérent avec mes principes et les habitudes de mes clients, je privilégie une approche proportionnée. **Je refuse catégoriquement la collecte indiscriminée – même en OSINT -, au prétexte qu'une portion infinitésimale de mes recherches pourrait un jour servir à une enquête.**

7/ En 2023, le terme de souveraineté relève-t-il selon vous de l'anachronisme ?

Ce que je pense, c'est qu'il est miné. Aux Etats-Unis, alors que la maîtrise du numérique est assurée à travers de nombreux acteurs locaux, le projet de souveraineté signifie « rester souverain ». En France, comme dans de nombreux autres pays, le même projet signifie plutôt « (re)devenir souverain ». C'est donc un projet d'émancipation, clairement identifié comme tel par le reste du monde. Or les Etats-Unis se sont fait une spécialité de saboter tous nos projets d'émancipation. J'en ai

une illustration bien précise : **alors que, dans les années 2000, le recrutement d'un haut fonctionnaire par une officine américaine faisait scandale (j'ai encore en tête le cas d'Yves Galland, recruté par Boeing en 2003), ce type de mouvement est devenu la norme.** Je conserve une photo d'une visite de Sarkozy – alors ministre de l'Intérieur – dans mon bureau en 2005. Autour de lui, deux de ses conseillers. Aujourd'hui, ils ont des postes éminents, l'un dans la représentation d'un GAFAM en France, l'autre dans une société de conseil américaine !

Pour remédier à cela, et travailler à un projet souverain – parce que c'est mon envie profonde -, mon ambition est de promouvoir d'autres valeurs. Je pense qu'il existe aujourd'hui une piste très intéressante, qui peut nous emmener vers plus de souveraineté : il s'agit de mettre en oeuvre un meilleur partage de la responsabilité en matière numérique. En effet, ce que j'observe, c'est que pour ce qui concerne l'équipement numérique et le cyber, l'Etat français propose une structure très verticale, considérant le citoyen utilisateur du numérique comme une entité vulnérable, exposée aux vicissitudes du monde extérieur, et donc à protéger. Notez que cela semble convenir également au citoyen dont il est question. Mais cette organisation ne permet pas de dégager de dynamique forte, car elle ne repose pas sur des mouvements qui prennent leur origine dans la masse. Regardez ce qui fait le succès des réseaux sociaux : la viralité, le fait qu'un grand nombre d'individus s'approprient rapidement des phénomènes. Il faudrait être capable de produire ce type de mouvement. Que le citoyen se sente naturellement en responsabilité de devenir un acteur du système et qu'il développe des habitudes de protection, spontanément. Et je crois précisément que le temps est venu. Ainsi, le thème de la protection de l'environnement a envahi toutes les sphères d'influence, précisément car une majorité de citoyens adhère aux principes de préservation de l'environnement et a intégré ces critères dans sa grille de lecture du monde. Pourquoi tout-cela n'aurait-il pas lieu également dans le numérique ? Le stockage de nos données à

l'autre bout du monde, là où l'énergie produite est très loin d'être « verte » ; la surutilisation d'applications pour des motifs terriblement futiles ... tout cela n'est-il pas profondément révoltant, car destructeur de notre environnement ? **J'ai le sentiment diffus qu'il suffirait de quelques étincelles pour déclencher une prise de conscience massive qui nous emmènerait vers la souveraineté.**

8/ Pensez-vous que le recours à des technologies étrangères présente un risque pour ses utilisateurs ?

Clairement oui. Aujourd'hui quand vous créez un compte sur une plateforme de type GAFAM, vous achetez sans intermédiaire et consommez un bien élaboré sous d'autres latitudes. Vous vous privez des mécanismes élaborés par la France et l'Union Européenne dans un but de protection du consommateur. Sur votre chemin vers la consommation de ces services, il y a certes un contrat. Mais la facilité d'agrément procurée par la case « J'accepte » d'une part et l'envie de la fonctionnalité d'autre part créent un rapport de forces très déséquilibré. Tout le monde coche la case sans réfléchir.

Mais ces technologies sont loin d'être anodines. Elles sont certes immatérielles mais ont un impact très important sur nos vies. Certes, le pillage de données personnelles ne peut pas être considéré comme un danger, j'en conviens. Mais que dire des risques portant sur la santé mentale : combien d'adolescents se sont véritablement retrouvés prisonniers de leurs réseaux sociaux, se coupant de la richesse de leur environnement et développant des carences affectives, voire de véritables maladies mentales ? Ne constate-t-on pas très régulièrement des phénomènes de harcèlement, rendus possibles par ces réseaux, et qui parfois ont des issues très funestes ? Tous ces dangers sont bien réels.

Il semblerait que nos politiques aient fini par s'en émouvoir et créer des instances pour limiter l'exposition des plus jeunes. Mais encore une fois, je ne peux m'empêcher de

m'amuser de notre manque de souveraineté en la matière, puisque seule l'application chinoise TikTok se retrouve sous le boisseau. Les applications américaines seraient donc inoffensives ? Ou bien n'aurions-nous pas importé un débat qui outre-atlantique est, pour le coup, purement souverain ?

9/ Devra-t-on bientôt se former à l'auto-défense cyber ? On peut parfois avoir l'impression comme internaute d'attendre « patiemment » l'attaque sans jouir d'aucun moyen de riposte.

L'impression que tout cela me donne, c'est que nous sommes dans une période de transition, puisque nous avons massivement adopté l'outil numérique sans être correctement outillés pour en faire un bon usage. Nous avons créé un monde virtuel, parallèle à notre monde physique fait d'interactions en face-à-face. Dans ce monde, tout est virtuel mais l'impact sur nos personnes est quant à lui bien réel. La probabilité d'y être attaqué et de subir un préjudice est devenue très forte.

Un concept d'auto-défense cyber est effectivement une bonne idée. Il pourrait s'inscrire dans ce mouvement de « responsabilité numérique » que j'appelle de mes vœux. L'éducation nationale en premier lieu doit consacrer plus de temps à sensibiliser les jeunes aux dangers du numérique, et devrait sans doute proposer des ateliers pratiques pour traiter concrètement les différents cas d'attaques.

10/ Antoine Rivaroli, dit de Rivarol, écrivit un jour : « Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir. »

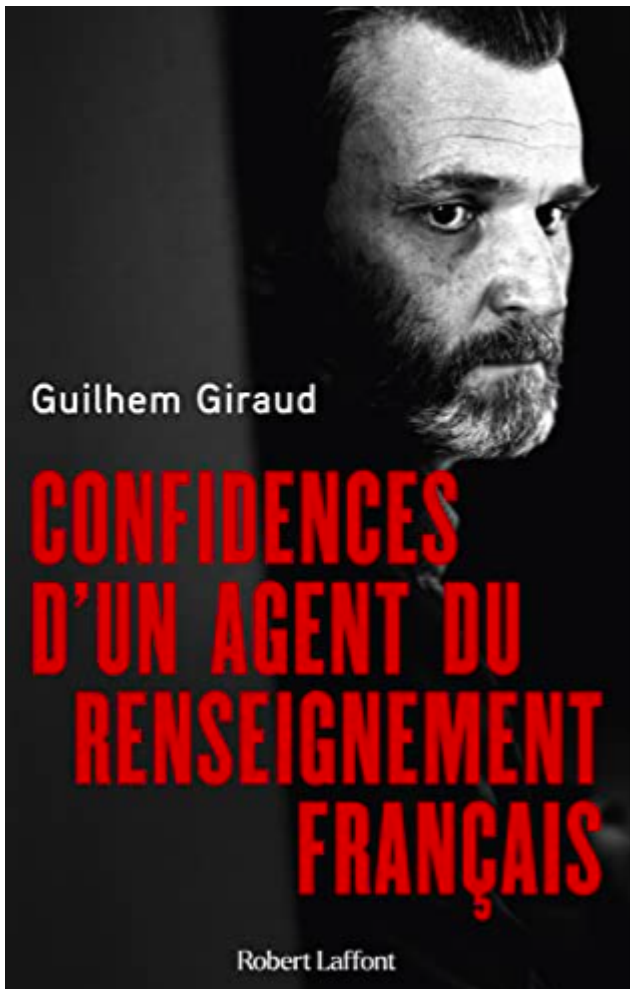
Qu'est-ce que cela vous inspire à notre époque de contestations populaires croissantes ?

Cette observation recouvre très exactement ce qui se passe actuellement pour la France en Afrique : c'est précisément l'estime que les Africains pouvaient avoir de la France qui est sapée par la Russie. Nos élites sont présentées comme décadentes, moralement faibles, et plus dignes d'être considérées comme des modèles.

Sur le territoire national, le jeu est plus complexe. Car si l'on peut affirmer que l'estime et l'autorité de nos représentants ont été entamées par une longue période de crise politique, donnant des spectacles désolants d'individus s'invectivant et s'adressant des gestes obscènes dans les lieux les plus sacrés de notre démocratie, l'exécutif s'est saisi des nouveaux modes de communication, beaucoup plus rapides et interactifs que l'ORTF d'antan, pour transcender sa condition. Il a en effet érigé comme des principes supérieurs, quasi divins, un ensemble de nécessités qui ne souffrent pas la contestation : la crise sanitaire, puis la crise énergétique découlant de la situation géopolitique ... Depuis trois ans maintenant nous vivons en quasi-état de siège et n'avons d'autre choix que nous conformer aux prescriptions pour éviter le péril de l'effondrement. L'estime que nous avons de nos gouvernants n'est plus considérée dans cette équation. Le problème, à mon sens, c'est que cette manière de gouverner fait naître des frustrations immenses.

Encore une fois, je ne peux m'empêcher de voir le rôle des réseaux sociaux dans cette entreprise de contrôle des foules. Déformation professionnelle sans doute !

Crédits photo de l'entretien : [Adélaïde Yvert](#)



Newsletter n°51 - 10 mars 2023

☐☐ Édito

Mauvaise digestion

L’Affaire Alstom aura bientôt dix ans. Et comme toutes les affaires de famille inhumées au fond du jardin, elle ne semble toujours ni comprise, ni digérée. Ayez-en pour preuve le retentissement de la récente commission parlementaire chargée

d'enquêter sur les raisons de la perte de notre souveraineté. [Arnaud Montebourg a livré à cette occasion un témoignage](#) si vivace et passionné, que beaucoup d'aigreur, de colère et d'incompréhension sont immédiatement remontées à la surface. Nous ne voudrions pas sombrer dans la grandiloquence, mais personne ne nous ôtera de l'esprit que c'est de loyauté autant que de souveraineté qu'il est ici question. Bien sûr, vous aurez toujours des atténuateurs en chef pour mettre les choses en perspective, relativiser ici, contextualiser là. Pourrait-on relativiser deux secondes le relativisme et revenir aux fondamentaux ? Devant toute charge, nous oscillons de manière presque magnétique entre la tentation de la corruption et l'exigence du devoir. La nature humaine est ainsi faite. Mais ce qui est sans doute moderne, c'est de se comporter comme un margoulin et de revendiquer encore les honneurs.

Bertrand Leblanc-Barbedienne

Nous recevons aujourd'hui [Guilhem Giraud](#), qui est fondateur et Président directeur général de [TEMNO](#)



« Notre souveraineté doit avoir le coeur en France et la raison dans l'Union Européenne »

Crédits photo : [Adélaïde Yvert](#)

☐☐ Le grand entretien

1/ Que savez-vous sur nous ? (Guilhem Giraud est un ancien agent de la DST)

Voilà une excellente manière de briser la glace ! Et une question pas si anodine qu'il n'y paraît. Elle renvoie en effet au rapport qu'entretiennent les spécialistes de la surveillance – dont je suis (étant un ex-ingénieur de la DST, devenu fournisseur des services d'enquête et de renseignement) – avec leurs concitoyens. En savent-ils plus, du fait de leur fonction ? Cela est-il acceptable, voire souhaitable, ou au contraire à proscrire ? Je pense que vous trouverez toutes les nuances de réponses dans le landerneau de l'enquête et du renseignement. Pour ma part, je penche pour la dernière. Donc,

pour résumer : sur vous, je ne sais rien de plus que n'importe quelle autre personne n'en saurait. Et c'est très bien ainsi. En tant que citoyen, je suis parfaitement « normal » !

Je note que, dans certaines régions du monde, il est d'usage, pour les administrations régaliennes, de confier à leurs prestataires de sécurité « carte blanche » pour la collecte d'informations. Il n'en va pas ainsi en France : les prestataires sont sollicités en tant que de besoin, dans le cadre de demandes bien précises, et il n'est pas attendu de leur part une fourniture de renseignement plus large. A l'heure où l'on écrit ses lignes, une nouvelle matière, le renseignement d'origine sources ouvertes (ROSO, ou encore OSINT), tend à bousculer cet équilibre. Il devient tentant, pour les demandeurs comme pour les offreurs, de s'appuyer sur des structures privées, dynamiques, pour collecter de grandes quantités d'information publiques et les organiser façon « big data ». Je ne pense pas que cela soit une bonne idée. Parce que cela revient à accélérer de manière exponentielle l'exposition de tous les citoyens à la surveillance numérique. Et il faut prendre garde qu'un jour on n'atteigne une sorte de limite, au-delà de laquelle les masses ainsi contrôlées vont se révolter contre leur condition.

2/ La démocratie est-elle soluble sans surveillance ou dans la surveillance ?

Il ne faut pas confondre démocratie et utopie. Ainsi, il me semble évident que la démocratie a besoin de surveillance pour garantir la sécurité de tous et pérenniser ainsi le contrat social. Au contraire, il serait précisément utopique d'abolir la surveillance au prétexte de vouloir construire une société où il ferait bon vivre ensemble. De plus, l'Histoire nous a prouvé que les régimes fondés sur ce type de projet ont fini par se muer en enfers du point de vue des libertés individuelles. A fortiori, vu l'évolution géopolitique globale, et les innombrables menaces engendrées par le multilatéralisme et l'exacerbation de la concurrence entre

nations qui en découle, nous avons besoin, plus que jamais, de sécurité.

Les Etats s'appuient sur la surveillance, entre autres procédés, pour contrer les multiples tentatives d'ingérence étrangère, cyberattaques, manipulations de l'information, ... mais aussi pour identifier les ennemis de l'intérieur, les auto-radicalisés, et lutter contre les organisations criminelles. Mais ce qui est notable, et qui me permet de répondre à votre question de manière un peu plus fine, c'est **qu'il n'a jamais été aussi nécessaire d'être très précautionneux dans la définition et la mise en oeuvre des outils de surveillance.** Comme je l'ai mentionné plus haut, certaines nations comme les Etats-Unis ont déployé une doctrine maximaliste en matière de surveillance, pour laquelle la fin justifierait les moyens. Le big data y occupe une place importante, se présentant comme une évidence. Mais, à l'origine de cela, je ne peux pas m'empêcher d'apercevoir une vision très simpliste de la performance en matière de sécurité, qui voudrait que l'ambition en matière de résultats prime sur tout et se moque du respect d'autrui. Or, pour moi, la vraie performance c'est de concilier ambition et respect. Voilà l'enjeu de notre époque. On ne peut plus opposer deux visions du monde, comme on l'a longtemps fait par exemple en matière d'écologie, avec d'un côté les tenants de la croissance, de la création d'emplois et de l'autre, les décroissants, les « Amish » comme ils ont pu être surnommés ... Le futur, ce n'est ni l'un ni l'autre, mais le meilleur des deux réunis. La surveillance s'inscrit parfaitement dans ce défi contemporain.

3/ La vie privée a-t-elle encore un sens dans un monde où tout ou presque est déposé en ligne ?

La vie privée a-t-elle déjà perdu son sens ? J'ai tendance à le penser, parce que je suis sensibilisé à la question, mais si vous vous livrez à un sondage sur le sujet autour de vous, vous constaterez que cela n'est pas vraiment une source de

préoccupation. Une grande majorité continue à avoir le sentiment d'avoir une vie privée, malgré cet espionnage systématique, donc il n'y a pas vraiment de problème. D'ailleurs vous constaterez que le sujet ne passionne pas les médias. Le logiciel Pegasus a certes eu son heure de gloire, mais c'est parce qu'il a touché nos gouvernants.

A l'heure actuelle, il faut bien reconnaître que toutes ces informations volées via les apps et réseaux sociaux ne font en général qu'entretenir des mécanismes pour mieux vendre. Je doute fort qu'un service de renseignement, aussi bien équipé fût-il, soit en mesure de diriger ses capteurs sur un quidam de manière arbitraire. Mais la situation est en train d'évoluer : dans le cadre de mon activité quotidienne, **je constate une pression croissante de la part d'éditeurs pour intégrer des techniques de surveillance indiscriminée via les réseaux sociaux ou les apps. Le plan est bien de nourrir in fine des gisements – souvent extra-territoriaux – d'enquête et de renseignement avec cette masse de données collectée via des logiciels commerciaux (et le domaine a même un nom : « ADINT », pour Adversiting Intelligence).**

Je pense donc que, oui, dans un futur proche, la perception de cette menace va changer et que les citoyens vont apercevoir une réduction du domaine de leur vie privée. Par mesure d'anticipation, on ne peut que conseiller à chacun de réduire son exposition numérique.

4/ Quelle place l'Europe peut-elle prendre dans la course technologique ? (Précision : l'Europe ou l'UE ?)

Face aux géants que sont les Etats-Unis et la Chine, nous Français n'avons guère de choix : nous devons nous organiser au sein d'un ensemble plus grand, capable de rivaliser avec ces deux blocs. Et je ne vois que l'UE pour cela. Bien sûr, la sécurité nationale, la souveraineté, se nourrissent de la doctrine développée au sein des nations, et il n'est pas souhaitable de modifier cela. Mais, au moment de mettre en pratique nos projets d'indépendance, nous ne pouvons plus nous

placer dans un réflexe de repli national, car une telle attitude nous voue à systématiquement échouer. Je l'ai constaté alors que j'étais employé en administration centrale, au milieu des années 2000 : l'attitude du gouvernement était alors très tranchée, elle consistait à considérer les entreprises numériques américaines comme des agents qu'il fallait réguler avant même de commencer une discussion commerciale. Mais nous nous sommes fait écraser à plate couture. Leur maîtrise technologique, leur puissance commerciale et l'appétit des populations pour jouir sans entrave des nouvelles fonctionnalités du numérique ont eu raison de nos règles.

Les nations européennes ne peuvent jouer indépendamment le rapport de force : il est tellement facile pour les Etats-Unis et la Chine de faire voler en éclats les belles intentions lorsque tel ou tel marché lucratif, créateur d'emplois, est proposé. Nos politiques ne résistent jamais à ce sirènes et transforment bien souvent nos beaux projets de champions nationaux en machines à reverser du revenu aux GAFAM via la location d'espace dans le « cloud ».

Notre seule chance, c'est de placer nos ambitions et nos talents derrière le rempart que constitue l'UE, car sa taille et son organisation, sa capacité à créer des règles de droit, font d'elle un vrai compétiteur au plan mondial. **Il nous faut apprendre à maîtriser une technique de souveraineté à deux niveaux. Le coeur dans notre patrie et la raison dans la communauté européenne, en quelque sorte !**

5/ Les Etats vous semblent-ils plus menacés aujourd'hui ? Et le cas échéant, dans quelle mesure et de quelle manière ?

Clairement, oui. Et à ce sujet, la mode du « cloud » s'est transformé à mon avis en un véritable fléau. Voilà des années, bientôt des décennies, qu'un mouvement naturel nous incline à confier l'hébergement et le traitement de nos données à des

serveurs situés en-dehors du territoire national, bien souvent aux Etats-Unis. On peut parler de dogme. Impossible en effet pour un DSI d'une entité publique ou privée de remettre en question cet état de fait. Mais les problèmes induits par ce fonctionnement sont de taille. Du point de vue strictement commercial en premier lieu, l'approche semble maintenant être remise en question car les opérateurs du cloud sont experts pour drainer les revenus et à l'heure du bilan, l'« addiction est douloureuse » pour les clients, si je peux me permettre ce calembour. Mais le véritable enjeu est stratégique : les experts en politique internationale disent que nous sommes entrés dans une ère de « guerre totale » et qu'il va falloir nous interroger sur les impacts possibles de telle ou telle action de nos ennemis sur nos systèmes. En matière numérique, le constat est vertigineux : **que se passera-t-il si l'ennemi parvient à couper les liens numériques qui nous connectent avec nos données situées aux Etats-Unis ? Quels services « tomberont » ? Notre prise en charge par les hôpitaux ? Le contrôle des flux à nos frontières ? Les transactions bancaires ?** Aucune entité sans doute ne connaît l'impact exact qu'aurait une telle action. Inutile de se perdre en conjectures, il faut lancer un plan drastique de rapatriement de nos données sur le territoire.

6/ Quels conseils donneriez-vous aux pratiquants de l'OSINT ?

Je n'aurai pas la prétention d'être donneur de conseils sur un domaine aussi « vibrant » que l'OSINT. Je peux simplement décrire ma démarche : j'ai observé récemment l'irruption de ces techniques dans l'univers de mes clients, les enquêteurs (le renseignement ayant depuis longtemps recours à des recherches en sources ouvertes). Et je me questionne donc sur la meilleure manière d'intégrer leur apport à mon offre. Là encore, ma conclusion est assez simple : pour rester cohérent avec mes principes et les habitudes de mes clients, je privilégie une approche proportionnée. **Je refuse catégoriquement la collecte indiscriminée – même en OSINT -**,

au prétexte qu'une portion infinitésimale de mes recherches pourrait un jour servir à une enquête.

7/ En 2023, le terme de souveraineté relève-t-il selon vous de l'anachronisme ?

Ce que je pense, c'est qu'il est miné. Aux Etats-Unis, alors que la maîtrise du numérique est assurée à travers de nombreux acteurs locaux, le projet de souveraineté signifie « rester souverain ». En France, comme dans de nombreux autres pays, le même projet signifie plutôt « (re)devenir souverain ». C'est donc un projet d'émancipation, clairement identifié comme tel par le reste du monde. Or les Etats-Unis se sont fait une spécialité de saboter tous nos projets d'émancipation. J'en ai une illustration bien précise : **alors que, dans les années 2000, le recrutement d'un haut fonctionnaire par une officine américaine faisait scandale (j'ai encore en tête le cas d'Yves Galland, recruté par Boeing en 2003), ce type de mouvement est devenu la norme.** Je conserve une photo d'une visite de Sarkozy – alors ministre de l'Intérieur – dans mon bureau en 2005. Autour de lui, deux de ses conseillers. Aujourd'hui, ils ont des postes éminents, l'un dans la représentation d'un GAFAM en France, l'autre dans une société de conseil américaine !

Pour remédier à cela, et travailler à un projet souverain – parce que c'est mon envie profonde -, mon ambition est de promouvoir d'autres valeurs. Je pense qu'il existe aujourd'hui une piste très intéressante, qui peut nous emmener vers plus de souveraineté : il s'agit de mettre en oeuvre un meilleur partage de la responsabilité en matière numérique. En effet, ce que j'observe, c'est que pour ce qui concerne l'équipement numérique et le cyber, l'Etat français propose une structure très verticale, considérant le citoyen utilisateur du numérique comme une entité vulnérable, exposée aux vicissitudes du monde extérieur, et donc à protéger. Notez que cela semble convenir également au citoyen dont il est question. Mais cette organisation ne permet pas de dégager de dynamique forte, car elle ne repose pas sur des mouvements qui

prennent leur origine dans la masse. Regardez ce qui fait le succès des réseaux sociaux : la viralité, le fait qu'un grand nombre d'individus s'approprient rapidement des phénomènes. Il faudrait être capable de produire ce type de mouvement. Que le citoyen se sente naturellement en responsabilité de devenir un acteur du système et qu'il développe des habitudes de protection, spontanément. Et je crois précisément que le temps est venu. Ainsi, le thème de la protection de l'environnement a envahi toutes les sphères d'influence, précisément car une majorité de citoyens adhère aux principes de préservation de l'environnement et a intégré ces critères dans sa grille de lecture du monde. Pourquoi tout-cela n'aurait-il pas lieu également dans le numérique ? Le stockage de nos données à l'autre bout du monde, là où l'énergie produite est très loin d'être « verte » ; la surutilisation d'applications pour des motifs terriblement futiles ... tout cela n'est-il pas profondément révoltant, car destructeur de notre environnement ? **J'ai le sentiment diffus qu'il suffirait de quelques étincelles pour déclencher une prise de conscience massive qui nous emmènerait vers la souveraineté.**

8/ Pensez-vous que le recours à des technologies étrangères présente un risque pour ses utilisateurs ?

Clairement oui. Aujourd'hui quand vous créez un compte sur une plateforme de type GAFAM, vous achetez sans intermédiaire et consommez un bien élaboré sous d'autres latitudes. Vous vous privez des mécanismes élaborés par la France et l'Union Européenne dans un but de protection du consommateur. Sur votre chemin vers la consommation de ces services, il y a certes un contrat. Mais la facilité d'agrément procurée par la case « J'accepte » d'une part et l'envie de la fonctionnalité d'autre part créent un rapport de forces très déséquilibré. Tout le monde coche la case sans réfléchir.

Mais ces technologies sont loin d'être anodines. Elles sont certes immatérielles mais ont un impact très important sur nos vies. Certes, le pillage de données personnelles ne peut pas

être considéré comme un danger, j'en conviens. Mais que dire des risques portant sur la santé mentale : combien d'adolescents se sont véritablement retrouvés prisonniers de leurs réseaux sociaux, se coupant de la richesse de leur environnement et développant des carences affectives, voire de véritables maladies mentales ? Ne constate-t-on pas très régulièrement des phénomènes de harcèlement, rendus possibles par ces réseaux, et qui parfois ont des issues très funestes ? Tous ces dangers sont bien réels.

Il semblerait que nos politiques aient fini par s'en émouvoir et créer des instances pour limiter l'exposition des plus jeunes. Mais encore une fois, je ne peux m'empêcher de m'amuser de notre manque de souveraineté en la matière, puisque seule l'application chinoise TikTok se retrouve sous le boisseau. Les applications américaines seraient donc inoffensives ? Ou bien n'aurions-nous pas importé un débat qui outre-atlantique est, pour le coup, purement souverain ?

9/ Devra-t-on bientôt se former à l'auto-défense cyber ? On peut parfois avoir l'impression comme internaute d'attendre « patiemment » l'attaque sans jouir d'aucun moyen de riposte.

L'impression que tout cela me donne, c'est que nous sommes dans une période de transition, puisque nous avons massivement adopté l'outil numérique sans être correctement outillés pour en faire un bon usage. Nous avons créé un monde virtuel, parallèle à notre monde physique fait d'interactions en face-à-face. Dans ce monde, tout est virtuel mais l'impact sur nos personnes est quant à lui bien réel. La probabilité d'y être attaqué et de subir un préjudice est devenue très forte.

Un concept d'auto-défense cyber est effectivement une bonne idée. Il pourrait s'inscrire dans ce mouvement de « responsabilité numérique » que j'appelle de mes vœux. L'éducation nationale en premier lieu doit consacrer plus de temps à sensibiliser les jeunes aux dangers du numérique, et devrait sans doute proposer des ateliers pratiques pour

traiter concrètement les différents cas d'attaques.

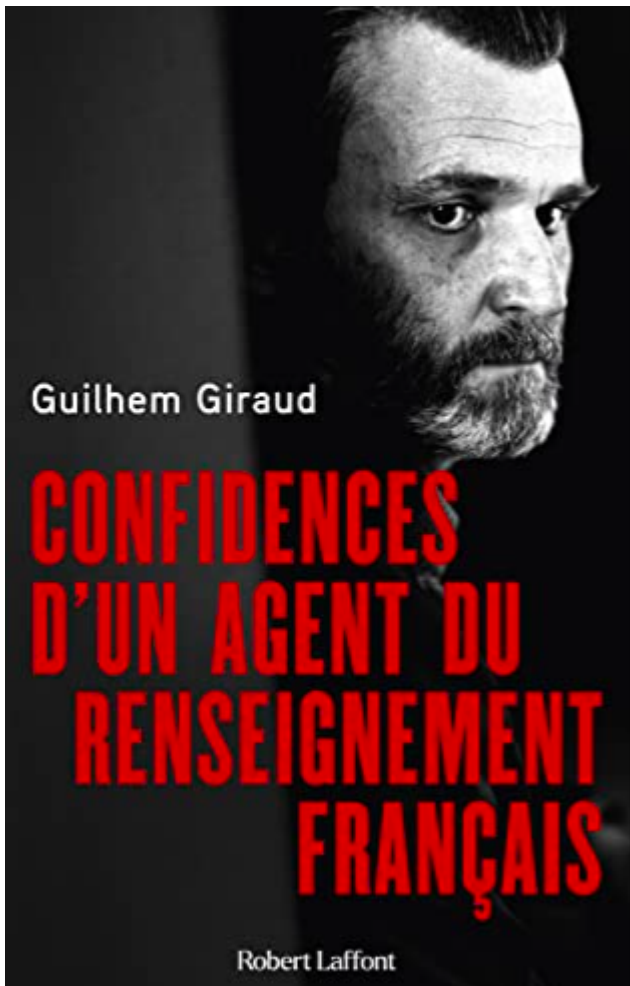
**10/ Antoine Rivaroli, dit de Rivarol, écrivit un jour :
« Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent
d'obéir. »**

**Qu'est-ce que cela vous inspire à notre époque de
contestations populaires croissantes ?**

Cette observation recouvre très exactement ce qui se passe actuellement pour la France en Afrique : c'est précisément l'estime que les Africains pouvaient avoir de la France qui est sapée par la Russie. Nos élites sont présentées comme décadentes, moralement faibles, et plus dignes d'être considérées comme des modèles.

Sur le territoire national, le jeu est plus complexe. Car si l'on peut affirmer que l'estime et l'autorité de nos représentants ont été entamées par une longue période de crise politique, donnant des spectacles désolants d'individus s'invectivant et s'adressant des gestes obscènes dans les lieux les plus sacrés de notre démocratie, l'exécutif s'est saisi des nouveaux modes de communication, beaucoup plus rapides et interactifs que l'ORTF d'antan, pour transcender sa condition. Il a en effet érigé comme des principes supérieurs, quasi divins, un ensemble de nécessités qui ne souffrent pas la contestation : la crise sanitaire, puis la crise énergétique découlant de la situation géopolitique ... Depuis trois ans maintenant nous vivons en quasi-état de siège et n'avons d'autre choix que nous conformer aux prescriptions pour éviter le péril de l'effondrement. L'estime que nous avons de nos gouvernants n'est plus considérée dans cette équation. Le problème, à mon sens, c'est que cette manière de gouverner fait naître des frustrations immenses.

Encore une fois, je ne peux m'empêcher de voir le rôle des réseaux sociaux dans cette entreprise de contrôle des foules. Déformation professionnelle sans doute !



☐☐ Mezze de tweets

"Comment cet hébergeur de données breton a obtenu le Graal de la cybersécurité".

*Bravo à nos amis d'[@icodia](#) ! [#Iso27001](#)
<https://t.co/TpmRaHajKj>*

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [March 9, 2023](#)

Merci [@LetayPeggy](#) ! Enfin un panorama de la [#souveraineténumérique](#) qui fait état des médias. Du média ?

pic.twitter.com/AUXXaNh1Ky

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [March 8, 2023](#)

Puisque le fabricant américain délocalise la production de sa barre chocolatée en Slovaquie, la législation helvète l'oblige à retirer de son emballage le dessin de la montagne emblématique du paysage suisse. (Et la ?? a bien raison.) <https://t.co/K0B0sU146I>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [March 8, 2023](#)

? Le fabricant de puces #Intel, qui a déjà obtenu une aide de 7Md\$ pour installer son usine en Allemagne réclame maintenant 5 milliards supplémentaires au gouvernement fédéral pour s'exécuter. <https://t.co/h9gGLAdtE1>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [March 7, 2023](#)

"Le protectionnisme américain (IRA) menace 70% des projets de batteries en Europe." <https://t.co/XztLsc6GjI>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [March 7, 2023](#)

"La priorité doit être donnée aux entreprises françaises." ? <https://t.co/ExvwY9dd2e>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [March 6, 2023](#)

#Alstom : une affaire de souveraineté et de loyauté <https://t.co/Zsaw07q5Ak>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [March 6, 2023](#)

"Ce sont désormais des appareils chinois qui pourraient prochainement être utilisés pour entraîner les militaires français."

via [@OpexNews](#)

Cc [@augouardhttps://t.co/Su0BJ3lZSn](#)

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [March 7, 2023](#)

Cabinets de conseil : « Le recours systématique aux consultants sape l'expertise de la sphère publique »
<https://t.co/dJUsr52T44>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [March 7, 2023](#)

☐☐ **Hors spectre**



The Gates of Dawn by Herbert James Draper (detail)

« De celui dont nous disons qu'il est un 'homme de son temps', nous ne faisons que remarquer qu'il coïncide avec la majorité des imbéciles du moment. »

Nicolás Gómez Dávila

Alstom : une affaire de souveraineté et de loyauté

Une définition de la souveraineté

La commission d'enquête parlementaire visant à établir les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France est l'occasion de mesurer l'importance des engagements des acteurs politiques et institutionnels, ainsi que les notions de compétence et de loyauté. La récente audition de l'ancien Ministre du Redressement productif (2012-2014), Arnaud Montebourg représente une synthèse incontournable pour qui veut mieux appréhender ce que signifient les notions de souveraineté et de loyauté à la nation. Toutes les auditions sont en libre accès sur le [site de l'Assemblée Nationale](https://www.assemblee-nationale.fr/la-commission-d-enquete-parlementaire), nous avons choisi de vous présenter ici deux extraits. Le premier est une définition qui nous semble parfaite de la souveraineté.

<https://souveraine.tech/wp-content/uploads/2023/03/Commision-d-Enquete-Perte-AN-1er-mars-2023-Perte-dindependance-energetique-Souverainete.mp4>

Le prix de la loyauté

L'emblématique affaire Alstom, ou la lutte sans merci entre la France et les États-Unis pour le contrôle d'un fleuron français. C'est aussi l'histoire d'un bras de fer entre le PDG Patrick Kron et le ministre de l'Économie d'alors, Arnaud Montebourg. Mais aussi celle d'un homme qui a payé le prix fort pour sa loyauté à la nation. Aux grands hommes la patrie reconnaissante. Idéalement : de leur vivant ?

<https://souveraine.tech/wp-content/uploads/2023/03/Commision%2>

[0d'Enquête%20Perte%20AN%20-%201er%20mars%202023%20Perte%20d'indépendance%20énergétique%20-%20Affaire%20Alstom.mp4](#)

Bertrand Leblanc-Barbedienne

Pas une seule entreprise française n'est référencée sur le marché public de la donnée

[Tristan Méneret](#) est fondateur et CEO d'[IN FRANCE](#) ??

1/ Qu'est-ce qu'un territoire en 2023 ?

On retrouve dans le dictionnaire Larousse deux définitions pour le territoire. Premièrement une notion géographique « *Étendue de la surface terrestre sur laquelle vit un groupe humain.* » et deuxièmement une notion juridique « *Étendue de pays sur laquelle s'exerce une autorité, une juridiction.* ». Dans mon métier où nous traitons des milliards de données territoriales rattachées à un identifiant unique, le code commune *INSEE*, nous en oublions parfois la définition réelle. **Étant né à La Rochelle, on m'expliquait à l'école qu'avant d'être en Charente-Maritime, nous faisons partie du territoire du Pays d'Aunis.** Pourquoi cela ? Car avec nos voisins, nous partageons une histoire vieille de l'époque des carolingiens où nous avons toujours résisté aux différents régimes et même connu un siège sous François 1^{er} où les rochelais ont préféré mourir plutôt que de se rendre. Nous sommes bien loin d'un code commune *INSEE* dans une base de

données. La notion de territoire est donc selon moi difficile à définir clairement car elle est à la fois personnelle, locale et administrative.

2/ On voit beaucoup d'acteurs s'intéresser à la data avec des arguments liés à leur valorisation au service de ceux qui les produisent. Mais n'est-ce pas finalement qu'une nouvelle forme de négoce, et si non, pour quelle raisons ?

La donnée a toujours été une valeur précieuse pour faire tourner une civilisation et une économie. Elle sert entre autres à valoriser un bien, une marchandise ou un service depuis que le commerce existe. Celui qui produit cette donnée en est le chef d'orchestre et a donc un rôle déterminant. Auparavant cette donnée était décentralisée, non structurée et parfois mal documentée. Il était donc difficile d'en tirer quelque chose à grande échelle. Certains acteurs y ont vu une opportunité pour vendre des indicateurs clés pour donner du rythme à un marché économique. Par exemple *Moody's* qui vend des notations d'entreprises à d'autres acteurs économiques qui vont l'utiliser pour vendre plus cher ou moins cher un service. Les acteurs consolidants et rendant compréhensible cette donnée produisent donc un nouveau marché qui s'apparente à une nouvelle forme de négoce (à plusieurs milliards de milliards \$) où toute donnée est bonne à prendre. D'ailleurs rien n'est jamais gratuit quand on parle de données : « si c'est gratuit, c'est toi le produit » (vos données).

3/ Vous êtes fondateur d'une structure qui s'appelle IN FRANCE ? Pourquoi ne pas avoir choisi « IN EUROPE » ? (sic)

Très bonne question qui revient aujourd'hui sur la table dans nos comités de direction. Pour y répondre il faut revenir à genèse du projet avant même que l'entreprise s'appelle *IN France*. Au départ l'entreprise s'appelait *Patriote Lab*. Après avoir travaillé sur le marché américain pendant plusieurs années, je comprenais qu'il était urgent de travailler sur un

patriotisme économique permettant aux territoires d'être plus résilients. Je me suis alors heurté à la définition très personnelle que chacun a du patriotisme en France, non pas celle avec laquelle j'ai initialement créé *Patriote Lab* à savoir « Aimer ses valeurs sans rejeter celles des autres ». **Même si ma vision est européenne, je reste persuadé qu'une résilience économique doit d'abord se jouer à l'échelle d'une région, d'un pays puis d'une alliance européenne.**

Tout compte fait, pourquoi acheter des biens polonais alors qu'ils existent au bout de ma rue ? C'était donc décidé, avec mon associé de l'époque Yves Jégo – ancien ministre de l'Outre-mer – nous avons décidé de changer le nom de l'entreprise en *IN France*. Commencer par un pays avant de raisonner à l'échelle de l'Europe.

4/ Vous êtes passé par l'Institut National du Service Public (ancien ENA). Pensez-vous que l'idée de service public connaît un retour en grâce ? Quelles vous en semblent les raisons autant que la manifestation ?

Je suis actuellement le Cycle des Hautes Études Européennes à l'INSP où je découvre les rouages du service public en particulier au sein des institutions européennes. Étant entrepreneur, le fonctionnement du service public était assez trouble et l'a priori que j'en avais n'était pas bien plus clair. Je découvre que c'est une institution très complexe où le monde de la politique rencontre le monde opérationnel. Deux mondes qui parfois ne servent pas les mêmes intérêts et sur un agenda différent. **Cependant, j'observe que plusieurs projets innovants ont vu le jour ces dernières en particulier sous l'impulsion de directives européennes (je pense ici en particulier de l'*Open Data Act*).** L'influence européenne dans le service public français me semble importante et nécessaire pour le faire évoluer plus rapidement. En effet, penser des projets à plusieurs avec des visions et cultures différentes permet d'avoir une vision plus globale et plus fiable d'une idée, d'un projet. Mon idée du service public ces dernières

années est de plus en plus novatrice et dans l'air du temps où les agendas politiques et opérationnels se rejoignent de plus en plus pour servir des enjeux communs de manière plus efficace.

5/ Quels sont les critères qui permettent de dire d'une entreprise qu'elle est « française » ? Le lieu où se trouve son siège, l'identité de ses actionnaires, le but qu'elle poursuit ? Un faisceau de critères ?

On peut envisager deux niveaux de réponses à cette question. Le premier niveau est légal, en analysant la table de capitalisation et des droits de votes de l'entreprise. Une entreprise est considérée étrangère dès lors qu'elle est détenue en majorité par une personne physique ou morale de nationalité étrangère. A cela il faut compléter cette vision capitaliste par l'analyse des droits de votes qui parfois peuvent être différents de la part de détention du capital.

Le deuxième niveau est le but qu'elle poursuit et son impact sur le territoire. Certaines entreprises au capital social 100% français et aux marques très francophones ne produisent absolument rien sur le territoire national. Elles ne génèrent ni emploi, ni fiscalité indirecte et induite. Parfois même, leurs marchandises ou services ne passent même pas par la France, on l'observe beaucoup dans le luxe et textile. Selon moi, la définition d'une entreprise française peut s'hériter par sa détention du capital social ou s'hériter par l'impact qu'elle génère sur le territoire. Mais peut-on vraiment qualifier de française une entreprise au capital 100% français qui ne produit ni biens et services sur le territoire ?

6/ Comment travaillez-vous l'open data ?

Nous récupérons l'open-data directement depuis les serveurs du gouvernement, *data.gouv.fr* est un formidable hub. Cela nous garantit de traiter uniquement des données certifiées par le gouvernement et d'assurer l'intégrité des résultats que nous communiquons. **L'open-data permet de se passer de systèmes**

gourmands en énergie comme les blockchains, qui selon moi bénéficient d'une publicité bien trop importante pour l'usage que l'on en fait. En effet, les fichiers stocks disponibles sur les serveurs du gouvernement permettent d'en assurer leur intégrité et surtout de permettre à chacun de vérifier les informations communiquées par des études ou communications.

7/ Pouvez-vous dresser un bref panorama des grands secteurs d'activité en France au regard de leur degré de souveraineté ?

Nous sommes en train de poursuivre notre analyse sur la France entière mais je peux vous communiquer un panorama des grands secteurs d'activité en Île-de-France au regard de leur détention capitaliste. Entre 2019 et 2021, 5.5% du chiffre d'affaires produits en Île-de-France étaient produit par une entreprise étrangère. **Les grands secteurs où la dépendance étrangère est la plus forte sur le chiffre d'affaires cumulé en Île-de-France sont :**

- Commerce de gros de combustibles et de produits annexes **20%**
- Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers **18%**
- Conseil informatique **14%**

8/ Quand on a fait l'École de Guerre Économique, comment considère-t-on le marché ? Comme un lieu d'échange ou comme un vaste champ de bataille ?

L'École de Guerre Économique permet de découvrir l'univers de l'intelligence économique et d'acquérir une vision plus complète de l'économie et de ses parties prenantes. Après cette formation, on envisage le marché comme un vaste champ de bataille où les échanges commerciaux ne sont plus que des biens, marchandises et services mais des enjeux stratégiques qui prennent parfois part à un contrat des enjeux plus globaux. L'affaire qui m'a le plus marquée est celle de

l'embargo sur les exportations de viande d'agneaux, de chèvres et de moutons de Nouvelle-Zélande suite à la capture du couple *Tureng* dans l'affaire du *Rainbow Warrior*. La guerre économique est aujourd'hui une réalité, elle touche toutes les entreprises et tous les secteurs. Il est selon moi nécessaire que cette matière soit abordée dans l'ensemble de écoles de commerce françaises afin de former des cadres ayant une vision plus globale et stratégique du marché dans lequel ils vont évoluer.

9/ Vous dites avoir un problème avec le fonctionnement de la centrale d'achat de l'État, l'UGAP. Pouvez-vous nous en dire la nature ?

Nous travaillons avec des collectivités et ministères français. Pour contractualiser avec eux nous devons passer par l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) qui délègue le marché de la donnée à trois entreprises : Accenture (??), CGI (??), Inop's (??). Pas une seule entreprise française n'est référencée sur le marché public de la donnée et il faut leur donner entre 20 et 25% de notre contrat juste pour qu'ils contractualisent avec l'UGAP, donc de l'argent public. C'est une parfaite aberration qu'une passoire d'argent public français soit en place aux yeux de tous et que rien ne change. Même si ces trois sociétés ont un impact positif en France sur l'emploi, l'économie et la fiscalité, je trouve cela insensé que pour travailler avec l'État français, nous devions donner un quart de cet argent à des entreprises étrangères uniquement pour faire le passe-plat.

10/ Pouvez-vous citer trois ouvrages qui ont durablement marqué votre façon de comprendre le monde ?

Je retiendrai ces trois ouvrages qui m'ont permis de mieux comprendre le monde qui nous entoure, tant au niveau de l'information et des stimuli qui nous entourent. **Apocalypse cognitive** de Gerald Bronner, un état des lieux complet autour de la désindustrialisation française et d'une vision positive de l'industrie. **Vers la renaissance industrielle** de Anaïs Voy-Gillis et enfin, **Le manuel d'intelligence économique** de

Christian Harbulot afin de revenir sur les bases académiques de la guerre économique.

Newsletter n°50 - 3 mars 2023

☐☐ Édito

Ne tirez pas sur le pianiste ?

C'est bien connu, le porteur de la mauvaise nouvelle, il faut le faire taire. Imagine-t-on une seconde ce faisant, que la nouvelle disparaîtra avec lui ? Vous en avez sans doute vécus, de ces moments visqueux où l'animosité se cristallise soudain sur celui qui a eu le malheur de rapporter quelque fait déplorable ? Quel étrange réflexe. De l'endroit où nous sommes, à égrainer, le coeur en miettes, les annonces de nos fleurons passés les uns après les autres sous tel ou tel pavillon étranger, il peut nous arriver de sentir de ces regards peu amènes... Croyez bien que nous aimerions jouer un autre air. Mais si notre ancien Ministre de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique de France (Hear, hear !) [parle lui-même de trahison](#), c'est sans doute qu'il y a effectivement quelque chose de pourri au Royaume. Et, hélas, pas celui du Danemark.

Bertrand Leblanc-Barbedienne

Nous recevons aujourd'hui [Tristan Méneret](#), qui est fondateur et CEO d'[IN FRANCE](#)



Pas une seule entreprise française n'est référencée sur le marché public de la donnée

☐☐ Le grand entretien

1/ Qu'est-ce qu'un territoire en 2023 ?

On retrouve dans le dictionnaire Larousse deux définitions pour le territoire. Premièrement une notion géographique « *Étendue de la surface terrestre sur laquelle vit un groupe humain.* » et deuxièmement une notion juridique « *Étendue de pays sur laquelle s'exerce une autorité, une juridiction.* ». Dans mon métier où nous traitons des milliards de données territoriales rattachées à un identifiant unique, le code commune *INSEE*, nous en oublions parfois la définition réelle. **Étant né à La Rochelle, on m'expliquait à l'école qu'avant d'être en Charente-Maritime, nous faisons partie du**

territoire du Pays d'Aunis. Pourquoi cela ? Car avec nos voisins, nous partageons une histoire vieille de l'époque des carolingiens où nous avons toujours résisté aux différents régimes et même connu un siège sous François 1^{er} où les rochelais ont préféré mourir plutôt que de se rendre. Nous sommes bien loin d'un code commune *INSEE* dans une base de données. La notion de territoire est donc selon moi difficile à définir clairement car elle est à la fois personnelle, locale et administrative.

2/ On voit beaucoup d'acteurs s'intéresser à la data avec des arguments liés à leur valorisation au service de ceux qui les produisent. Mais n'est-ce pas finalement qu'une nouvelle forme de négoce, et si non, pour quelle raisons ?

La donnée a toujours été une valeur précieuse pour faire tourner une civilisation et une économie. Elle sert entre autres à valoriser un bien, une marchandise ou un service depuis que le commerce existe. Celui qui produit cette donnée en est le chef d'orchestre et a donc un rôle déterminant. Auparavant cette donnée était décentralisée, non structurée et parfois mal documentée. Il était donc difficile d'en tirer quelque chose à grande échelle. Certains acteurs y ont vu une opportunité pour vendre des indicateurs clés pour donner du rythme à un marché économique. Par exemple *Moody's* qui vend des notations d'entreprises à d'autres acteurs économiques qui vont l'utiliser pour vendre plus cher ou moins cher un service. Les acteurs consolidants et rendant compréhensible cette donnée produisent donc un nouveau marché qui s'apparente à une nouvelle forme de négoce (à plusieurs milliers de milliards \$) où toute donnée est bonne à prendre. D'ailleurs rien n'est jamais gratuit quand on parle de données : « si c'est gratuit, c'est toi le produit » (vos données).

3/ Vous êtes fondateur d'une structure qui s'appelle IN

FRANCE ? Pourquoi ne pas avoir choisi « IN EUROPE » ? (sic)

Très bonne question qui revient aujourd'hui sur la table dans nos comités de direction. Pour y répondre il faut revenir à genèse du projet avant même que l'entreprise s'appelle *IN France*. **Au départ l'entreprise s'appelait *Patriote Lab***. Après avoir travaillé sur le marché américain pendant plusieurs années, je comprenais qu'il était urgent de travailler sur un patriotisme économique permettant aux territoires d'être plus résilients. Je me suis alors heurté à la définition très personnelle que chacun a du patriotisme en France, non pas celle avec laquelle j'ai initialement créé *Patriote Lab* à savoir « Aimer ses valeurs sans rejeter celles des autres ». **Même si ma vision est européenne, je reste persuadé qu'une résilience économique doit d'abord se jouer à l'échelle d'une région, d'un pays puis d'une alliance européenne.**

Tout compte fait, pourquoi acheter des biens polonais alors qu'ils existent au bout de ma rue ? C'était donc décidé, avec mon associé de l'époque Yves Jégo – ancien ministre de l'Outre-mer – nous avons décidé de changer le nom de l'entreprise en *IN France*. Commencer par un pays avant de raisonner à l'échelle de l'Europe.

4/ Vous êtes passé par l'Institut National du Service Public (ancien ENA). Pensez-vous que l'idée de service public connaît un retour en grâce ? Quelles vous en semblent les raisons autant que la manifestation ?

Je suis actuellement le Cycle des Hautes Études Européennes à l'INSP où je découvre les rouages du service public en particulier au sein des institutions européennes. Étant entrepreneur, le fonctionnement du service public était assez trouble et l'a priori que j'en avais n'était pas bien plus clair. Je découvre que c'est une institution très complexe où le monde de la politique rencontre le monde opérationnel. Deux mondes qui parfois ne servent pas les mêmes intérêts et sur un agenda différent. **Cependant, j'observe que plusieurs projets**

innovants ont vu le jour ces dernières en particulier sous l'impulsion de directives européennes (je pense ici en particulier de *l'Open Data Act*). L'influence européenne dans le service public français me semble importante et nécessaire pour le faire évoluer plus rapidement. En effet, penser des projets à plusieurs avec des visions et cultures différentes permet d'avoir une vision plus globale et plus fiable d'une idée, d'un projet. Mon idée du service public ces dernières années est de plus en plus novatrice et dans l'air du temps où les agendas politiques et opérationnels se rejoignent de plus en plus pour servir des enjeux communs de manière plus efficace.

5/ Quels sont les critères qui permettent de dire d'une entreprise qu'elle est « française » ? Le lieu où se trouve son siège, l'identité de ses actionnaires, le but qu'elle poursuit ? Un faisceau de critères ?

On peut envisager deux niveaux de réponses à cette question. Le premier niveau est légal, en analysant la table de capitalisation et des droits de votes de l'entreprise. Une entreprise est considérée étrangère dès lors qu'elle est détenue en majorité par une personne physique ou morale de nationalité étrangère. A cela il faut compléter cette vision capitalistique par l'analyse des droits de votes qui parfois peuvent être différents de la part de détention du capital.

Le deuxième niveau est le but qu'elle poursuit et son impact sur le territoire. Certaines entreprises au capital social 100% français et aux marques très francophones ne produisent absolument rien sur le territoire national. Elles ne génèrent ni emploi, ni fiscalité indirecte et induite. Parfois même, leurs marchandises ou services ne passent même pas par la France, on l'observe beaucoup dans le luxe et textile. Selon moi, la définition d'une entreprise française peut s'hériter par sa détention du capital social ou s'hériter par l'impact qu'elle génère sur le territoire. Mais peut-on vraiment qualifier de française une entreprise au capital 100% français

qui ne produit ni biens et services sur le territoire ?

6/ Comment travaillez-vous l'open data ?

Nous récupérons l'open-data directement depuis les serveurs du gouvernement, *data.gouv.fr* est un formidable hub. Cela nous garantit de traiter uniquement des données certifiées par le gouvernement et d'assurer l'intégrité des résultats que nous communiquons. **L'open-data permet de se passer de systèmes gourmands en énergie comme les blockchains, qui selon moi bénéficient d'une publicité bien trop importante pour l'usage que l'on en fait.** En effet, les fichiers stocks disponibles sur les serveurs du gouvernement permettent d'en assurer leur intégrité et surtout de permettre à chacun de vérifier les informations communiquées par des études ou communications.

7/ Pouvez-vous dresser un bref panorama des grands secteurs d'activité en France au regard de leur degré de souveraineté ?

Nous sommes en train de poursuivre notre analyse sur la France entière mais je peux vous communiquer un panorama des grands secteurs d'activité en Île-de-France au regard de leur détention capitaliste. Entre 2019 et 2021, 5.5% du chiffre d'affaires produits en Île-de-France étaient produit par une entreprise étrangère. **Les grands secteurs où la dépendance étrangère est la plus forte sur le chiffre d'affaires cumulé en Île-de-France sont :**

- Commerce de gros de combustibles et de produits annexes **20%**
- Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers **18%**
- Conseil informatique **14%**

8/ Quand on a fait l'École de Guerre Économique, comment considère-t-on le marché ? Comme un lieu d'échange ou comme un vaste champ de bataille ?

L'École de Guerre Économique permet de découvrir l'univers de

l'intelligence économique et d'acquérir une vision plus complète de l'économie et de ses parties prenantes. Après cette formation, on envisage le marché comme un vaste champ de bataille où les échanges commerciaux ne sont plus que des biens, marchandises et services mais des enjeux stratégiques qui prennent parfois part à un contrat des enjeux plus globaux. L'affaire qui m'a le plus marquée est celle de l'embargo sur les exportations de viande d'agneaux, de chèvres et de moutons de Nouvelle-Zélande suite à la capture du couple *Tureng* dans l'affaire du *Rainbow Warrior*. La guerre économique est aujourd'hui une réalité, elle touche toutes les entreprises et tous les secteurs. Il est selon moi nécessaire que cette matière soit abordée dans l'ensemble de écoles de commerce françaises afin de former des cadres ayant une vision plus globale et stratégique du marché dans lequel ils vont évoluer.

9/ Vous dites avoir un problème avec le fonctionnement de la centrale d'achat de l'État, l'UGAP. Pouvez-vous nous en dire la nature ?

Nous travaillons avec des collectivités et ministères français. Pour contractualiser avec eux nous devons passer par l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) qui délègue le marché de la donnée à trois entreprises : Accenture (??), CGI (??), Inop's (??). Pas une seule entreprise française n'est référencée sur le marché public de la donnée et il faut leur donner entre 20 et 25% de notre contrat juste pour qu'ils contractualisent avec l'UGAP, donc de l'argent public. C'est une parfaite aberration qu'une passoire d'argent public français soit en place aux yeux de tous et que rien ne change. Même si ces trois sociétés ont un impact positif en France sur l'emploi, l'économie et la fiscalité, je trouve cela insensé que pour travailler avec l'État français, nous devions donner un quart de cet argent à des entreprises étrangères uniquement pour faire le passe-plat.

10/ Pouvez-vous citer trois ouvrages qui ont

durablement marqué votre façon de comprendre le monde ?

Je retiendrai ces trois ouvrages qui m'ont permis de mieux comprendre le monde qui nous entoure, tant au niveau de l'information et des stimuli qui nous entourent. ***Apocalypse cognitive de Gerald Bronner***, un état des lieux complet autour de la désindustrialisation française et d'une vision positive de l'industrie. ***Vers la renaissance industrielle de Anaïs Voy-Gillis*** et enfin, ***Le manuel d'intelligence économique de Christian Harbulot*** afin de revenir sur les bases académiques de la guerre économique.

☐☐ Mezze de tweets

"Est-ce que vous connaissez le tarif de la trahison de la France ?" <https://t.co/NRzSu5SE42>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [March 2, 2023](#)

?? 5Md€ pour les drones

"Il ne s'agit pas de rattraper le retard. Je pense qu'on serait en retard si on rattrapait le retard. C'est plutôt faire un saut de génération technologique, d'assumer notre retard pour aller prendre le RDV qui suit pour 2030-35."
<https://t.co/742cXz2ED1>

– OpexNews (@OpexNews) [March 2, 2023](#)

"Ces dernières années, [#Nuctech](#), un fabricant chinois de scanners à rayons X et de portiques de sécurité, engrange de plus en plus de marchés publics dans les aéroports français."

via [@ebothorel](#).

Comment une telle aberration est-elle possible ? <https://t.co/3BIGgbWcET>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [March 2, 2023](#)

Voilà pourquoi il est urgent que [@SouveraineTech](#) devienne une agence de presse. Et une agence de presse qui ne jouera pas les impresarios ou les passe-plats des [#GAFAM](#). Good job [@afpfr](#) et [@awp_fr](#) ! Rien que le titre fleure bon le publi-reportage... [?https://t.co/VXlYtHhnc2pic.twitter.com/SzDvtjKSn3](https://t.co/VXlYtHhnc2pic.twitter.com/SzDvtjKSn3)

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [March 1, 2023](#)

Louée soit la [@CNIL](#) pour son engagement au service de notre [#souveraineténumérique](#) ! ?? <https://t.co/qHnntk2BGQ>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 28, 2023](#)

Une publication baptisée "Études françaises de Renseignement et de Cyber" sera lancée en septembre et regroupera la plupart des chercheurs de la spécialité, sous la houlette de [@FloranVadillo](#).

Cc [@Cyril1Bras](#) <https://t.co/qndlFlv7pL>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 28, 2023](#)

Dear Mr [@nigelcory](#) / [@ITIFdc](#), when speaking about Europe "going protectionist" or "imposing its own values", would you happen to manifest the expression : "The pot calling the kettle black" ? Thank you for your time if you consider answering.

<https://t.co/XfaDX60EMP>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 28, 2023](#)

"L'avenir d'[#EDF](#) se joue à Bruxelles".<https://t.co/YlyPAkk23K>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 28, 2023](#)

« Comment [#McKinsey](#) oriente la Conférence de Munich sur la sécurité. Le cabinet de conseil américain a pris le contrôle de l'agenda de l'événement, en façonnant son programme et la liste des invités depuis des années. »<https://t.co/lP3HSkiNfH>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 27, 2023](#)

☐☐ **Hors spectre**



Groupe de lansquenets par [Albert Kretschmer](#) (1882)

« Oignez vilain, il vous poindra. Poignez vilain, il vous oindra. »

Vieux proverbe attribué à Rabelais

Newsletter n°49 - 23 février 2023

□□ Édito

Puis vint cette voix...

Chers ami(e)s, avez-vous entendu l'Immortel François Cheng réciter ce quatrain que prononça « textuellement » Sainte Jehanne d'Arc lors de son procès ? Quel rapport avec la technologie me direz-vous, et plus encore avec la souveraineté technologique ? Eh bien la langue française est un outil qui a façonné notre Histoire. Elle est peut-être même celui qui a le plus structuré notre manière d'être, de penser et d'agir dans le monde en tant que peuple, de le dire autant que de le transformer. Alors comment contenir notre émotion quand un érudit d'origine chinoise, gardien mieux encore que d'autres de ce trésor, expose, après avoir déclamé ces vers vieux de six siècles, la rémanente capacité de notre pays à recevoir d'en haut les moyens de ne pas subir ?

Bertrand Leblanc-Barbedienne

*« Puis vint cette voix,
Environ l'heure de midi,
Au temps de l'été,
Dans le jardin de mon père. »*

Nous recevons aujourd'hui [Sébastien Picardat](#) qui est directeur général chez [Agdatahub](#)



Sébastien Picardat, directeur général d'Agdatahub / crédit photos : Gilles Crampes

Parce que souverainetés alimentaire et numérique vont de pair !

☐☐ Le grand entretien

1/ Comment se positionne le monde agricole français par rapport aux enjeux de souveraineté technologique ?

Il se positionne très bien ! Agdatahub en est d'ailleurs la preuve. Je rappelle que notre entreprise a été fondée par et pour le secteur agricole, aujourd'hui rejoint par des acteurs technologiques français de premier plan, afin que la valeur des données issues des champs et des élevages français, une fois collectées, échangées et traitées par différents acteurs, revienne, en fin de parcours, aux exploitants agricoles.

Plus largement, la mission que nous a confié le monde agricole

français est également de veiller à ce que les données de la "Ferme France" ne circulent pas n'importe comment, n'importe où et vers n'importe qui.

Agdatahub est donc la traduction directe que souverainetés alimentaire et numérique vont de pair, en sa qualité d'intermédiaire de données tiers de confiance !

D'ailleurs, nous ne sommes qu'une illustration récente de la capacité du secteur agricole à se mobiliser et à jouer collectif face à des enjeux stratégiques majeurs pour les filières. Rappelons que c'est à la sortie de la Seconde Guerre mondiale que des élus agricoles visionnaires ont su mobiliser leurs propres outils économiques pour reconstruire la France : sa banque (le Crédit Agricole), son assurance (Groupama), son assurance maladie (la MSA), ses coopératives... C'est aussi à cette période que les Instituts techniques agricoles et les Chambres d'agriculture ont accéléré le développement agricole. Aujourd'hui encore, l'activité R&D est financée majoritairement par les agriculteurs au travers de fonds dédiés comme le CASDAR et les Cotisations Volontaires Obligatoires (CVO) des Interprofessions. A ce titre, on peut affirmer que la souveraineté technologique agricole est assurée par des fonds et une gouvernance professionnelle, en lien avec l'État.

Comprendre cet historique est fondamental pour comprendre la genèse d'Agdatahub et sa contribution à la structuration en cours du numérique agricole en France.

Aujourd'hui, une nouvelle étape se joue. Une nouvelle occasion de s'unir, se [ré]unir face à cet enjeu de souveraineté numérique. En effet, les forces en présence du numérique agricole sont multiples et dispersées, avec une appétence, comme dans de nombreux domaines, à se maintenir en silos.

Nous avons d'une part des start-up principalement orientées vers des outils d'aide à la décision et la disruption de

processus métiers à optimiser (comme l'assurance, la distribution d'intrants, les services environnementaux, les circuits courts, etc.).

Par ailleurs, on constate un équipement massif des exploitations agricoles avec une multitude d'objets connectés assurant progressivement la collecte automatisée d'informations indispensables à la gestion de l'exploitation, mais aussi les acteurs des filières comme les coopératives, les négoce, industriels et conseillers qui numérisent leurs processus métier.

Ajoutons à cela, sur un autre axe, les incontournables que sont les géants mondiaux du numérique, avec notamment la prééminence des GAFAM (Google, Amazon, Méta, Apple, Microsoft)...

Vis-à-vis de ces derniers acteurs, la solution pour que les forces agricoles, technologiques, économiques françaises en présence servent l'ambition d'une agriculture française forte, c'est la circulation régulée des données, et le moyen d'y parvenir est de casser les silos.

C'est là qu'Agdatahub intervient. Alors oui, nous sommes parfois vu comme un OVNI et, certains nous regardent même de travers. Pourtant, notre ambition est simplement de mettre au service de tous les acteurs du secteur agricole de France une expertise data mutualisée et une infrastructure sécurisée afin que les données circulent dans le respect du consentement des agriculteurs et ce au bénéfice du plus grand nombre, notamment des consommateurs, sans être soumises aux mesures extraterritoriales américaines.

2/ Les exploitants agricoles sont-ils eux aussi atteints d'Atlantite aigüe ?

Nullement. Est-ce que vous vous entendiez par « Atlantite aigüe », le rejet de toute technologie provenant des États-Unis ou, au contraire, l'acceptation sans réserve de

technologie made in USA ?

Les agriculteurs français n'ont pas le luxe d'être autrement que pragmatiques. Ils ont besoin avant tout d'outils efficaces. La question de l'origine est seconde, elle n'est pas moins importante mais intervient dans un deuxième temps. Les exploitants agricoles sont des chefs d'entreprise (presque) comme les autres. Ils recherchent avant tout l'optimisation de leur temps, l'efficacité économique et technique, ainsi que la facilité d'usage de leurs outils de travail.

On peut l'appeler « bon sens paysan », si on veut. C'est surtout de la logique. Les exploitants agricoles se dirigent vers des services numériques efficaces, simples d'usage, accessibles voire gratuits et disponibles facilement. Si les outils français, il y a dix ans, avaient réuni ces caractéristiques, les agriculteurs les auraient utilisés en masse.

Rappelons d'ailleurs que, dans le cadre du suivi sanitaire des élevages au début des années 1980, les éleveurs français utilisaient massivement une innovation française pour collecter leurs données... c'était le Minitel !

Ma prescription face à cette « maladie de l'Atlantite » largement répandue chez tous les utilisateurs du numérique : que les services numériques conçus, développés et opérés en France soient orientés vers les besoins de l'utilisateur final, plutôt que vers le plaisir des ingénieurs !

3/ Pouvez-vous évaluer la proportion de maîtrise que les exploitants ont réussi à conserver sur nos données agricoles ?

La réponse est facile : la maîtrise que les agriculteurs ont sur leurs données est quasi nulle !

J'aime bien citer l'exemple du président d'Agdatahub,

Sébastien Windsor, qui est agriculteur en Normandie. Sur son exploitation, il élève des cochons mais aussi produit des céréales, des oléagineux et du lin. Il y a recensé plus de 30 sources de données : moissonneuse-batteuse pour le rendement et la qualité de la moisson, stations météo, ruches connectées pour suivre la production de miel, distributeur d'aliments pour ses cochons... Chacun de ses outils génèrent des données en local. Elles sont ensuite transférées sur le cloud de chaque prestataire. Dans ce cadre, comment Sébastien pourrait-il avoir de la visibilité sur ce que deviennent ces données agricoles ? Par exemple : quels usages sont faits de ses données ? Où sont-elles stockées ? A qui appartiennent-elles réellement ? Peut-il les récupérer en cas de changement de fournisseurs ?

Autant de questions sans réponses claires car il y a autant de contrats que d'outils et certaines clauses peuvent rester imprécises. En effet, un fournisseur de services peut lui-même avoir besoin de faire passer les données à un tiers, sans forcément le spécifier et, là, on ne s'en sort plus. Quand les exploitants agricoles interrogent leurs partenaires ou leurs fournisseurs de numérique, ils ont difficilement des réponses et ce n'est pas normal.

Au-delà d'une incapacité des services clients à se mettre à niveau pour comprendre leurs utilisateurs, c'est la clarté des modèles économiques de chacun qui est en jeu, et aussi la manière dont les données des agriculteurs génèrent du chiffre d'affaires... pour d'autres !

Heureusement, des solutions émergent. Ainsi, **les organisations agricoles (notamment la FNSEA) ont anticipé les enjeux autour des données agricoles et de leur valorisation par d'autres acteurs que les exploitations agricoles.**

Le syndicat européen des agriculteurs (COPA) a rédigé le code de conduite européen de partage des données agricoles, dès 2017. Il a été décliné en France par la FNSEA et les Jeunes

Agriculteurs, via la charte Data-Agri. Un label a même été créé et, à l'issue d'une procédure d'audit, les conditions générales d'utilisation des outils numériques agricoles qui répondent aux principes de Data-Agri, peuvent l'obtenir.

Toutefois, les enjeux économiques autour des données agricoles sont suffisamment importants pour que le volontariat ne suffise pas à établir un climat de confiance équilibré entre les agriculteurs et leurs partenaires numériques. Il faudra toute la puissance de la réglementation européenne (identique dans tous les États Membres) pour rétablir une relation équilibrée entre 10 millions d'exploitations agricoles et leurs 500 000 partenaires en Europe.

4/ Quelle est selon vous la nature du rapport qui relie les enjeux de progrès technologique et ceux liés à la préservation / valorisation écologique ?

Nous sommes sur un rapport gagnant-gagnant. En faisant circuler les données agricoles, on alimente un cercle vertueux bénéfique au plus grand nombre et donc également à l'écosystème environnemental.

De façon plus précise, ce rapport est complexe et multifacette. Les données collectées sur les exploitations viennent améliorer les outils d'aide à la décision. Il s'agit par exemple de logiciels qui vont permettre de limiter les intrants, d'améliorer le bien-être animal et les conditions de travail des exploitants agricoles, d'augmenter le rendement ou encore d'améliorer la traçabilité...

On obtient alors des fermes plus performantes économiquement, des ressources naturelles économisées, de la pénibilité réduite pour les agriculteurs, des animaux qui bénéficient d'un suivi plus individualisé, des consommateurs mieux informés. Des éléments essentiels à la réussite de la transition agroécologique, à l'échelle individuelle mais aussi collective.

En résumé, le rapport entre les enjeux de progrès technologique et la préservation / valorisation écologique dans le monde agricole dépend fortement de la manière dont les technologies sont utilisées. Il est essentiel de concevoir et d'appliquer les technologies numérique, génétiques, agricoles... de manière responsable et durable, donc en tenant compte des impacts sur l'environnement, la santé humaine et la société dans son ensemble.

Plus que jamais, avec l'accélération des progrès technologiques, une réflexion éthique et déontologique est nécessaire. En ce domaine, la France, le monde agricole français et ses partenaires peuvent montrer la voie et être exemplaire.

5/ Gaia-X a essuyé de nombreuses critiques à son départ. Que pouvez-vous nous dire qui soit de nature à réconcilier ses détracteurs avec la démarche ?

Gaia-X a vécu un faux départ, avec une « incompréhension » initiale entre les Français et les Allemands autour de la définition de la « souveraineté ». Cela a ensuite amené certains à assimiler Gaia-X à une infrastructure cloud concurrente aux GAMAM.

Cette incompréhension est liée à des définitions différentes de la souveraineté. Pour les Allemands : il s'agit de permettre à toute organisation de pouvoir changer librement et simplement de fournisseur d'infrastructure cloud. Pour nous, Français, la souveraineté, c'est permettre à la France (à ses administrations et à ses entreprises) d'être technologiquement indépendant et de bénéficier de prestataires non soumis aux législations extraterritoriales (notamment le Cloud Act américain).

Cette ambiguïté larvée sur les objectifs initiaux de Gaia-X a vu son apogée sur la question de l'ouverture ou non à l'adhésion des GAMAM américains et des BATX chinois à l'association Gaia-X. On peut y voir une « crise d'ado » qui

s'est traduite par l'affirmation d'une ligne pragmatique actant l'ouverture de l'association aux acteurs non européens, mais à leur non-participation au board de Gaia-X. Je regrette toutefois que cela ne soit pas valable pour leur association représentative « DIGITALEUROPE ».

Les conclusions de cette période mouvementée ont été bénéfiques pour Gaia-X qui, aujourd'hui, réconcilie ces deux visions, rappelant le concept cher au général De Gaulle, et détaillé dans ses mémoires, lié à l'affirmation de la souveraineté dans l'interdépendance.

Gaia-X se fixe comme objectifs, d'une part, de définir des spécifications fonctionnelles et techniques d'interopérabilité entre les différentes briques technologiques nécessaire aux espaces de données (data spaces) et, d'autre part, de contribuer à fournir aux utilisateurs des services numériques une information fiable et objective sur le niveau de souveraineté grâce à 3 niveaux de labellisation.

Espérons que cette vision sera reprise au sein du Data Spaces Support Center, copiloté par les trois autres organisations de la Data Spaces Business Alliance (BDVA, IDSA, Fiware) qui ont parfois une vision plus « atlantiste » ! La Commission Européenne qui finance ce projet devra y être vigilante.

Quoi qu'il en soit, l'enjeu prioritaire pour la réussite des usages du numérique au sein du secteur agricole (comme de tous les secteurs économiques) est de fournir aux décideurs une grille de lecture compréhensible couvrant les dimensions juridiques, économiques et technologiques des offres de services numériques au regard de la souveraineté. Faisons le pari de nouvelles passes d'armes feutrées mêlant lobbying, communication et marketing ! A ce titre, le rôle de la puissance publique sera fondamental pour informer objectivement les décideurs sur ces enjeux stratégiques de l'économie de la donnée.

Pour revenir sur la question initiale, réconcilier les détracteurs de Gaia-X avec la démarche, je rappellerais 4 points clés liés à l'ADN de Gaia-X, sa mission... :

- En premier lieu, la sécurité des données et le besoin d'accroître la confiance sur ce point.
- Puis la collaboration européenne car seuls nous n'aurons pas la taille critique pour peser au niveau mondial.
- La transparence de la démarche et l'ouverture sur l'ensemble des parties-prenantes est un autre point clé.
- La stimulation de l'innovation induite par l'application des lignes directrices Gaia-X et donc la création de nouveau produit et service numériques est le dernier point.

6/ Le paysan de demain est-il nécessairement une pointure en technologies ?

Oui... et non ! Comme sur tous les autres aspects du pilotage de son exploitation, l'agriculteur doit être expert en tout : agronomie, gestion économique et comptable, dimension technique, administratif... Le numérique vient ajouter l'expertise data ou plutôt la culture data !

Je parle bien de culture et de data, et non de formation et technologies. Demander à tous les exploitants agricoles d'être des geeks serait aussi incohérent que de demander à tous les médecins de l'être !

À l'opposé, pour les premiers comme pour les seconds, il est indispensable d'informer et d'éduquer sur la maîtrise et les possibilités de l'usage des données si l'on veut construire un climat de confiance entre les agriculteurs et leurs partenaires, entre les professionnels de santé et leurs prestataires.

Sur le versant agricole, c'est aussi la condition sine qua none pour que la maîtrise de la data soit synonyme d'amélioration du revenu agricole. Voici deux exemples sur

l'amélioration du revenu agricole grâce aux données : un relai de croissance sur la segmentation de la mise en marché des matières premières agricoles grâce aux primes qualité et/ou l'émergence de nouvelles sources de revenu, comme le crédit carbone ; l'optimisation des charges d'exploitation (phytos, semences, fertilisants, aliments du bétail) est possible grâce aux outils d'aide à la décision ou de simulation.

En définitive, le paysan de demain ne sera pas nécessairement une peinture en technologies mais disposera d'une culture lui permettant d'appréhender le champ des possibles en termes de data.

7 / Comment faire en sorte que l'Homme soit au cœur de notre réflexion sur la data et non le contraire ?

C'est simple, en mettant les données au service de l'Homme et non l'inverse. C'est d'ailleurs l'ADN d'Agdatahub depuis sa création : faire que les agriculteurs gardent la main sur leurs données tout en libérant leur circulation (sous certaines conditions) car elles sont essentielles à l'innovation et à la transition agroécologique.

Ainsi, nous avons développé Agritrust, qui comprend notamment un module de gestion des consentements à l'usage de leurs données, fondé sur la première identité numérique agricole, en co-innovation avec Orange Business Services et IN Groupe (l'expert de l'identité en France, qui est dans toutes les poches avec les cartes d'identité, les passeports...).

Il s'agit de lier l'identité de la personne physique (via France Connect) avec l'identité de la personne morale (celle de l'exploitation, via le Registre National des Entreprises qui est censé remplacer le Registre des actifs agricoles depuis le 1er janvier 2023) pour émettre des preuves de consentements à l'usage des données.

Agdatahub et Agritrust sont les preuves tangibles que la nécessaire réflexion éthique et déontologique que j'ai

mentionnée au début de notre entretien peut se transformer en outil permettant de remettre l'Homme au cœur de la réflexion sur la data mais aussi au cœur des usages.

8 / Quel est l'état de fédération et de financement des acteurs de l'AgriTech en France ?

L'AgriTech française est très dynamique, en pleine expansion et développement. Les start-up se fédèrent au sein de deux associations principales ou plutôt trois pour ne pas oublier la dimension viti-vinicole (Ferme Digitale, CoFarming, WineTech). Les différents acteurs s'épanouissent également au sein des territoires dans des pôles de compétitivité comme Agri Sud-Ouest Innovation, Vitagora ou Végépolys Valley... sans oublier le rôle joué par les grands groupes industriels et les GAMAM.

Concernant le financement des acteurs de l'AgriTech, il y a des financements publics européens (Horizon Europe / Digital Europ Program) et français (France 2030, avec les opérateurs Bpifrance et la Caisse des Dépôts et Consignations).

En termes de financement, l'AgriTech en France est soutenue par plusieurs sources de financement publiques et privées. Le gouvernement français a lancé plusieurs initiatives pour encourager l'innovation dans l'agriculture, telles que le plan de relance de l'économie qui a alloué 100 millions d'euros à la transition écologique de l'agriculture, ou encore le Programme d'Investissements d'Avenir qui a alloué 40 millions d'euros pour le développement du domaine.

D'autre part, des fonds d'investissement et des incubateurs spécialisés dans l'AgriTech ont émergé ces dernières années, tels que Capagro, Demeter Partners, Station V ou encore Hectar.

Malgré ces initiatives et celles au niveau européen, il reste encore des défis pour financer l'AgriTech en France. En effet, les investissements y sont considérés comme risqués car

nécessitent souvent des investissements à long terme pour être rentables. Il est donc important de continuer à encourager l'investissement et l'innovation dans l'AgriTech en France pour garantir le développement de ce secteur prometteur tout en prenant en compte les spécificités du calendrier agricole...

La dernière levée de fonds d'Agdatahub est toutefois un signal positif fort pour l'ensemble du domaine. La pluralité des acteurs qui y participent ajoutée aux associés historiques montrent clairement que notre secteur est au cœur de l'économie de demain.

Au-delà des soutiens publics à l'innovations et aux acteurs technologiques, il convient de pointer qu'une des limites au déploiement massif du numérique en agriculture est le déficit d'experts data au sein des organisations collectives, des acteurs publics et des entreprises. Même s'il faut (parfois) rappeler que l'agriculture s'exerce au cœur des territoires ruraux, l'attractivité du secteur agricole pour des compétences de geek ou data manager reste malheureusement limitée, sans compter la concurrence avec les demandes des autres secteurs économiques. Les compétences humaines restent donc clé pour l'usage massif du numérique !

9/ Il paraît que l'avenir de la planète et de notre assiette passe par le steak de cancrelat aux nêfles ?

L'avenir de la planète passe par le progrès scientifique et technique, rien de plus, rien de moins. On a tendance à l'oublier mais l'agriculture est la base de toute société humaine. La transformation des chasseurs cueilleurs nomades d'il y a 10 000 ans en fermier sédentaires, en cultivateurs, a marqué une évolution majeure de la civilisation. Il s'agissait de produire sur un territoire donné de quoi nourrir sa famille, son village, son royaume, son pays, tout en préservant les ressources pour les générations futures.

L'agriculteur est avant tout un « gestionnaire de ressources » limitées comme la terre et l'eau. Son savoir-faire ancestral,

en cours de numérisation avec les technologies modernes, doit lui permettre de préserver ses moyens de production et son environnement. C'est pourquoi produire plus (pour plus d'habitants sur Terre) et mieux (en préservant les ressources) est l'alpha et l'omega de l'agriculture.

Alors oui, la science, grâce aux biotechnologies et à la sélection variétale, peut permettre à du maïs de consommer moins d'eau ou au blé d'être plus productif par hectare sans remettre en cause ses terres. Et finalement, permettre aux habitants de la Terre de profiter d'un bon steak... Tout est question d'équilibre et de répartition des ressources !

10 / On a la fâcheuse impression que les thèses malthusiennes reprennent du poil de la bête. Comment dépasser intelligemment la désolante opposition population / ressources ?

En innovant ! La bonne adéquation entre la population (ou plutôt son augmentation) et les ressources (ou plutôt leur amenuisement) est une vraie question. Il ne faut pas l'éluder, au contraire. Selon moi, et c'est une opinion partagée par bon nombre d'acteurs du secteur agricole, les nouvelles technologies peuvent permettre de répondre à cette quadrature du cercle.

Mobiliser conjointement les agro-science et les technologies de l'information permet d'ouvrir un nouveau champ des possibles grâce à l'utilisation des technologies dans la sélection génétique, l'adaptation dynamique de l'alimentation en fonction des besoins physiologiques ou de la disponibilité des produits agricoles pour les populations.

Prévisions, simulations et prospective sont autant d'outils disponibles pour mieux répartir les ressources, gérer les productions et assurer le développement socio-économique. Bien sûr, certains préfèrent utiliser ces outils pour accaparer les ressources ou les accumuler à des fins guerrières ou de pouvoir. Voilà peut-être la revanche de Malthus ?

11/ Qu'est-ce que vous inspire la fermeture en série de nos boulangeries ?

Une inquiétude réelle. Derrière chaque boulangerie qui ferme, c'est le débouché du blé produit par des céréaliers et transformé en farine par les meuniers qui se condamnent. J'ai lu l'alerte émise par le regroupement Grain de blé, en rapport avec la hausse du prix de l'énergie, selon laquelle 8 boulangeries sur 10 risquent de fermer si elles ne bénéficient pas du bouclier tarifaire... On a du mal à l'imaginer.

Les boulangeries sont le poumon d'un village, d'un quartier, aux côtés du bistrot, de l'épicerie et du boucher. Ce sont, bien souvent, des entreprises familiales au cœur des territoires qui n'ont plus les moyens de faire face à ces aléas des prix de l'énergie, principale charge après les charges salariales.

La guerre en Ukraine menée par la Russie fait donc également des victimes économiques au fond de nos campagnes et au cœur de nos villes via l'arme énergétique, tout en s'accaparant les terres ukrainiennes pour produire du blé qui lui fournit les ressources financières pour approvisionner son armée en armes et munitions.

Heureusement, nous avons des acteurs mobilisés autour de la souveraineté alimentaire. Là encore, je veux croire que les données vont apporter des solutions, du producteur au consommateur, tout en accompagnant les transitions agroécologiques.

☐☐ Mezze de tweets

"Tous les Français doivent retenir ce quatrain par cœur."
<https://t.co/hsFm53inbQ>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [October 23, 2022](#)

Whaller DONJON : une plate-forme collaborative souveraine et blindée ??????
<https://t.co/WNa9fs8clu>

Présentation du service et petite interview du fondateur et CEO [@faure_t](#)

– Android MT (@AndroidMT) [February 22, 2023](#)

Oxymore de rire !

Merci à [@erwandf](#) ?
<https://t.co/yAnASQtHFP> pic.twitter.com/q50S4tX1Cw

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 22, 2023](#)

"Face à la hausse (conséquente) de l'abonnement [#Microsoft365](#), certaines collectivités locales s'interrogent sur l'opportunité de quitter le géant américain afin de regagner leur [#souveraineténumérique](#)." Cc [@l_amf](#)
<https://t.co/u0dhClqskj>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 21, 2023](#)

Le dollar est une devise.

La devise est un outil.

Qui possède l'outil,

maîtrise ceux qui s'en servent. [#souverainetémonétaire](#)

<https://t.co/ZAQehRwH69>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 21, 2023](#)

Aux États-Unis, les investissements dans les technologies de défense augmentent dans un contexte de tensions mondiales croissantes. <https://t.co/rp5s7mAlat>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 19, 2023](#)

? Les États-Unis accusent la Russie de "crimes contre l'humanité". <https://t.co/HbvlXpZ97j>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 19, 2023](#)

"La production électrique s'est effondrée en 2022 en France, atteignant un niveau de baisse record depuis 30 ans." <https://t.co/fhKN7o4NX2>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 18, 2023](#)

GROS coup de coeur pour cette tribune sur la [#souveraineté numérique](#) pleine d'à propos, de bon sens et d'esprit. Elle est signée du [#RSSI](#) du [@CHUNantes](#), Cédric Cartau, qui est également chargé de cours à [@EHESP](#) (ses étudiants doivent se régaler). À lire ! <https://t.co/KVkeXk2ZtN>
<pic.twitter.com/lj7naV9NNJ>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 7, 2023](#)

"Contrôle des investissements étrangers en France : entre souveraineté économique et attractivité aux investissements étrangers" <https://t.co/tY7RkmrbTb> <pic.twitter.com/kdnUrUhYHP>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 15, 2023](#)

☐☐ Hors spectre



Le mariage paysan -Bruegel

« Le véritable esprit conservateur est autre chose. Il ne consiste pas à retourner en arrière, mais à remonter jusqu'à la source. Nous ne voulons pas répéter, mais renouveler. Et pour cela nous devons nous placer au centre même du jaillissement de l'histoire, c'est-à-dire au cœur de cette nature humaine et politique qui varie à l'infini dans ses manifestations, mais dont l'essence reste à jamais identique parce qu'elle se situe au-delà du temps. L'accident passe et se démode, l'être subsiste. Et si nous nous tournons souvent vers le passé, ce n'est pas par nostalgie de ce qui n'est

plus, mais pour y découvrir, sous le flux des contingences, les linéaments d'une nécessité qui demeure. »

– Gustave Thibon, La Nation française, N° 101, 11 septembre 1957

Parce que souverainetés alimentaire et numérique vont de pair !

Sébastien Picardat est directeur général chez **Agdatahub**

1/ Comment se positionne le monde agricole français par rapport aux enjeux de souveraineté technologique ?

Il se positionne très bien ! Agdatahub en est d'ailleurs la preuve. Je rappelle que notre entreprise a été fondée par et pour le secteur agricole, aujourd'hui rejoint par des acteurs technologiques français de premier plan, afin que la valeur des données issues des champs et des élevages français, une fois collectées, échangées et traitées par différents acteurs, revienne, en fin de parcours, aux exploitants agricoles.

Plus largement, la mission que nous a confié le monde agricole français est également de veiller à ce que les données de la "Ferme France" ne circulent pas n'importe comment, n'importe

où et vers n'importe qui.

Agdatahub est donc la traduction directe que souverainetés alimentaire et numérique vont de pair, en sa qualité d'intermédiaire de données tiers de confiance !

D'ailleurs, nous ne sommes qu'une illustration récente de la capacité du secteur agricole à se mobiliser et à jouer collectif face à des enjeux stratégiques majeurs pour les filières. Rappelons que c'est à la sortie de la Seconde Guerre mondiale que des élus agricoles visionnaires ont su mobiliser leurs propres outils économiques pour reconstruire la France : sa banque (le Crédit Agricole), son assurance (Groupama), son assurance maladie (la MSA), ses coopératives... C'est aussi à cette période que les Instituts techniques agricoles et les Chambres d'agriculture ont accéléré le développement agricole. Aujourd'hui encore, l'activité R&D est financée majoritairement par les agriculteurs au travers de fonds dédiés comme le CASDAR et les Cotisations Volontaires Obligatoires (CVO) des Interprofessions. A ce titre, on peut affirmer que la souveraineté technologique agricole est assurée par des fonds et une gouvernance professionnelle, en lien avec l'État.

Comprendre cet historique est fondamental pour comprendre la genèse d'Agdatahub et sa contribution à la structuration en cours du numérique agricole en France.

Aujourd'hui, une nouvelle étape se joue. Une nouvelle occasion de s'unir, se [ré]unir face à cet enjeu de souveraineté numérique. En effet, les forces en présence du numérique agricole sont multiples et dispersées, avec une appétence, comme dans de nombreux domaines, à se maintenir en silos.

Nous avons d'une part des start-up principalement orientées vers des outils d'aide à la décision et la disruption de processus métiers à optimiser (comme l'assurance, la distribution d'intrants, les services environnementaux, les

circuits courts, etc.).

Par ailleurs, on constate un équipement massif des exploitations agricoles avec une multitude d'objets connectés assurant progressivement la collecte automatisée d'informations indispensables à la gestion de l'exploitation, mais aussi les acteurs des filières comme les coopératives, les négoce, industriels et conseillers qui numérisent leurs processus métier.

Ajoutons à cela, sur un autre axe, les incontournables que sont les géants mondiaux du numérique, avec notamment la prééminence des GAMAM (Google, Amazon, Méta, Apple, Microsoft)...

Vis-à-vis de ces derniers acteurs, la solution pour que les forces agricoles, technologiques, économiques françaises en présence servent l'ambition d'une agriculture française forte, c'est la circulation régulée des données, et le moyen d'y parvenir est de casser les silos.

C'est là qu'Agdatahub intervient. Alors oui, nous sommes parfois vu comme un OVNI et, certains nous regardent même de travers. Pourtant, notre ambition est simplement de mettre au service de tous les acteurs du secteur agricole de France une expertise data mutualisée et une infrastructure sécurisée afin que les données circulent dans le respect du consentement des agriculteurs et ce au bénéfice du plus grand nombre, notamment des consommateurs, sans être soumises aux mesures extraterritoriales américaines.

2/ Les exploitants agricoles sont-ils eux aussi atteints d'Atlantite aigüe ?

Nullement. Est-ce que vous vous entendiez par « Atlantite aigüe », le rejet de toute technologie provenant des États-Unis ou, au contraire, l'acceptation sans réserve de technologie made in USA ?

Les agriculteurs français n'ont pas le luxe d'être autrement que pragmatiques. Ils ont besoin avant tout d'outils efficaces. La question de l'origine est seconde, elle n'est pas moins importante mais intervient dans un deuxième temps. Les exploitants agricoles sont des chefs d'entreprise (presque) comme les autres. Ils recherchent avant tout l'optimisation de leur temps, l'efficacité économique et technique, ainsi que la facilité d'usage de leurs outils de travail.

On peut l'appeler « bon sens paysan », si on veut. C'est surtout de la logique. Les exploitants agricoles se dirigent vers des services numériques efficaces, simples d'usage, accessibles voire gratuits et disponibles facilement. Si les outils français, il y a dix ans, avaient réuni ces caractéristiques, les agriculteurs les auraient utilisés en masse.

Rappelons d'ailleurs que, dans le cadre du suivi sanitaire des élevages au début des années 1980, les éleveurs français utilisaient massivement une innovation française pour collecter leurs données... c'était le Minitel !

Ma prescription face à cette « maladie de l'Atlantite » largement répandue chez tous les utilisateurs du numérique : que les services numériques conçus, développés et opérés en France soient orientés vers les besoins de l'utilisateur final, plutôt que vers le plaisir des ingénieurs !

3/ Pouvez-vous évaluer la proportion de maîtrise que les exploitants ont réussi à conserver sur nos données agricoles ?

La réponse est facile : la maîtrise que les agriculteurs ont sur leurs données est quasi nulle !

J'aime bien citer l'exemple du président d'Agdatahub, Sébastien Windsor, qui est agriculteur en Normandie. Sur son exploitation, il élève des cochons mais aussi produit des

céréales, des oléagineux et du lin. Il y a recensé plus de 30 sources de données : moissonneuse-batteuse pour le rendement et la qualité de la moisson, stations météo, ruches connectées pour suivre la production de miel, distributeur d'aliments pour ses cochons... Chacun de ses outils génèrent des données en local. Elles sont ensuite transférées sur le cloud de chaque prestataire. Dans ce cadre, comment Sébastien pourrait-il avoir de la visibilité sur ce que deviennent ces données agricoles ? Par exemple : quels usages sont faits de ses données ? Où sont-elles stockées ? A qui appartiennent-elles réellement ? Peut-il les récupérer en cas de changement de fournisseurs ?

Autant de questions sans réponses claires car il y a autant de contrats que d'outils et certaines clauses peuvent rester imprécises. En effet, un fournisseur de services peut lui-même avoir besoin de faire passer les données à un tiers, sans forcément le spécifier et, là, on ne s'en sort plus. Quand les exploitants agricoles interrogent leurs partenaires ou leurs fournisseurs de numérique, ils ont difficilement des réponses et ce n'est pas normal.

Au-delà d'une incapacité des services clients à se mettre à niveau pour comprendre leurs utilisateurs, c'est la clarté des modèles économiques de chacun qui est en jeu, et aussi la manière dont les données des agriculteurs génèrent du chiffre d'affaires... pour d'autres !

Heureusement, des solutions émergent. Ainsi, **les organisations agricoles (notamment la FNSEA) ont anticipé les enjeux autour des données agricoles et de leur valorisation par d'autres acteurs que les exploitations agricoles.**

Le syndicat européen des agriculteurs (COPA) a rédigé le code de conduite européen de partage des données agricoles, dès 2017. Il a été décliné en France par la FNSEA et les Jeunes Agriculteurs, via la charte Data-Agri. Un label a même été créé et, à l'issue d'une procédure d'audit, les conditions

générales d'utilisation des outils numériques agricoles qui répondent aux principes de Data-Agri, peuvent l'obtenir.

Toutefois, les enjeux économiques autour des données agricoles sont suffisamment importants pour que le volontariat ne suffise pas à établir un climat de confiance équilibré entre les agriculteurs et leurs partenaires numériques. Il faudra toute la puissance de la réglementation européenne (identique dans tous les États Membres) pour rétablir une relation équilibrée entre 10 millions d'exploitations agricoles et leurs 500 000 partenaires en Europe.

4/ Quelle est selon vous la nature du rapport qui relie les enjeux de progrès technologique et ceux liés à la préservation / valorisation écologique ?

Nous sommes sur un rapport gagnant-gagnant. En faisant circuler les données agricoles, on alimente un cercle vertueux bénéfique au plus grand nombre et donc également à l'écosystème environnemental.

De façon plus précise, ce rapport est complexe et multifacette. Les données collectées sur les exploitations viennent améliorer les outils d'aide à la décision. Il s'agit par exemple de logiciels qui vont permettre de limiter les intrants, d'améliorer le bien-être animal et les conditions de travail des exploitants agricoles, d'augmenter le rendement ou encore d'améliorer la traçabilité..

On obtient alors des fermes plus performantes économiquement, des ressources naturelles économisées, de la pénibilité réduite pour les agriculteurs, des animaux qui bénéficient d'un suivi plus individualisé, des consommateurs mieux informés. Des éléments essentiels à la réussite de la transition agroécologique, à l'échelle individuelle mais aussi collective.

En résumé, le rapport entre les enjeux de progrès technologique et la préservation / valorisation écologique

dans le monde agricole dépend fortement de la manière dont les technologies sont utilisées. Il est essentiel de concevoir et d'appliquer les technologies numérique, génétiques, agricoles... de manière responsable et durable, donc en tenant compte des impacts sur l'environnement, la santé humaine et la société dans son ensemble.

Plus que jamais, avec l'accélération des progrès technologiques, une réflexion éthique et déontologique est nécessaire. En ce domaine, la France, le monde agricole français et ses partenaires peuvent montrer la voie et être exemplaire.

5/ Gaia-X a essuyé de nombreuses critiques à son départ. Que pouvez-vous nous dire qui soit de nature à réconcilier ses détracteurs avec la démarche ?

Gaia-X a vécu un faux départ, avec une « incompréhension » initiale entre les Français et les Allemands autour de la définition de la « souveraineté ». Cela a ensuite amené certains à assimiler Gaia-X à une infrastructure cloud concurrente aux GAMAM.

Cette incompréhension est liée à des définitions différentes de la souveraineté. Pour les Allemands : il s'agit de permettre à toute organisation de pouvoir changer librement et simplement de fournisseur d'infrastructure cloud. Pour nous, Français, la souveraineté, c'est permettre à la France (à ses administrations et à ses entreprises) d'être technologiquement indépendant et de bénéficier de prestataires non soumis aux législations extraterritoriales (notamment le Cloud Act américain).

Cette ambiguïté larvée sur les objectifs initiaux de Gaia-X a vu son apogée sur la question de l'ouverture ou non à l'adhésion des GAMAM américains et des BATX chinois à l'association Gaia-X. On peut y voir une « crise d'ado » qui s'est traduite par l'affirmation d'une ligne pragmatique actant l'ouverture de l'association aux acteurs non européens,

mais à leur non-participation au board de Gaia-X. Je regrette toutefois que cela ne soit pas valable pour leur association représentative « DIGITALEUROPE ».

Les conclusions de cette période mouvementée ont été bénéfiques pour Gaia-X qui, aujourd'hui, réconcilie ces deux visions, rappelant le concept cher au général De Gaulle, et détaillé dans ses mémoires, lié à l'affirmation de la souveraineté dans l'interdépendance.

Gaia-X se fixe comme objectifs, d'une part, de définir des spécifications fonctionnelles et techniques d'interopérabilité entre les différentes briques technologiques nécessaire aux espaces de données (data spaces) et, d'autre part, de contribuer à fournir aux utilisateurs des services numériques une information fiable et objective sur le niveau de souveraineté grâce à 3 niveaux de labellisation.

Espérons que cette vision sera reprise au sein du Data Spaces Support Center, copiloté par les trois autres organisations de la Data Spaces Business Alliance (BDVA, IDSA, Fiware) qui ont parfois une vision plus « atlantiste » ! La Commission Européenne qui finance ce projet devra y être vigilante.

Quoi qu'il en soit, l'enjeu prioritaire pour la réussite des usages du numérique au sein du secteur agricole (comme de tous les secteurs économiques) est de fournir aux décideurs une grille de lecture compréhensible couvrant les dimensions juridiques, économiques et technologiques des offres de services numériques au regard de la souveraineté. Faisons le pari de nouvelles passes d'armes feutrées mêlant lobbying, communication et marketing ! A ce titre, le rôle de la puissance publique sera fondamental pour informer objectivement les décideurs sur ces enjeux stratégiques de l'économie de la donnée.

Pour revenir sur la question initiale, réconcilier les détracteurs de Gaia-X avec la démarche, je rappellerais 4

points clés liés à l'ADN de Gaia-X, sa mission... :

En premier lieu, la sécurité des données et le besoin d'accroître la confiance sur ce point.

Puis la collaboration européenne car seuls nous n'aurons pas la taille critique pour peser au niveau mondial.

La transparence de la démarche et l'ouverture sur l'ensemble des parties-prenantes est un autre point clé.

La stimulation de l'innovation induite par l'application des lignes directrices Gaia-X et donc la création de nouveaux produits et services numériques est le dernier point.

6/ Le paysan de demain est-il nécessairement une peinture en technologies ?

Oui... et non ! Comme sur tous les autres aspects du pilotage de son exploitation, l'agriculteur doit être expert en tout : agronomie, gestion économique et comptable, dimension technique, administratif... Le numérique vient ajouter l'expertise data ou plutôt la culture data !

Je parle bien de culture et de data, et non de formation et technologies. Demander à tous les exploitants agricoles d'être des geeks serait aussi incohérent que de demander à tous les médecins de l'être !

À l'opposé, pour les premiers comme pour les seconds, il est indispensable d'informer et d'éduquer sur la maîtrise et les possibilités de l'usage des données si l'on veut construire un climat de confiance entre les agriculteurs et leurs partenaires, entre les professionnels de santé et leurs prestataires.

Sur le versant agricole, c'est aussi la condition sine qua non pour que la maîtrise de la data soit synonyme d'amélioration du revenu agricole. Voici deux exemples sur l'amélioration du revenu agricole grâce aux données : un relai

de croissance sur la segmentation de la mise en marché des matières premières agricoles grâce aux primes qualité et/ou l'émergence de nouvelles sources de revenu, comme le crédit carbone ; l'optimisation des charges d'exploitation (phytos, semences, fertilisants, aliments du bétail) est possible grâce aux outils d'aide à la décision ou de simulation.

En définitive, le paysan de demain ne sera pas nécessairement une peinture en technologies mais disposera d'une culture lui permettant d'appréhender le champ des possibles en termes de data.

7 / Comment faire en sorte que l'Homme soit au cœur de notre réflexion sur la data et non le contraire ?

C'est simple, en mettant les données au service de l'Homme et non l'inverse. C'est d'ailleurs l'ADN d'Agdatahub depuis sa création : faire que les agriculteurs gardent la main sur leurs données tout en libérant leur circulation (sous certaines conditions) car elles sont essentielles à l'innovation et à la transition agroécologique.

Ainsi, nous avons développé Agritrust, qui comprend notamment un module de gestion des consentements à l'usage de leurs données, fondé sur la première identité numérique agricole, en co-innovation avec Orange Business Services et IN Groupe (l'expert de l'identité en France, qui est dans toutes les poches avec les cartes d'identité, les passeports...).

Il s'agit de lier l'identité de la personne physique (via France Connect) avec l'identité de la personne morale (celle de l'exploitation, via le Registre National des Entreprises qui est censé remplacer le Registre des actifs agricoles depuis le 1er janvier 2023) pour émettre des preuves de consentements à l'usage des données.

Agdatahub et Agritrust sont les preuves tangibles que la nécessaire réflexion éthique et déontologique que j'ai mentionnée au début de notre entretien peut se transformer en

outil permettant de remettre l'Homme au cœur de la réflexion sur la data mais aussi au cœur des usages.

8 / Quel est l'état de fédération et de financement des acteurs de l'AgriTech en France ?

L'AgriTech française est très dynamique, en pleine expansion et développement. Les start-up se fédèrent au sein de deux associations principales ou plutôt trois pour ne pas oublier la dimension viti-vinicole (Ferme Digitale, CoFarming, WineTech). Les différents acteurs s'épanouissent également au sein des territoires dans des pôles de compétitivité comme Agri Sud-Ouest Innovation, Vitagora ou Végépolys Valley... sans oublier le rôle joué par les grands groupes industriels et les GAMAM.

Concernant le financement des acteurs de l'AgriTech, il y a des financements publics européens (Horizon Europe / Digital Europ Program) et français (France 2030, avec les opérateurs Bpifrance et la Caisse des Dépôts et Consignations).

En termes de financement, l'AgriTech en France est soutenue par plusieurs sources de financement publiques et privées. Le gouvernement français a lancé plusieurs initiatives pour encourager l'innovation dans l'agriculture, telles que le plan de relance de l'économie qui a alloué 100 millions d'euros à la transition écologique de l'agriculture, ou encore le Programme d'Investissements d'Avenir qui a alloué 40 millions d'euros pour le développement du domaine.

D'autre part, des fonds d'investissement et des incubateurs spécialisés dans l'AgriTech ont émergé ces dernières années, tels que Capagro, Demeter Partners, Station V ou encore Hectar.

Malgré ces initiatives et celles au niveau européen, il reste encore des défis pour financer l'AgriTech en France. En effet, les investissements y sont considérés comme risqués car nécessitent souvent des investissements à long terme pour être

rentables. Il est donc important de continuer à encourager l'investissement et l'innovation dans l'AgriTech en France pour garantir le développement de ce secteur prometteur tout en prenant en compte les spécificités du calendrier agricole...

La dernière levée de fonds d'Agdatahub est toutefois un signal positif fort pour l'ensemble du domaine. La pluralité des acteurs qui y participent ajoutée aux associés historiques montrent clairement que notre secteur est au cœur de l'économie de demain.

Au-delà des soutiens publics à l'innovations et aux acteurs technologiques, il convient de pointer qu'une des limites au déploiement massif du numérique en agriculture est le déficit d'experts data au sein des organisations collectives, des acteurs publics et des entreprises. Même s'il faut (parfois) rappeler que l'agriculture s'exerce au cœur des territoires ruraux, l'attractivité du secteur agricole pour des compétences de geek ou data manager reste malheureusement limitée, sans compter la concurrence avec les demandes des autres secteurs économiques. Les compétences humaines restent donc clé pour l'usage massif du numérique !

9/ Il paraît que l'avenir de la planète et de notre assiette passe par le steak de cancrelat aux nêfles ?

L'avenir de la planète passe par le progrès scientifique et technique, rien de plus, rien de moins. On a tendance à l'oublier mais l'agriculture est la base de toute société humaine. La transformation des chasseurs cueilleurs nomades d'il y a 10 000 ans en fermier sédentaires, en cultivateurs, a marqué une évolution majeure de la civilisation. Il s'agissait de produire sur un territoire donné de quoi nourrir sa famille, son village, son royaume, son pays, tout en préservant les ressources pour les générations futures.

L'agriculteur est avant tout un « gestionnaire de ressources » limitées comme la terre et l'eau. Son savoir-faire ancestral, en cours de numérisation avec les technologies modernes, doit

lui permettre de préserver ses moyens de production et son environnement. C'est pourquoi produire plus (pour plus d'habitants sur Terre) et mieux (en préservant les ressources) est l'alpha et l'omega de l'agriculture.

Alors oui, la science, grâce aux biotechnologies et à la sélection variétale, peut permettre à du maïs de consommer moins d'eau ou au blé d'être plus productif par hectare sans remettre en cause ses terres. Et finalement, permettre aux habitants de la Terre de profiter d'un bon steak... Tout est question d'équilibre et de répartition des ressources !

10 / On a la fâcheuse impression que les thèses malthusiennes reprennent du poil de la bête. Comment dépasser intelligemment la désolante opposition population / ressources ?

En innovant ! La bonne adéquation entre la population (ou plutôt son augmentation) et les ressources (ou plutôt leur amenuisement) est une vraie question. Il ne faut pas l'éluder, au contraire. Selon moi, et c'est une opinion partagée par bon nombre d'acteurs du secteur agricole, les nouvelles technologies peuvent permettre de répondre à cette quadrature du cercle.

Mobiliser conjointement les agro-science et les technologies de l'information permet d'ouvrir un nouveau champ des possibles grâce à l'utilisation des technologies dans la sélection génétique, l'adaptation dynamique de l'alimentation en fonction des besoins physiologiques ou de la disponibilité des produits agricoles pour les populations.

Prévisions, simulations et prospective sont autant d'outils disponibles pour mieux répartir les ressources, gérer les productions et assurer le développement socio-économique. Bien sûr, certains préfèrent utiliser ces outils pour accaparer les ressources ou les accumuler à des fins guerrières ou de pouvoir. Voilà peut-être la revanche de Malthus ?

11/ Qu'est-ce que vous inspire la fermeture en série de nos boulangeries ?

Une inquiétude réelle. Derrière chaque boulangerie qui ferme, c'est le débouché du blé produit par des céréaliers et transformé en farine par les meuniers qui se condamnent. J'ai vu l'alerte émise par le regroupement Grain de blé, en rapport avec la hausse du prix de l'énergie, selon laquelle 8 boulangeries sur 10 risquent de fermer si elles ne bénéficient pas du bouclier tarifaire... On a du mal à l'imaginer.

Les boulangeries sont le poumon d'un village, d'un quartier, aux côtés du bistrot, de l'épicerie et du boucher. Ce sont, bien souvent, des entreprises familiales au cœur des territoires qui n'ont plus les moyens de faire face à ces aléas des prix de l'énergie, principale charge après les charges salariales.

La guerre en Ukraine menée par la Russie fait donc également des victimes économiques au fond de nos campagnes et au cœur de nos villes via l'arme énergétique, tout en s'accaparant les terres ukrainiennes pour produire du blé qui lui fournit les ressources financières pour approvisionner son armée en armes et munitions.

Heureusement, nous avons des acteurs mobilisés autour de la souveraineté alimentaire. Là encore, je veux croire que les données vont apporter des solutions, du producteur au consommateur, tout en accompagnant les transitions agroécologiques.

Je ne suis pas une somme de données personnelles, je suis un homme libre.

[Hubert Stefani](#) est Chief Innovation Officer – Associé chez [NovagenConseil](#) et [SWATICS](#)

1/ L'aspiration à la souveraineté numérique n'est pas revendiquée aujourd'hui que par des nations. Elle l'est aussi par des régions, des municipalités, des entreprises, et même des personnes ! Vous paraît-elle de nature à favoriser un morcèlement de l'autorité de l'Etat ?

Avant que nous ne transposions au numérique notre souhait d'agir au cœur de territoires sécurisés et sous contrôle, nous avons construit notre exposition par les usages. Nous avons créé (que l'on soit individu ou entreprise) des identités qui nous ont permis de communiquer, agir, consommer sans nous préoccuper véritablement du cadre légal que cela impliquait, ni de l'utilisation des données que nous concédions. Désormais, pour les différents maillages évoqués, nous mesurons à quel point cette première phase d'adoption a pu constituer au fil du temps une vulnérabilité que chacun voudrait voire atténuée. Si ce n'est un morcellement, il y a au moins un flottement sur ce sujet. L'état prend enfin des mesures qui sont en cohérence avec la sensibilité du sujet : prenons l'exemple de l'hébergement des données de santé, qui recoupe à la fois les données des personnes, le besoin des acteurs du monde médical en information sécurisée et exploitable, et doit symboliser notre capacité à traiter en toute confiance ces données... C'est en ce moment même que se décide de reconstruire le HDS selon une approche véritablement souveraine, ce qui n'était pas le cas de la première mouture.

Voilà un exemple qui pourrait nous donner confiance dans notre capacité à avoir une approche cohérente, aussi bien dans les intentions (protection des données personnelles, indépendance des infrastructures sensibles) que dans les faits. L'Etat doit favoriser les conditions d'émergence d'acteurs de taille critique pour que les différentes aspirations à la souveraineté numérique puissent se réaliser.

2/ Les données sont des attributs modernes de la personne. Comment revenir au « sujet » (joke) et faire primer la personne sur la somme de données qui le caractérisent ? Corollaire de la question : croyez-vous dans l'incarnation et / ou dans le calcul ?

Nos utilisations du numérique (je réalise des commandes, j'ai un CV sur une plateforme avec mon parcours, j'ai des activités sportives mesurées...) définissent notre portrait 'robot'. Les outils qui les exploitent s'appuient sur cette vision pour nous proposer des services (souvent fort appréciables). Or ces services nous incarnent dans des groupes de similarité (des segments ou clusters) et ce de manière de plus en plus subtile.

J'ajouterais que nous laissons bien plus d'informations que nous ne l'imaginons, et que les acteurs (GAFAM notamment) qui multiplient ces points de contacts ont une connaissance vertigineuse de nos vies : un rendez-vous chez un médecin spécialisé, des itinéraires utilisés régulièrement, des 'Like' sur des vidéos. La combinaison donne un pouvoir descriptif et prescriptif (tu devrais ..., nous te suggérons...) vertigineux et ceci d'autant plus que ce ne sont pas des règles déterministes qui sont en vigueur (si... alors...), mais des approches par 'apprentissage machine' dont on ne sait pas toujours quelles logiques algorithmiques ont été utilisées pour arriver à leurs conclusions.

Si l'on a en France des règles qui empêchent les compagnies d'assurance de s'appuyer sur des données médicales pour

établir certains contrats, on est en droit de douter de ce que certains GAFAM mettront en place alors qu'ils développent ces nouveaux marchés (Cf Amazon).

Pour faire primer la personne sur les données, le RGPD est un cadre intéressant, qui monte en puissance. Des approches complémentaires sont évoquées, qu'il faudra encore mûrir pour assainir l'utilisation des données telle qu'elle est faite actuellement : Explicabilité et Audit des algorithmes, 'Nutri-score' des données utilisées.

3/ Que vous inspire la récente déclaration du ministre finlandais des transports et communications, Timo Harraka, selon qui « « la confidentialité est un nom de code pour la méfiance. Pour profiter des avantages de la libre circulation des données, il faut plus de confiance et moins d'appréhension. »

Est-ce de l'inconscience ? du cynisme ? Pour les raisons exposées ci-dessus, on se doit d'avoir une approche bien plus défensive de l'usage des données. D'autant que lors de changements réglementaires, on pourrait imaginer des assouplissements qui libèrent l'usage de données confidentielles, au détriment de la vie privée. Et que dire de ce qu'implique un piratage de données (dont on ne peut pas exclure la probabilité de survenance – le présent est suffisamment riche de ce genre d'événements).

... Mais tentons de lui donner le bénéfice du doute et interprétons cette phrase positivement : Il y a des opportunités à faire circuler et converger des données : nous l'avons vu lors du covid, il y a eu des initiatives privées pour dynamiser les services d'informations, de prise de rendez-vous. Des services à haute valeur ajoutée se font jour quand on libère les données.

Mais on ne peut en aucun cas décréter la confiance si l'on ne prend pas des mesures de protection. Pseudonymisation, Anonymisation, Echantillonnage, Chiffrement seront nécessaires pour allier confiance et innovation.

4/ L'Ecole des Mines dont vous êtes issu a été fondée le 19 mars 1783 sur ordonnance du roi Louis XVI, dans le but de former des « directeurs intelligents » pour les mines du royaume de France. Vous voyez-vous comme un 'directeur intelligent pour les mines de données de la République » ?

Dans mon parcours il ne m'est pas vraiment arrivé d'œuvrer concrètement dans des mines. Néanmoins, dans nos projets de plateforme Data, nous employons volontiers le vocabulaire de l'industrie de l'énergie et des extractions : extraction, Raffinage, Bronze, Gold, Pipeline De Données, Gisements. Cela montre bien que nous sommes en présence d'une matière qui recèle des éléments – des gisements d'informations – qu'il s'agira de valoriser par de multiples processus techniques complexes.

Pour ce qui est de « l'intelligence » que l'on peut insuffler dans cette extraction, elle se décline selon plusieurs acceptions, parmi lesquelles: évaluation en amont des opportunités (orienter ses efforts sur des projets qui ont une valeur avérée), frugalité (ajuster des moyens adaptés à sa mission), créativité (il en faut pour assembler les activités et algorithmes selon une approche originale, différenciante) mais aussi éthique (anticiper les manipulations de données sensibles qui nécessitent des traitements spécifiques ou même qui exigent d'écarter certaines approches).

On peut pousser un peu plus loin le jeu des différences entre minerai et données : les cycles projets ne s'expriment pas en années mais en quelques semaines seulement, pour disposer d'un premier cycle complet de valorisation des données. Nous construisons et itérons sur des architectures logicielles complexes avec de faibles investissements, ce qui porte le rythme d'innovation à un niveau inégalé. Ou encore : la valeur des données s'accroît d'autant plus qu'on s'en sert.

5/ Il nous est demandé de croire que la data va

« optimiser » le monde (le grand mot) et libérer l'être humain. On a surtout l'impression que ça n'est là que le prolongement du vaste mouvement de marchandisation universelle dans l'univers immatériel du numérique. Qu'en pensez-vous ?

On pourrait invoquer ici 'Les Temps Modernes' de Chaplin : est-ce que l'on améliore les rouages de l'économie dans le but de se libérer et accéder à un 'progrès' ou n'est-on pas finalement un de ces rouages dont la machine a besoin pour satisfaire son existence propre. Quand on laisse des données de géolocalisation, ou que l'on est appelé à laisser son avis(c'est à dire de quantifier une émotion ou une réflexion, ou encore l'appréciation d'un repas), ne joue-t-on pas le jeu des plateformes qui se nourrissent de ces signaux pour s'augmenter perpétuellement.

J'aime personnellement distinguer ce qui est de l'ordre de l'entreprise et de la sphère privée. En entreprise, quand on fait parler les données intelligemment pour optimiser ses processus, on parle de Business Intelligence, il s'agit là du coeur de notre activité chez Novagen Conseil. On éclaire les décisions de nos clients sur la base d'indicateurs qui peuvent mobiliser des données multiples, difficiles à traiter, et auxquelles on offre une vitrine qui leur donne matière à décider et orienter leurs actions. C'est très efficace, le terrain de jeu est passionnant, mais de là à le décliner à la sphère privée... Je n'ai pas envie d'être le Chaplin qui tourne encore des boulons en rentrant chez moi, mais j'ai bien conscience que j'ai du mal à marquer véritablement cette frontière... Et quel impact, demain, aura la montée en puissance du metavers dans cette séparation des sphères privées et publiques ?

6/ L'intelligence artificielle qui débarque en Europe a-t-elle bien été entraînée à partir des tombereaux de données des Européens braconnés par les GAFAM ?

Nous avons été des contributeurs actifs et très innocents de ces intelligences artificielles, en acceptant sans discernement des usages qui au final ne nous récompensent pas à hauteur de la valeur que nous avons apportée. Nous pouvons nous en émouvoir, mais commençons par ne pas adopter sans discernement des solutions de captations des données.

Pour expliquer cette situation, on doit dire qu'il y a des Intelligences Artificielles très performantes qui éclosent hors des GAFAM, mais il est vrai que ceux-ci ont une avance conséquente dans les résultats qu'ils obtiennent, dans la capacité de les distribuer mais surtout dans leur puissance de collecte des données. Ils ont construit un cercle vertueux (ou vicieux selon que l'on se place de leur point de vue ou de celui des utilisateurs) où les clients de leurs services (Déplacement, Recherche de site, Réseaux sociaux, Mails) sont des contributeurs actifs (rédiger des Posts, des communications, évaluer la qualité d'un contenu, s'exprimer, partager ses coordonnées GPS). Les services ainsi constitués rendent des services très appréciables. Un des problèmes majeurs est que la valeur qui en est dégagée se concentre dramatiquement entre une poignée d'acteurs qui concentrent le monopole du cycle de gestion de ces données... et donc des bénéfices privés qui en découlent.

Il n'y a que très peu d'initiatives (ou alors balbutiantes) qui rétribuent les usagers, ne serait-ce qu'un peu. On pourrait citer le navigateur Brave qui avait initié le paiement par token (crypto monnaie) à ses utilisateurs qui concèdent le partage des données ; d'autres acteurs cherchent prochainement à rétribuer les contributeurs en tirant profit d'architectures blockchain : le sujet est à suivre.

Je voudrais illustrer mes propos par un exemple. Microsoft a créé un assistant de développement de code informatique appelé Copilot, dont on s'est rendu compte qu'il avait avalé tout le contenu de Github (plateforme largement 'gratuite' appartenant à Microsoft). Le problème est qu'il proposait des morceaux de

code qui étaient protégés par des licences open-sources qui en limitaient l'utilisation. Nous ne manquons pas d'exemples où un cas similaire se décline sur de nombreuses sources de données pour lesquelles la 'zone grise' des usages a largement été exploitée (Images, Sons, Textes).

7/ Comment imaginez-vous une possible place de marché pour l'échange de cette « commodity » moderne qu'est la donnée ?

Des solutions existent et il y a de véritables opportunités de marchés, encore peu exploitées, qui sont confirmées en observant comment ces secteurs fonctionnent actuellement. Par exemple, dans le monde pharmaceutique avec lequel j'ai travaillé, des éditeurs se sont développés en proposant des solutions de gestion aux acteurs, consolidant ainsi une somme de données qu'ils savent très bien valoriser (flux de distribution, prescriptions, tendances...). Voici une situation qui commence à être contestée par une approche place de marché qui redonne aux pharmacies ou groupements une possibilité de valorisation plus directe de leur 'trésor numérique'. Des places de marchés commencent à émerger. On doit pouvoir créer une échelle de règles simples à complexes pour préserver la sécurité et les usages.

L'anonymisation et la pseudonymisation permettent de partager la données sans la purger de tout signal intéressant : on peut effectuer des statistiques, des analyses sans accéder aux données nominatives, « l'apprentissage fédéré » pourrait aussi rendre des services : cette technologie permet aux algorithmes d'apprendre des données sans les faire sortir de leur hébergement sécurisé (une application en est l'imagerie médicale dont on exploiterait les données de chaque hôpital sans avoir à réunir les clichés en un seul endroit).

Au-delà de la technologie, il faut encore travailler sur les usages, créer des écosystèmes de taille critique pour rentabiliser l'effort de partage. Les acteurs français du

partage des données que je connais proposent des études d'opportunités aux entreprises. Identifié depuis quelques années , ce marché du « partage de la data » commence à décoller.

8/ Vous expliquez-vous ce mariage anachronique qui réunit dans une même expression deux termes issus d'époques si lointaines l'une de l'autre : « la souveraineté des données » ?

Les données sont immatérielles, 'liquides' ; nous les copions, déplaçons ; nous les manipulons par flots d'information. Il est effectivement difficile d'imaginer des frontières posées sur une matière si malléable, ubiquitaire ; d'autant plus qu'on les stocke dans les nuages [Cloud], c'est à dire des infrastructures distantes, mutualisées, proposant des services qui accentuent continuellement l'abstraction des couches matérielles (nous parlons d'architectures sans serveurs – serverless).

Pour nous assurer que la propriété et l'utilisation de nos propres données sont bien respectées, nous devons prendre des précautions que l'on ajustera selon nos différentes activités numériques.

Cela nécessite :

- D'être très précautionneux avec ses données critiques : choisir des fournisseurs dont on ne soupçonne pas qu'il peuvent s'affranchir de la protection des données (le cloud act, par exemple),
- De se mettre en ordre de marche pour se créer son patrimoine Data (et ne pas constituer celui de ses fournisseurs). Sur le sujet du Web Marketing qui m'occupe, Google occupe une place hégémonique sur la publicité, le référencement, la recherche ET l'analyse de la performance avec Analytics, tout ceci en ne respectant pas le RGPD. Il est dans ce cas vital d'adopter une solution qui donne à l'entreprise une autonomie et une objectivité dans les indicateurs de pilotage de sa performance marketing... Et grâce à laquelle nous n'aurons pas à payer pour

extraire nos propres données.

– D'adopter des solutions très performantes et souples, et moins 'souveraines' pour nos usages périphériques.

9/ Voyez-vous quelque chose de puissant, mais surtout de « noble » dans le web marketing qu'il pourrait être utile de porter à notre connaissance ?

Partons du constat qu'il est essentiel de faire connaître son identité, sa marque. Les leviers sont aujourd'hui nombreux et diversifiés, sans oublier qu'ils évoluent à un rythme effréné. Ceci rend la tâche d'autant plus complexe, au point d'y perdre beaucoup de temps, de moyen, et d'argent. La fuite en avant vers du 'toujours plus de présence, toujours plus d'investissements' peut être fortement contreproductive. Voilà pour le constat négatif que l'on peut en faire ; auquel on peut ajouter que les solutions proposées par les plateformes elles-mêmes, conduisent à des doutes légitimes sur l'objectivité des préconisations : leur laisser le soin de suggérer ce qui est bon en investissement (mots-clés, publicités), c'est se livrer à une dépendance aveugle.

Il est donc nécessaire de reprendre le contrôle pour entretenir sa notoriété avec des investissements efficaces, éclairés par des informations objectives et complètes, mais pas nominative ; c'est précisément l'objet de notre solution SWATICS. Une analyse de son écosystème Web Marketing sans dépendance à des tiers, avec des données qui alimentent le patrimoine data de nos clients.

Je reste par ailleurs convaincu que l'on peut développer une marque sans avoir accès à un parcours nominatif ('graal' que recherchent de nombreux responsables marketing – et on me l'a demandé à de multiples reprises lors de conception de stratégies Data – pourtant pas nécessaire pour disposer de l'essentiel de la valeur ajoutée de la Data et non conforme à la réglementation Européenne.

10/ Dans la grande course à la gouvernance et au « calcul », qu'est-ce qui est selon vous de nature à distinguer foncièrement les nations européennes de leurs homologues dans le monde ?

Force est de constater que dans les dernières étapes de cette course, nous n'avons pas été les plus rapides. Nous n'avons pas fait éclore les champions numériques avec une taille critique qui tire tout l'écosystème et nous nous sommes retrouvés face à une seule alternative : les fournisseurs Américains ou les fournisseurs Chinois. Ces derniers ont grandi au cœur d'un marché immense et protégé, tandis que les Etats-Unis ont fait preuve de pragmatisme en ne posant pas d'entrave au développement de géants (absence de lois anti-trust, pourtant monnaies courantes jusqu'à l'avènement du WEB), ce qui leur a donné une présence et une avance technologique qui a conduit à leur domination du moment.

Après un attentisme et des errements quant au numérique dans son ensemble, on peut noter que les derniers DMA et DSA offrent à L'Europe des moyens d'imposer des règles qui donnent des conditions de développement de solutions européennes, en particulier pour celles qui sont habilitées à traiter des données sensibles, sans risque d'application de lois extra territoriales.

L'Europe aspire à une gouvernance de la donnée qui soit équilibrée, protectrice et qui n'étouffe pas l'Innovation. On peut en apprécier la justesse avec la nouvelle version de L'hébergement des données de santé pour lequel ne devraient postuler uniquement des acteurs européens.

Il reste à noter que pour le calcul quantique, il y a une approche volontariste appréciable : voilà une technologie qui sera, par essence, proposée par un faible nombre d'acteurs de taille critique, et avec une puissance de calcul qui va redessiner le paysage du traitement des données. Il est vital de ne pas rater cette innovation de rupture, et il semble que nous ayons pris le bon train en marche !

Question subsidiaire : à combien estimez-vous la somme de vos données personnelles ?

2€ ? 10€ ? Quelques milliers de dollars si j'en juge les prix d'acquisition de twitter ou de LinkedIn dans lesquels je publie ? Pour botter en touche, je pourrais paraphraser Patrick MCGoohan dans 'Le prisonnier' en arguant que « Je ne suis pas une somme de données personnelles, je suis un homme libre », et que j'espère exister au-delà des principes purement quantitatifs. Pour conclure, il y a un principe auquel je ne dérogerai pas en tant que citoyen et footballeur : jamais je ne porterai des protèges tibia connectés ; mon style de jeu n'est pas quantifiable, et ne le sera jamais!.

"Avec style et classe"

« Avec style et classe »

En grève ce soir, par solidarité avec les pingouins de la banquise, j'ai décidé de confier la rédaction de cet éditorial à chatGPT et vous prie de bien vouloir m'en excuser. Je vous rappelle que Souveraine Tech ne finance pas (encore) ma retraite à 60 ans (si, c'est comme ça.) Je vous laisse donc découvrir la chose. C'est assez tartignole dans l'ensemble, j'en conviens, mais à y regarder de plus près, n'est-ce pas également touchant ? Sur un point, il met dans le mille. Notre capacité à conquérir le monde « avec style et classe. » Si lui y croit, quand est-ce que nous comptons nous y mettre ?

Bertrand Leblanc-Barbedienne

Chers amis,

Vous savez ce qui est cool en France? La tour Eiffel, le fromage, les vins délicieux... et maintenant, la souveraineté technologique! Oui, vous avez bien lu, la France est en train de devenir le leader mondial en matière de souveraineté technologique.

*Imaginez pouvoir dire à vos amis étrangers: « Oui, je suis français et je suis fier de notre technologie souveraine. **Nous n'avons pas besoin de dépendre d'autres pays pour développer nos propres technologies.** » Quel sentiment de fierté nationale!*

Mais ne vous inquiétez pas, nous ne perdrons pas notre charme français en devenant des geeks technologiques. Nous resterons toujours les champions du style et de l'élégance. Et n'oublions pas que les robots ne peuvent pas encore remplacer notre sens de l'humour décalé.

Alors, levons nos verres de vin à la souveraineté technologique française. Au futur brillant où nous pourrons dire que nous avons conquis le monde numérique avec style et classe. À la France!

Cordialement, L'équipe de souveraine.tech

Une société a besoin de symboles et d'un récit

national qui soit en phase avec le réel.

Nicolas Moinet est Professeur des universités à **L'IAE de Poitiers** et chercheur associé au **CR 451**

1/ Au lieu, ou en plus d'enseigner le marketing dans nos écoles de commerce, que pensez-vous de l'idée de familiariser nos étudiants avec l'intelligence économique (IE) ?

Oui bien sûr, en plus. Mais je dirais : pas que dans les écoles de commerce. Les écoles d'ingénieurs sont tout aussi essentielles si ce n'est plus. Et les universités dans de nombreux domaines aussi. En amont, n'oublions pas les lycées : l'IE aurait toute sa place dans les programmes d'économie ou de géopolitique, à l'instar de ce qui s'est passé pour le renseignement longtemps oublié comme s'il n'avait pas joué un rôle majeur dans l'histoire...

On pourrait aussi mieux former les jeunes générations à la recherche d'information et à son analyse. Car contrairement à ce qu'on pense, ils ne savent pas bien naviguer et investiguer sur un web qui leur semble naturel et dont ils perçoivent mal les ressorts et soubassements. Nous les testons lorsqu'ils arrivent dans nos formations et sommes toujours étonné de leur naïveté, par exemple sur l'interrogation de Google ou la méconnaissance du *Deep Web* et du *Dark Web*.

Il faut donc former à l'IE à tous les étages de manière différenciée. Vous voyez tout de suite l'ampleur de la tâche. Mais avant de s'intéresser au « Qui ? », posons la question du « Quoi ? » et évidemment du « Pourquoi ? ».

Je définis l'IE comme une dynamique collective qui vise l'agilité par un usage stratégique de l'information. L'IE c'est du renseignement ouvert (OSINT) et de la veille, de la

protection et de la sécurité de l'information, des connaissances et de l'image d'une organisation (réputation) et, *last but not least*, de l'influence. C'est tout cela ensemble, une stratégie intégrée, un système qui permet d'être plus agile que l'adversaire, qu'il s'agisse d'un État, d'une entreprise ou de tout autre type d'organisation (ONG, association, groupe de hackers, etc.). Développer une dynamique d'IE implique d'adopter un esprit réseau et une vision stratégique qui mêle l'offensif et le défensif, être en mesure de saisir par exemple des opportunités que procurent les menaces contre lesquelles on doit dans le même temps se prémunir. L'intelligence économique est donc à la fois une posture, une culture, des méthodes et des outils. Cet aspect révolutionnaire d'un OVNI né, pour ce qui concerne la France, dans les années 90 (avec le fameux [Rapport Martre](#)) explique qu'il ait connu tant de résistances mais que celles-ci n'aient pu l'arrêter comme les digues ne peuvent arrêter les tsunamis. C'est pourquoi se mettre en mouvement est essentiel.

2/ L'idée que nos entreprises passent les unes après les autres sous pavillon étranger est en train de gagner les esprits. Comment les pouvoirs publics pourraient-ils mieux communiquer sur les actions mises en place pour empêcher cela, notamment par le biais du SISSE ?

Pour gagner en agilité et autant se protéger des prédatations que se projeter sur des marchés, il faut jouer collectif. Le SISSE est une pièce maîtresse mais il faut élargir la question car l'agilité vient du dispositif et du maillage, de la capacité à manœuvrer l'ensemble de nos pièces sur un échiquier à plusieurs niveaux dont certains sont invisibles. C'est le cœur du discours de l'IE : si la compétence est individuelle, l'intelligence est collective. Les militaires ne peuvent gagner seuls une guerre. La nation doit les soutenir et c'est toute une chaîne qui s'organise. Il en va de même dans la guerre économique. **Le SISSE et ses relais communiquent mais trop peu écoutent : citoyens, entreprises, politiques.** Cela

rejoint votre première question. Pour écouter, il faut être attentif et donc avoir été formé. Finalement, il s'agit d'une langue vivante. Écouteriez-vous un orateur qui parlerait une langue que vous n'avez pas apprise ? Par exemple, j'ai, depuis près 30 ans que je travaille dans ce domaine, fait de nombreuses conférences sur la sécurité économique. Je suis même appelé par des clubs d'entrepreneurs. Ils sont intéressés et écoutent. Mais après ? Certes, des services comme la DGSI, la DRSD ou la Gendarmerie vont à leur rencontre pour leur prodiguer des conseils et mener des audits. Mais avec des moyens nécessairement limités, des priorités d'action et, face à eux, des responsables d'entreprise qui ont le nez sur le guidon, déjà de multiples problèmes à régler et une culture de la sécurité souvent faible. La question n'est donc pas tant de communiquer que d'armer nos entrepreneurs, les former à mieux se battre dans des environnements hostiles. Certains y arrivent bien mais nous comptons trop de pertes et les chiffres du commerce extérieur, par exemple, sont là pour nous le signifier. Enfin, si l'on veut vraiment développer les pratiques, **il va falloir inscrire la sécurité économique comme une obligation légale** avec des médiateurs en charge de les faire respecter tout en apportant des solutions. Pour les PME, je pense plus particulièrement aux experts-comptables.

3/ Quelle différence établissez-vous, toutes proportions gardées, entre le marché, la guerre froide et la guerre économique ?

Le réel est multiforme et traiter de ces notions indépendamment revient à analyser notre environnement de manière partielle et partielle. Il y a des activités et des acteurs publics comme privés traversés par des logiques de marché, des rapports de force qui révèlent la guerre économique et des intérêts de puissance qui relèvent de la guerre froide. Et pour complexifier le tout, chacun s'engage dans le jeu avec des matrices culturelles propres, des dispositifs plus ou moins agiles et une vision du jeu particulière. **Je suis toujours étonné quand certains balaient**

d'un revers de main la notion de guerre économique au prétexte que l'idée ne leur plait pas ou qu'elle remet en cause des dogmes néo-libéraux qui ont pourtant démontré leur vacuité. Étonnant et dangereux. Certes, le réel est un construit, mais certaines politiques et manœuvres sont indéniables. Faire comme si elles n'existaient pas revient à attendre la foudre en s'abritant sous un arbre. Risqué, non ? Car elle ne tombe pas toujours sur le village d'à côté.

Il est donc plus que temps de changer de paradigme. Passons de la vision séquentielle et surannée « Temps de paix/ Temps de crise / Temps de Guerre » à celle plus intelligente de « Compétition – Contestation – Affrontement » portée notamment par le Chef d'État-Major des Armées et qui, on le comprend, ne concerne pas que les militaires. Deux livres récents – non (encore j'espère...) traduits en France – illustrent bien ce triptyque : *The Weaponisation of Everything: A Field Guide to the New Way of War* du britannique Mark Galeotti et *Chip War: The Fight for the World's Most Critical Technology* de l'américain Chris Miller. **Avant-gardiste, le français [Raphaël Chauvancy](#) a parfaitement analysé ce changement de paradigme dans *Les nouveaux visages de la guerre : Comment la France doit se préparer aux conflits de demain*.** En fait, il suffit de lire les experts pour savoir mais je passe mon temps à côtoyer des décideurs publics comme privés qui m'expliquent ne pas en avoir le temps. Voilà qui me semble risqué lorsqu'on est dans la réflexion et dans l'action stratégique. A moins de préférer jouer à la roulette russe. C'est pourquoi j'ai lancé une petite chaîne de vidéos ([Pépites](#) et [Prismes](#)), espérant donner un peu de matière à ceux qui doivent décider ou conseiller. Et j'ai d'ailleurs eu quelques retours positifs, notamment étrangers, comme celui du général [Isaac Ben Israël](#), dont j'avais présenté l'ouvrage [Philosophie du renseignement](#). Nul n'est prophète dans son pays, dit-on.

Dans l'Hexagone, il y a tout de même quelques lueurs d'espoir sur la prise de conscience intellectuelle. Ainsi le dernier

ouvrage d'Ali Laïdi – *Histoire mondiale du protectionnisme* – a-t-il reçu à Bercy en décembre dernier le prix du livre d'économie. De même, l'ouvrage collectif que j'ai co-dirigé avec Christian Harbulot et Lucie Laurent – [Guerre économique : Qui est l'ennemi ?](#) – connaît un réel succès et nombreux sont ses lecteurs qui nous demandent comment mieux s'engager dans le combat pour la France. **Notre pays ne manque pas de bonnes volontés mais il y a une carence dans leur pilotage.**

4/ Les Etats-Unis sont nos alliés, mais ils sont aussi de véritables prédateurs économiques, si l'on en croit l'économiste Michel Volle. Comment nourrit-on une alliance avec un prédateur ? En lui offrant notre cœur sur un plateau ?

Il ne vaut mieux pas ! Même si la vassalité peut être confortable... pour certains du moins. Mais à terme, c'est un jeu perdant et dangereux. Lorsque l'on refuse le patriotisme, on finit avec le nationalisme. Les Etats-Unis sont certes nos alliés militaires mais aussi nos compétiteurs économiques et souvent nos principaux prédateurs. Ils rachètent certaines de nos entreprises stratégiques en faisant pression, notamment par l'extraterritorialité de leur droit, un processus que nous avons accepté et même permis. C'est un de nos grands échecs stratégiques. Nous n'avons rien vu venir, des manœuvres de *Transparency International* aux avertissements d'anciens directeurs de la CIA comme [James Woolsey](#). Alors, nous avons fait comme si... et le retour de manivelle a été terrible ! **Il nous faut urgemment renouer avec cette pensée de l'indépendance stratégique chère à De Gaulle dont on cite toujours le courage et la volonté sans en suivre réellement le sillage.** Comme si évoquer un glorieux passé suffisait à nous assurer un avenir radieux. Une pensée donc et des actes car il peut être tentant d'en rester aux discours.

Pour peser face à la puissance américaine, il faut également renforcer notre présence au sein des institutions européennes à tous les étages et pas seulement les plus élevés. Nous

n'investissons pas assez l'Union et ne profitons pas assez du marché intérieur européen ainsi que le démontre bien Nicolas Ravaille, chiffres d'Eurostat à l'appui, dans ses billets sur le site de l'École de Pensée sur la Guerre Économique (www.epge.fr). Notre diplomatie économique n'est pas au niveau, ce qu'a bien constaté le Président de la République. Enfin, la meilleure défense c'est parfois l'attaque... ce qui n'est pas évident dans notre culture défensive.

Là où il y a une volonté il y a un chemin même dans un rapport du faible au fort. Ceci est d'autant possible que certaines entreprises françaises comme Dassault ou Thalès montrent l'exemple. Il ne faut pas avoir peur d'aller contester une suprématie dès lors qu'elle n'est pas juste et même en contradiction avec les valeurs qu'elle défend. En contrepoint de l'affaire General Electric/Alstom, analysons comment Jean Boustani et le groupe Privinvest ont gagné face au DOJ, déjugé par la cour du district Est de New-York. Nous avons publié les [comptes-rendus d'audition du procès](#) sur le site de l'EPGE et il y a là une matière stratégique pour qui voudrait s'en saisir. Oui, pour qui voudrait...

5/ Comment percevez-vous la pérennité des économistes qui peuvent soutenir un jour une chose à la télé, et le contraire quelques mois plus tard ? Nous pensons ici tout particulièrement à la question de la souveraineté.

« Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent » disait Edgar Faure. Et il y a un autre phénomène bien connu. Être à contre-courant n'est jamais bien vu. Durant la guerre froide, il valait mieux avoir tort avec Jean-Paul Sartre que raison avec Raymond Aron. **Durant la Pax Americana qui a suivi, il valait mieux avoir tort avec Alain Minc que raison avec Christian Harbulot.** De ce point de vue, rien ne change. Et il n'est donc pas étonnant de voir sur les plateaux de télé les mêmes qui hier prônaient les thèses inverses. Ils ne se sont pas trompés, ce sont les circonstances qui ont changé, ce qui arrange bien au passage tous ceux qui avaient regardé le monde

avec des œillères. Car celui qui avait raison avant les autres vous renvoie au visage vos propres carences. Pourtant, n'est pas là le cœur de la condition humaine (humus – humilité – humain) : reconnaître ses failles, faire son introspection pour mieux s'élever. **Au-delà de notre petite communauté, voyez comment notre premier Prix Nobel d'économie – [Maurice Allais](#) – fut largement ignoré de son temps.** A la fois libéral et protectionniste, il dérangeait au début des années 90 et les médias, empreints de la théorie fumeuse de Francis Fukuyama sur la fin de l'histoire, lui préféraient des économistes moins iconoclastes. A ce propos, il me semble bien que le même Fukuyama fût l'invité du dernier Rassemblement des Entreprises de France pour expliquer son erreur d'analyse..

Parallèlement – et même parfois dans un univers parallèle -, les tenants de l'intelligence économique montrent depuis plus de trente ans, grâce à l'analyse comparée internationale, que **les économies les plus performantes sont celles qui, fortes de leur maillage public-privé, savent jouer en double commande : ouverture pour conquérir et fermeture pour protéger.** Les puissances modernes sont celles qui ont fait du renseignement et de l'influence des leviers au service de leurs intérêts stratégiques. Elles s'appuient d'ailleurs sur des auteurs américains souvent non traduits comme [Harold Wilensky](#) (*Organizational Intelligence*) ou plus récemment [Richard D'Aveni](#) (*Strategic Supremacy*). Regardez, par exemple, le site du Secret Intelligence Service britannique (www.sis.gov.uk) et son slogan : « We work overseas to help make the UK a safer and more prosperous place. » « Safer » on s'en doutait mais « Prosperous » c'est plus intéressant, non ?

6/ Vous considérez que dans une démonstration, la valeur pédagogique de l'anecdote ((du grec ancien ἀνέκδοτος , anékdotos « non publié, inédit ») est sous-estimée. Auriez-vous svp une anecdote à nous livrer, qui achèverait de nous faire entendre ou comprendre

quelque leçon ?

Oui c'est Michel Volle qui dans son essai [Prédation et Prédateurs](#) note l'importance des anecdotes déconsidérées par les économistes. J'aime citer ce passage : « Il ne convient d'ailleurs pas de mépriser les anecdotes : seul le syllogisme permet de *comprendre* mais l'anecdote, elle, permet de *réaliser*, de comprendre que ce dont on parle est réel et de l'assimiler comme si on l'avait vécu. Que les économistes prennent garde à ne pas faire comme ces théologiens qui au XVII^{ème} siècle, ont refusé de regarder dans la lunette astronomique que leur tendait Galilée : cela ne pouvait rien leur apprendre, pensaient-ils, puisque tout est déjà dans Aristote et Saint Thomas. »

Vous voulez une anecdote... en voici plusieurs qui sont liées. Je fais une mission d'études au Japon. J'arrive au *Japan Information Center for Science & Technology* où je suis reçu comme savent le faire les Japonais avec amabilité et déférence. Première question : « Alors, Monsieur Moinet, comment s'est passée votre visite d'hier à l'Agence pour la Science et la Technologie. » Imaginez l'équivalent en France. Pas sûr que l'information circule de manière aussi fluide entre nos ministères et agences... J'enchaîne par un entretien dans un autre ministère, celui de l'industrie. A la fin de la réunion, je comprends que la personne qui me parle depuis le début est l'assistant du directeur qui, lui, écoute et prend des notes en retrait. Enfin, je termine la soirée dans un pub anglais en face de la maison franco-japonaise où je suis hébergé. En ce mois de juillet, celle-ci est déserte. Une pinte de bière à la main, des ingénieurs et scientifiques expatriés anglais se réunissent au sous-sol pour échanger des informations. Le groupe n'est pas fermé mais je suis le seul français... A la fin de la soirée ils se mettent à jouer du Rock et à chanter « God save the Queen ».

7/ L'intelligence économique repose sur trois piliers : la sécurité, l'influence et le renseignement. Comment pourriez-vous décrire franchement l'état de la France au regard de ces trois impératifs ?

Le monde du renseignement et de la sécurité a connu depuis 2008 et le livre blanc de la Défense une montée en puissance et une reconnaissance institutionnelle indéniable et importante. Les moyens ont suivi et le grand public s'est ouvert à ces questions, notamment en raison des attentats qui ont touché notre territoire. Quand j'ai commencé à travailler dans le domaine en 1993 (à Intelco, département du Groupe Défense Conseil International), parler de renseignement, même ouvert, était tabou. Nous avons donc beaucoup milité pour que cette fonction trouve ses lettres de noblesse. Mon premier ouvrage *Les PME face au défi de l'intelligence économique* (Dunod, 1997 co-écrit avec Laurent Hassid et Pascal Jacques-Gustave) était d'ailleurs sous-titré : *Le renseignement sans complexe*. Dans le monde économique, qui ne peut être déconnecté du reste, beaucoup a été fait mais, suivant les époques et sans un effort constant, excepté au niveau des formations (Universités, Écoles et institutions telles l'IHEDN ou l'IHEMI). C'est d'ailleurs ce qui explique qu'il y ait désormais des milliers de professionnels formés à l'intelligence économique en France. C'est un vrai succès ! Ces jeunes professionnels ont irrigué le monde économique et instillent dans les entreprises les méthodes et outils de l'IE. Petit à petit, l'oiseau fait son nid. Soyons patients. Pour changer une culture, il faut du temps et jouer sur le principe de la contagion. Cela ne se décrète pas mais s'organise et c'est avant tout de la conduite du changement organisationnel et managérial. **Les sociétés françaises d'IE ont connu une vraie croissance à l'instar de l'ADIT et le marché se développe. L'existence et le développement d'un Syndicat de l'IE le prouve (www.synfie.fr).**

Il y eut un âge d'or de l'IE au niveau étatique après le rapport du député Bernard Carayon avec la création d'un Haut

Responsable à l'Intelligence Économique puis celle de Délégué Interministériel à l'Intelligence Économique et des personnalités comme Alain Juillet ou Claude Revel. Des régions comme la Normandie ou la Nouvelle-Aquitaine se sont saisies du sujet mais il reste toutes les autres. Les CCI qui étaient à la pointe sur ces questions n'ont pas su jouer collectif et ont subi de plein fouet une réforme qui a annihilé leurs capacités d'action. Les MEDEF se sont emparés timidement du sujet. Les Préfectures ont, un temps, joué un rôle de pivot mais, là aussi, la politique publique n'a pas été pérenne faute de formation des cadres et de masse critique du dispositif. D'où un repli de l'État sur la sécurité économique, une fonction qu'il connaît bien. Mais là aussi, il y a des trous dans la raquette et un manque de coordination interministériel des trois piliers. D'autant que l'un d'eux, l'influence, reste le parent pauvre du système. Il y a un verrou culturel à faire sauter mais, pour cela, il faut des artificiers. Au niveau de la Défense Nationale, qui est généralement en avance sur ces questions, il aura fallu attendre la récente revue stratégique de 2022 pour que l'influence soit considérée comme une fonction stratégique à part entière.

Donc, pour résumer, l'intelligence économique avance à la manière des montagnes russes. Il faut désormais rassembler ce qui est éparé et muscler les dispositifs à tous les étages. D'où la proposition de loi et la mission d'information qui vient d'être créée au Sénat sous l'impulsion de Marie-Noëlle Lienemann et dont le co-rapporteur Jean-Baptiste Lemoyne a été ministre de l'Industrie. Une logique trans-partisane de bon augure pour une montée en puissance de l'IE alors que notre économie a plus que jamais besoin de se revitaliser.

8/ Pourquoi continuons-nous à nous bercer d'illusions au sujet de la coopération ou du couple franco-allemand, quand le moindre profane convoqué pour

observer la situation ne pourrait que conclure à l'évident rapport de force ? Est-ce la peur de la guerre entre nos deux nations ?

Peut-être avons-nous une vision idéalisée du couple (rires). Woody Allen explique qu'un couple c'est quand deux personnes n'en font plus qu'une mais la question est de savoir laquelle... A méditer. Plus sérieusement (quoi que), dans les relations internationales, il n'y a pas de respect de l'autre sans rapport de forces assumé. Il y a une tendance des acteurs à être forts avec les faibles et faibles avec les forts. **Avant de critiquer l'Allemagne, posons-nous la question de notre stratégie. Quelle est-elle ? Outre-Rhin, je vois une stratégie de puissance et une capacité à chasser en meute que nous n'avons pas souvent et pas suffisamment. Chez nous, c'est moins clair même si le brouillard se dissipe depuis la crise du Covid et que parler de souveraineté n'est plus un gros mot (enfin !) et n'est pas le pré carré des souverainistes.** Ensuite, il faut tout mettre sur la table d'autant que les Allemands aiment les discussions franches et directes. Dans des domaines comme l'énergie, le spatial ou l'armement, les tensions sont fortes. Mais nous ne pourrions pas gagner en nous combattant. Il va donc falloir jouer cartes sur tables. Mais cela, c'est le rôle de la diplomatie et avant tout du Président de la République. La guerre en Ukraine a finalement été un révélateur et, pour reprendre votre image du couple, a conduit à une crise qui peut permettre de se rephaser sans idéaliser la relation. Une relation qui passe d'ailleurs par un renouveau de la connaissance de l'autre et notamment de sa langue (malheureusement en perte de vitesse dans l'éducation nationale). Pour se comprendre, dialoguer et négocier, il faut d'abord se connaître. L'incommunication conduit toujours au conflit.

9/ Comment comprendre le paradoxe entre le succès de l'idée d'agilité et le poncif selon lequel les nations

doivent impérativement se fondre dans un magma pour espérer agir avec efficacité, « à l'échelle » ? Pour le dire autrement, la nation vous semble-t-elle ou non l'échelon indépassable de l'organisation économique d'un peuple ?

Une nation, c'est une histoire, une langue commune, un projet, des valeurs, une volonté de vivre ensemble. **Les puissances économiques sont toutes des nations fortes.** C'est indéniable. Les États restent les maîtres du jeu et, contrairement à ce que l'on entend souvent, **ce n'est pas parce qu'une multinationale a un chiffre d'affaires supérieur au PIB de tel pays qu'elle est plus puissante que lui.** Ce dernier conserve le monopole de la violence légitime et peut la démanteler à tout instant. Pour moi, l'État-Nation est donc le socle, les fondations... mais pas tout l'édifice. La vie, c'est surtout une question de diversité, de flux et de mouvement. La galaxie est belle parce qu'elle est composée de plusieurs planètes qui exercent entre elles des attractions. Mais aussi d'étoiles, de poussière interstellaire... et de trous noirs ! **La France ne sera jamais grande sans l'Europe mais on peut discuter de quelle Europe il doit s'agir. Une union qui nous permette d'être plus agile ou une communauté qui nous paralyse ? L'UE – sous l'influence de ses pays les plus libéraux – a longtemps prôné une politique de la concurrence sans politique industrielle, ce qui est une hérésie. Elle peut être pourtant un bouclier efficace dans certains domaines à condition que la subsidiarité reste la règle.**

Pour moi, il faut donc penser en termes d'articulation et non d'échelon, conception administrative certes mais pas stratégique. **Au niveau des territoires, la Normandie montre qu'il est pertinent de développer des fonds souverains pour protéger des entreprises considérées comme stratégiques.** Ce ne sont pas nécessairement celles considérées comme vitales par l'État. Et alors... Pourtant, j'ai assisté parfois à des discussions surréalistes entre représentants de l'État sur le bon échelon et la nécessité de savoir qui devait décider de ce

qui est stratégique ou non. Agissons à tous les niveaux en bonne intelligence, c'est cela l'agilité.

10/ Comment expliquez-vous le douloureux et continu écartèlement idéologique de notre pays ? Autour de quoi, ou de qui recréer la nécessaire unité ?

Nos schémas de pensée nous emprisonnent et c'est pourquoi nous avons besoin de penseurs qui décalent notre regard. Observons le réel, confrontons les points de vue, communiquons. « **Quand on me contrarie, on éveille mon attention, non pas ma colère : je m'avance vers celui qui me contredit, qui m'instruit.** », disait Montaigne. Les grands médias français ont, de ce point de vue, une lourde responsabilité. D'où la profusion de médias alternatifs, parfois contrôlés par des puissances étrangères (exemple de RT), et qui peuvent diffuser des contenus délirants et pernicious. C'est cette *Apocalypse cognitive* bien analysée par le sociologue Gérald Bronner.

L'incommunication conduit à la défiance. Je vous invite à ce sujet le remarquable ouvrage des économistes Yann Algan et Pierre Cahuc : [La société de défiance ou comment le modèle social français s'auto-détruit](#). Pas sûr qu'il ait pris tant de rides que cela. De même, *La France sous nos yeux*, des politologues Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely. Pour faire de la stratégie, il faut déjà comprendre qui l'on est. Nos institutions ont dérivé et nous avons oublié l'essentiel : **une société a besoin de symboles et d'un récit national qui soit en phase avec le réel**. On ne peut pas faire référence en permanence au général de Gaulle et saborder dans le même temps sa puissance. Bien entendu, la tâche est immense mais, pour moi, la priorité des priorités, c'est l'éducation nationale : renouer avec les Lumières, remettre l'esprit scientifique au cœur de la formation, ne pas confondre bienveillance et complaisance... La tâche est immense mais pas impossible. Il en va de notre survie.

Newsletter n°47 - 10 février 2023

☐☐ Édito

« Avec style et classe »

En grève ce soir, par solidarité avec les pingouins de la banquise, j'ai décidé de confier la rédaction de cet éditorial à chatGPT et vous prie de bien vouloir m'en excuser. Je vous rappelle que Souveraine Tech ne finance pas (encore) ma retraite à 60 ans (si, c'est comme ça.) Je vous laisse donc découvrir la chose. C'est assez tartignole dans l'ensemble, j'en conviens, mais à y regarder de plus près, n'est-ce pas également touchant ? Sur un point, il met dans le mille. Notre capacité à conquérir le monde « avec style et classe. » Si lui y croit, quand est-ce que nous comptons nous y mettre ?

Bertrand Leblanc-Barbedienne

Chers amis,

Vous savez ce qui est cool en France? La tour Eiffel, le fromage, les vins délicieux... et maintenant, la souveraineté technologique! Oui, vous avez bien lu, la France est en train de devenir le leader mondial en matière de souveraineté technologique.

*Imaginez pouvoir dire à vos amis étrangers: « Oui, je suis français et je suis fier de notre technologie souveraine. **Nous n'avons pas besoin de dépendre d'autres pays pour développer nos propres technologies.** » Quel sentiment de fierté nationale!*

Mais ne vous inquiétez pas, nous ne perdrons pas notre charme français en devenant des geeks technologiques. Nous resterons toujours les champions du style et de l'élégance. Et n'oublions pas que les robots ne peuvent pas encore remplacer notre sens de l'humour décalé.

Alors, levons nos verres de vin à la souveraineté technologique française. Au futur brillant où nous pourrons dire que nous avons conquis le monde numérique avec style et classe. À la France!

Cordialement, L'équipe de souveraine.tech

Nous recevons aujourd'hui [Nicolas Moinet](#) qui est Professeur des universités à [l'IAE de Poitiers](#) et chercheur associé au [CR 451](#)

Une société a besoin de symboles et d'un récit national qui soit en phase avec le réel.

Le grand entretien

1/ Au lieu, ou en plus d'enseigner le marketing dans nos écoles de commerce, que pensez-vous de l'idée de familiariser nos étudiants avec l'intelligence économique (IE) ?

Oui bien sûr, en plus. Mais je dirais : pas que dans les écoles de commerce. Les écoles d'ingénieurs sont tout aussi essentielles si ce n'est plus. Et les universités dans de nombreux domaines aussi. En amont, n'oublions pas les lycées : l'IE aurait toute sa place dans les programmes d'économie ou de géopolitique, à l'instar de ce qui s'est passé pour le renseignement longtemps oublié comme s'il n'avait pas joué un rôle majeur dans l'histoire...



GRAND ENTRETIEN

NICOLAS MOINET

On pourrait aussi mieux former les jeunes générations à la recherche d'information et à son analyse. Car contrairement à ce qu'on pense, ils ne savent pas bien naviguer et investiguer sur un web qui leur semble naturel et dont ils perçoivent mal les ressorts et soubassements. Nous les testons lorsqu'ils arrivent dans nos formations et sommes toujours étonné de leur naïveté, par exemple sur l'interrogation de Google ou la méconnaissance du *Deep Web* et du *Dark Web*.

Il faut donc former à l'IE à tous les étages de manière différenciée. Vous voyez tout de suite l'ampleur de la tâche. Mais avant de s'intéresser au « Qui ? », posons la question du « Quoi ? » et évidemment du « Pourquoi ? ».

Je définis l'IE comme une dynamique collective qui vise l'agilité par un usage stratégique de l'information. L'IE c'est du renseignement ouvert (OSINT) et de la veille, de la protection et de la sécurité de l'information, des connaissances et de l'image d'une organisation (réputation) et, *last but not least*, de l'influence. C'est tout cela ensemble, une stratégie intégrée, un système qui permet d'être plus agile que l'adversaire, qu'il s'agisse d'un État, d'une entreprise ou de tout autre type d'organisation (ONG, association, groupe de hackers, etc.). Développer une dynamique d'IE implique d'adopter un esprit réseau et une vision stratégique qui mêle l'offensif et le défensif, être en mesure de saisir par exemple des opportunités que procurent les menaces contre lesquelles on doit dans le même temps se prémunir. L'intelligence économique est donc à la fois une posture, une culture, des méthodes et des outils. Cet aspect révolutionnaire d'un OVNI né, pour ce qui concerne la France, dans les années 90 (avec le fameux [Rapport Martre](#)) explique qu'il ait connu tant de résistances mais que celles-ci n'aient pu l'arrêter comme les digues ne peuvent arrêter les tsunamis. C'est pourquoi se mettre en mouvement est essentiel.

2/ L'idée que nos entreprises passent les unes après les autres sous pavillon étranger est en train de gagner les esprits. Comment les pouvoirs publics pourraient-ils mieux communiquer sur les actions mises en place pour empêcher cela, notamment par le biais du SISSE ?

Pour gagner en agilité et autant se protéger des prédatons que se projeter sur des marchés, il faut jouer collectif. Le SISSE est une pièce maîtresse mais il faut élargir la question car l'agilité vient du dispositif et du maillage, de la capacité à manœuvrer l'ensemble de nos pièces sur un échiquier à plusieurs niveaux dont certains sont invisibles. C'est le cœur du discours de l'IE : si la compétence est individuelle, l'intelligence est collective. Les militaires ne peuvent gagner seuls une guerre. La nation doit les soutenir et c'est toute une chaîne qui s'organise. Il en va de même dans la guerre économique. **Le SISSE et ses relais communiquent mais trop peu écoutent : citoyens, entreprises, politiques.** Cela rejoint votre première question. Pour écouter, il faut être attentif et donc avoir été formé. Finalement, il s'agit d'une langue vivante. Écouteriez-vous un orateur qui parlerait une langue que vous n'avez pas apprise ? Par exemple, j'ai, depuis près 30 ans que je travaille dans ce domaine, fait de nombreuses conférences sur la sécurité économique. Je suis même appelé par des clubs d'entrepreneurs. Ils sont intéressés et écoutent. Mais après ? Certes, des services comme la DGSI, la DRSD ou la Gendarmerie vont à leur rencontre pour leur prodiguer des conseils et mener des audits. Mais avec des moyens nécessairement limités, des priorités d'action et, face à eux, des responsables d'entreprise qui ont le nez sur le guidon, déjà de multiples problèmes à régler et une culture de la sécurité souvent faible. La question n'est donc pas tant de communiquer que d'armer nos entrepreneurs, les former à mieux se battre dans des environnements hostiles. Certains y arrivent bien mais nous comptons trop de pertes et les chiffres du commerce extérieur, par exemple, sont là pour nous

le signifier. Enfin, si l'on veut vraiment développer les pratiques, **il va falloir inscrire la sécurité économique comme une obligation légale** avec des médiateurs en charge de les faire respecter tout en apportant des solutions. Pour les PME, je pense plus particulièrement aux experts-comptables.

3/ Quelle différence établissez-vous, toutes proportions gardées, entre le marché, la guerre froide et la guerre économique ?

Le réel est multiforme et traiter de ces notions indépendamment revient à analyser notre environnement de manière partielle et partielle. Il y a des activités et des acteurs publics comme privés traversés par des logiques de marché, des rapports de force qui révèlent la guerre économique et des intérêts de puissance qui relèvent de la guerre froide. Et pour complexifier le tout, chacun s'engage dans le jeu avec des matrices culturelles propres, des dispositifs plus ou moins agiles et une vision du jeu particulière. **Je suis toujours étonné quand certains balaient d'un revers de main la notion de guerre économique au prétexte que l'idée ne leur plait pas ou qu'elle remet en cause des dogmes néo-libéraux qui ont pourtant démontré leur vacuité.** Étonnant et dangereux. Certes, le réel est un construit, mais certaines politiques et manœuvres sont indéniables. Faire comme si elles n'existaient pas revient à attendre la foudre en s'abritant sous un arbre. Risqué, non ? Car elle ne tombe pas toujours sur le village d'à côté.

Il est donc plus que temps de changer de paradigme. Passons de la vision séquentielle et surannée « Temps de paix/ Temps de crise / Temps de Guerre » à celle plus intelligente de « Compétition – Contestation – Affrontement » portée notamment par le Chef d'État-Major des Armées et qui, on le comprend, ne concerne pas que les militaires. Deux livres récents – non (encore j'espère...) traduits en France – illustrent bien ce triptyque : *The Weaponisation of Everything: A Field Guide to the New Way of War* du britannique Mark Galeotti et *Chip War:*

The Fight for the World's Most Critical Technology de l'américain Chris Miller. **Avant-gardiste, le français [Raphaël Chauvancy](#) a parfaitement analysé ce changement de paradigme dans *Les nouveaux visages de la guerre : Comment la France doit se préparer aux conflits de demain*.** En fait, il suffit de lire les experts pour savoir mais je passe mon temps à côtoyer des décideurs publics comme privés qui m'expliquent ne pas en avoir le temps. Voilà qui me semble risqué lorsqu'on est dans la réflexion et dans l'action stratégique. A moins de préférer jouer à la roulette russe. C'est pourquoi j'ai lancé une petite chaîne de vidéos ([Pépites](#) et [Prismes](#)), espérant donner un peu de matière à ceux qui doivent décider ou conseiller. Et j'ai d'ailleurs eu quelques retours positifs, notamment étrangers, comme celui du général [Isaac Ben Israël](#), dont j'avais présenté l'ouvrage [Philosophie du renseignement](#). Nul n'est prophète dans son pays, dit-on.

Dans l'Hexagone, il y a tout de même quelques lueurs d'espoir sur la prise de conscience intellectuelle. Ainsi le dernier ouvrage d'Ali Laïdi – *Histoire mondiale du protectionnisme* – a-t-il reçu à Bercy en décembre dernier le prix du livre d'économie. De même, l'ouvrage collectif que j'ai co-dirigé avec Christian Harbulot et Lucie Laurent – [Guerre économique : Qui est l'ennemi ?](#) – connaît un réel succès et nombreux sont ses lecteurs qui nous demandent comment mieux s'engager dans le combat pour la France. **Notre pays ne manque pas de bonnes volontés mais il y a une carence dans leur pilotage.**

4/ Les Etats-Unis sont nos alliés, mais ils sont aussi de véritables prédateurs économiques, si l'on en croit l'économiste Michel Volle. Comment nourrit-on une alliance avec un prédateur ? En lui offrant notre cœur sur un plateau ?

Il ne vaut mieux pas ! Même si la vassalité peut être confortable... pour certains du moins. Mais à terme, c'est un jeu perdant et dangereux. Lorsque l'on refuse le patriotisme, on finit avec le nationalisme. Les Etats-Unis sont certes nos

alliés militaires mais aussi nos compétiteurs économiques et souvent nos principaux prédateurs. Ils rachètent certaines de nos entreprises stratégiques en faisant pression, notamment par l'extraterritorialité de leur droit, un processus que nous avons accepté et même permis. C'est un de nos grands échecs stratégiques. Nous n'avons rien vu venir, des manœuvres de *Transparency International* aux avertissements d'anciens directeurs de la CIA comme [James Woolsey](#). Alors, nous avons fait comme si... et le retour de manivelle a été terrible ! **Il nous faut urgemment renouer avec cette pensée de l'indépendance stratégique chère à De Gaulle dont on cite toujours le courage et la volonté sans en suivre réellement le sillage.** Comme si évoquer un glorieux passé suffisait à nous assurer un avenir radieux. Une pensée donc et des actes car il peut être tentant d'en rester aux discours.

Pour peser face à la puissance américaine, il faut également renforcer notre présence au sein des institutions européennes à tous les étages et pas seulement les plus élevés. Nous n'investissons pas assez l'Union et ne profitons pas assez du marché intérieur européen ainsi que le démontre bien Nicolas Ravailhe, chiffres d'Eurostat à l'appui, dans ses billets sur le site de l'École de Pensée sur la Guerre Économique (www.epge.fr). Notre diplomatie économique n'est pas au niveau, ce qu'a bien constaté le Président de la République. Enfin, la meilleure défense c'est parfois l'attaque... ce qui n'est pas évident dans notre culture défensive.

Là où il y a une volonté il y a un chemin même dans un rapport du faible au fort. Ceci est d'autant possible que certaines entreprises françaises comme Dassault ou Thalès montrent l'exemple. Il ne faut pas avoir peur d'aller contester une suprématie dès lors qu'elle n'est pas juste et même en contradiction avec les valeurs qu'elle défend. En contrepoint de l'affaire General Electric/Alstom, analysons comment Jean Boustani et le groupe Privinvest ont gagné face au DOJ, déjugé par la cour du district Est de New-York. Nous avons publié les

[comptes-rendus d'audition du procès](#) sur le site de l'EPGE et il y a là une matière stratégique pour qui voudrait s'en saisir. Oui, pour qui voudrait...

5/ Comment percevez-vous la pérennité des économistes qui peuvent soutenir un jour une chose à la télé, et le contraire quelques mois plus tard ? Nous pensons ici tout particulièrement à la question de la souveraineté.

« Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent » disait Edgar Faure. Et il y a un autre phénomène bien connu. Être à contre-courant n'est jamais bien vu. Durant la guerre froide, il valait mieux avoir tort avec Jean-Paul Sartre que raison avec Raymond Aron. **Durant la Pax Americana qui a suivi, il valait mieux avoir tort avec Alain Minc que raison avec Christian Harbulot.** De ce point de vue, rien ne change. Et il n'est donc pas étonnant de voir sur les plateaux de télé les mêmes qui hier prônaient les thèses inverses. Ils ne se sont pas trompés, ce sont les circonstances qui ont changé, ce qui arrange bien au passage tous ceux qui avaient regardé le monde avec des œillères. Car celui qui avait raison avant les autres vous renvoie au visage vos propres carences. Pourtant, n'est pas là le cœur de la condition humaine (humus – humilité – humain) : reconnaître ses failles, faire son introspection pour mieux s'élever. **Au-delà de notre petite communauté, voyez comment notre premier Prix Nobel d'économie – [Maurice Allais](#) – fut largement ignoré de son temps.** A la fois libéral et protectionniste, il dérangeait au début des années 90 et les médias, empreints de la théorie fumeuse de Francis Fukuyama sur la fin de l'histoire, lui préféraient des économistes moins iconoclastes. A ce propos, il me semble bien que le même Fukuyama fût l'invité du dernier Rassemblement des Entreprises de France pour expliquer son erreur d'analyse...

Parallèlement – et même parfois dans un univers parallèle -, les tenants de l'intelligence économique montrent depuis plus de trente ans, grâce à l'analyse comparée internationale, que **les économies les plus performantes sont celles qui, fortes de**

leur maillage public-privé, savent jouer en double commande : ouverture pour conquérir et fermeture pour protéger. Les puissances modernes sont celles qui ont fait du renseignement et de l'influence des leviers au service de leurs intérêts stratégiques. Elles s'appuient d'ailleurs sur des auteurs américains souvent non traduits comme [Harold Wilensky](#) (*Organizational Intelligence*) ou plus récemment [Richard D'Aveni](#) (*Strategic Supremacy*). Regardez, par exemple, le site du Secret Intelligence Service britannique (www.sis.gov.uk) et son slogan : « We work overseas to help make the UK a safer and more prosperous place. » « Safer » on s'en doutait mais « Prosperous » c'est plus intéressant, non ?

6/ Vous considérez que dans une démonstration, la valeur pédagogique de l'anecdote ((du grec ancien ἀνέκδοτος , anékdotos « non publié, inédit ») est sous-estimée. Auriez-vous svp une anecdote à nous livrer, qui achèverait de nous faire entendre ou comprendre quelque leçon ?

Oui c'est Michel Volle qui dans son essai [Prédation et Prédateurs](#) note l'importance des anecdotes déconsidérées par les économistes. J'aime citer ce passage : « Il ne convient d'ailleurs pas de mépriser les anecdotes : seul le syllogisme permet de *comprendre* mais l'anecdote, elle, permet de *réaliser*, de comprendre que ce dont on parle est réel et de l'assimiler comme si on l'avait vécu. Que les économistes prennent garde à ne pas faire comme ces théologiens qui au XVII^{ème} siècle, ont refusé de regarder dans la lunette astronomique que leur tendait Galilée : cela ne pouvait rien leur apprendre, pensaient-ils, puisque tout est déjà dans Aristote et Saint Thomas. »

Vous voulez une anecdote... en voici plusieurs qui sont liées. Je fais une mission d'études au Japon. J'arrive au *Japan Information Center for Science & Technology* où je suis reçu comme savent le faire les Japonais avec amabilité et déférence. Première question : « Alors, Monsieur Moinet,

comment s'est passée votre visite d'hier à l'Agence pour la Science et la Technologie. » Imaginez l'équivalent en France. Pas sûr que l'information circule de manière aussi fluide entre nos ministères et agences... J'enchaîne par un entretien dans un autre ministère, celui de l'industrie. A la fin de la réunion, je comprends que la personne qui me parle depuis le début est l'assistant du directeur qui, lui, écoute et prend des notes en retrait. Enfin, je termine la soirée dans un pub anglais en face de la maison franco-japonaise où je suis hébergé. En ce mois de juillet, celle-ci est déserte. Une pinte de bière à la main, des ingénieurs et scientifiques expatriés anglais se réunissent au sous-sol pour échanger des informations. Le groupe n'est pas fermé mais je suis le seul français... A la fin de la soirée ils se mettent à jouer du Rock et à chanter « God save the Queen ».

7/ L'intelligence économique repose sur trois piliers : la sécurité, l'influence et le renseignement. Comment pourriez-vous décrire franchement l'état de la France au regard de ces trois impératifs ?

Le monde du renseignement et de la sécurité a connu depuis 2008 et le livre blanc de la Défense une montée en puissance et une reconnaissance institutionnelle indéniable et importante. Les moyens ont suivi et le grand public s'est ouvert à ces questions, notamment en raison des attentats qui ont touché notre territoire. Quand j'ai commencé à travailler dans le domaine en 1993 (à Intelco, département du Groupe Défense Conseil International), parler de renseignement, même ouvert, était tabou. Nous avons donc beaucoup milité pour que cette fonction trouve ses lettres de noblesse. Mon premier ouvrage *Les PME face au défi de l'intelligence économique* (Dunod, 1997 co-écrit avec Laurent Hassid et Pascal Jacques-Gustave) était d'ailleurs sous-titré : *Le renseignement sans complexe*. Dans le monde économique, qui ne peut être déconnecté du reste, beaucoup a été fait mais, suivant les époques et sans un effort constant, excepté au niveau des formations (Universités, Écoles et institutions telles l'IHEDN

ou l'IHEMI). C'est d'ailleurs ce qui explique qu'il y ait désormais des milliers de professionnels formés à l'intelligence économique en France. C'est un vrai succès ! Ces jeunes professionnels ont irrigué le monde économique et instillent dans les entreprises les méthodes et outils de l'IE. Petit à petit, l'oiseau fait son nid. Soyons patients. Pour changer une culture, il faut du temps et jouer sur le principe de la contagion. Cela ne se décrète pas mais s'organise et c'est avant tout de la conduite du changement organisationnel et managérial. **Les sociétés françaises d'IE ont connu une vraie croissance à l'instar de l'ADIT et le marché se développe. L'existence et le développement d'un Syndicat de l'IE le prouve (www.synfie.fr).**

Il y eut un âge d'or de l'IE au niveau étatique après le rapport du député Bernard Carayon avec la création d'un Haut Responsable à l'Intelligence Économique puis celle de Délégué Interministériel à l'Intelligence Économique et des personnalités comme Alain Juillet ou Claude Revel. Des régions comme la Normandie ou la Nouvelle-Aquitaine se sont saisies du sujet mais il reste toutes les autres. Les CCI qui étaient à la pointe sur ces questions n'ont pas su jouer collectif et ont subi de plein fouet une réforme qui a annihilé leurs capacités d'action. Les MEDEF se sont emparés timidement du sujet. Les Préfectures ont, un temps, joué un rôle de pivot mais, là aussi, la politique publique n'a pas été pérenne faute de formation des cadres et de masse critique du dispositif. D'où un repli de l'État sur la sécurité économique, une fonction qu'il connaît bien. Mais là aussi, il y a des trous dans la raquette et un manque de coordination interministériel des trois piliers. D'autant que l'un d'eux, l'influence, reste le parent pauvre du système. Il y a un verrou culturel à faire sauter mais, pour cela, il faut des artificiers. Au niveau de la Défense Nationale, qui est généralement en avance sur ces questions, il aura fallu attendre la récente revue stratégique de 2022 pour que l'influence soit considérée comme une fonction stratégique à

part entière.

Donc, pour résumer, l'intelligence économique avance à la manière des montagnes russes. Il faut désormais rassembler ce qui est épars et muscler les dispositifs à tous les étages. D'où la proposition de loi et la mission d'information qui vient d'être créée au Sénat sous l'impulsion de Marie-Noëlle Lienemann et dont le co-rapporteur Jean-Baptiste Lemoyne a été ministre de l'Industrie. Une logique trans-partisane de bon augure pour une montée en puissance de l'IE alors que notre économie a plus que jamais besoin de se revitaliser.

8/ Pourquoi continuons-nous à nous bercer d'illusions au sujet de la coopération ou du couple franco-allemand, quand le moindre profane convoqué pour observer la situation ne pourrait que conclure à l'évident rapport de force ? Est-ce la peur de la guerre entre nos deux nations ?

Peut-être avons-nous une vision idéalisée du couple (rires). Woody Allen explique qu'un couple c'est quand deux personnes n'en font plus qu'une mais la question est de savoir laquelle... A méditer. Plus sérieusement (quoi que), dans les relations internationales, il n'y a pas de respect de l'autre sans rapport de forces assumé. Il y a une tendance des acteurs à être forts avec les faibles et faibles avec les forts. **Avant de critiquer l'Allemagne, posons-nous la question de notre stratégie. Quelle est-elle ? Outre-Rhin, je vois une stratégie de puissance et une capacité à chasser en meute que nous n'avons pas souvent et pas suffisamment. Chez nous, c'est moins clair même si le brouillard se dissipe depuis la crise du Covid et que parler de souveraineté n'est plus un gros mot (enfin !) et n'est pas le pré carré des souverainistes.** Ensuite, il faut tout mettre sur la table d'autant que les Allemands aiment les discussions franches et directes. Dans des domaines comme l'énergie, le spatial ou l'armement, les tensions sont fortes. Mais nous ne pourrions pas gagner en nous combattant. Il va donc falloir jouer cartes sur tables. Mais

cela, c'est le rôle de la diplomatie et avant tout du Président de la République. La guerre en Ukraine a finalement été un révélateur et, pour reprendre votre image du couple, a conduit à une crise qui peut permettre de se rephaser sans idéaliser la relation. Une relation qui passe d'ailleurs par un renouveau de la connaissance de l'autre et notamment de sa langue (malheureusement en perte de vitesse dans l'éducation nationale). Pour se comprendre, dialoguer et négocier, il faut d'abord se connaître. L'incommunication conduit toujours au conflit.

9/ Comment comprendre le paradoxe entre le succès de l'idée d'agilité et le poncif selon lequel les nations doivent impérativement se fondre dans un magma pour espérer agir avec efficacité, « à l'échelle » ? Pour le dire autrement, la nation vous semble-t-elle ou non l'échelon indépassable de l'organisation économique d'un peuple ?

Une nation, c'est une histoire, une langue commune, un projet, des valeurs, une volonté de vivre ensemble. **Les puissances économiques sont toutes des nations fortes.** C'est indéniable. Les États restent les maîtres du jeu et, contrairement à ce que l'on entend souvent, **ce n'est pas parce qu'une multinationale a un chiffre d'affaires supérieur au PIB de tel pays qu'elle est plus puissante que lui.** Ce dernier conserve le monopole de la violence légitime et peut la démanteler à tout instant. Pour moi, l'État-Nation est donc le socle, les fondations... mais pas tout l'édifice. La vie, c'est surtout une question de diversité, de flux et de mouvement. La galaxie est belle parce qu'elle est composée de plusieurs planètes qui exercent entre elles des attractions. Mais aussi d'étoiles, de poussière interstellaire... et de trous noirs ! **La France ne sera jamais grande sans l'Europe mais on peut discuter de quelle Europe il doit s'agir. Une union qui nous permette d'être plus agile ou une communauté qui nous paralyse ? L'UE – sous l'influence de ses pays les plus libéraux – a longtemps prôné une politique de la concurrence sans politique**

industrielle, ce qui est une hérésie. Elle peut être pourtant un bouclier efficace dans certains domaines à condition que la subsidiarité reste la règle.

Pour moi, il faut donc penser en termes d'articulation et non d'échelon, conception administrative certes mais pas stratégique. **Au niveau des territoires, la Normandie montre qu'il est pertinent de développer des fonds souverains pour protéger des entreprises considérées comme stratégiques.** Ce ne sont pas nécessairement celles considérées comme vitales par l'État. Et alors...Pourtant, j'ai assisté parfois à des discussions surréalistes entre représentants de l'État sur le bon échelon et la nécessité de savoir qui devait décider de ce qui est stratégique ou non. Agissons à tous les niveaux en bonne intelligence, c'est cela l'agilité.

10/ Comment expliquez-vous le douloureux et continu écartèlement idéologique de notre pays ? Autour de quoi, ou de qui recréer la nécessaire unité ?

Nos schémas de pensée nous emprisonnent et c'est pourquoi nous avons besoin de penseurs qui décalent notre regard. Observons le réel, confrontons les points de vue, communiquons. **« Quand on me contredit, on éveille mon attention, non pas ma colère : je m'avance vers celui qui me contredit, qui m'instruit. », disait Montaigne.** Les grands médias français ont, de ce point de vue, une lourde responsabilité. D'où la profusion de médias alternatifs, parfois contrôlés par des puissances étrangères (exemple de RT), et qui peuvent diffuser des contenus délirants et pernicieux. C'est cette *Apocalypse cognitive* bien analysée par le sociologue Gérard Bronner.

L'incommunication conduit à la défiance. Je vous invite à ce sujet le remarquable ouvrage des économistes Yann Algan et Pierre Cahuc : [La société de défiance ou comment le modèle social français s'auto-détruit](#). Pas sûr qu'il ait pris tant de rides que cela. De même, *La France sous nos yeux*, des politologues Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely. Pour

faire de la stratégie, il faut déjà comprendre qui l'on est. Nos institutions ont dérivé et nous avons oublié l'essentiel : **une société a besoin de symboles et d'un récit national qui soit en phase avec le réel.** On ne peut pas faire référence en permanence au général de Gaulle et saborder dans le même temps sa puissance. Bien entendu, la tâche est immense mais, pour moi, la priorité des priorités, c'est l'éducation nationale : renouer avec les Lumières, remettre l'esprit scientifique au cœur de la formation, ne pas confondre bienveillance et complaisance... La tâche est immense mais pas impossible. Il en va de notre survie.

☐☐ Mezze de tweets

?? Quelque chose est clairement en train de bouger dans ce pays, qui pourrait s'appeler la grande alliance technologique. Et ça n'est pas autrement que nous reprendrons aux GAFAM le terrain qu'ils occupent aujourd'hui ! #DONJON ?<https://t.co/6Z5zSnWDtT>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 9, 2023](#)

Le journaliste Seymour Hersh, prix Pulitzer 1970, accuse les États-Unis d'avoir saboté le [#NordStream](#). Selon lui, des mines y auraient été placées par des plongeurs américains sous couvert d'une opération [#OTAN](#), puis actionnées à distance.<https://t.co/V8pQU13irg>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 8, 2023](#)

GROS coup de coeur pour cette tribune sur la [#souveraineté numérique](#) pleine d'à propos, de bon sens et d'esprit. Elle est signée du [#RSSI](#) du [@CHUNantes](#), Cédric Cartau, qui est également chargé de cours à [@EHESP](#) (ses étudiants doivent se régaler). À lire ! <https://t.co/KVkeXk2ZtNpic.twitter.com/lj7naV9NNJ>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 7, 2023](#)

Le [#protectionnisme](#), vous savez...Ce vilain "repli sur soi" (dans notre "pré carré") que nous nous interdisons à seule fin d'apparaître aux yeux du monde comme les chevaliers blancs de la concurrence pure et parfaite ? <https://t.co/Z0TlhcNAIi>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 8, 2023](#)

[#Électronique](#) : pourquoi fabriquer en France est maintenant possible.

Cc [@a_voygillishttps://t.co/kPNE0C67IE](#)

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 8, 2023](#)

"Le management stratégique, la gestion de projet, le contrôle de gestion, les systèmes d'information, le coaching et la conduite du changement 'se sont entièrement moulés dans la matrice cybernétique'." <https://t.co/KA5crXYZGy>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 7, 2023](#)

? [@runwayml](#) vient de lancer Gen-1, un modèle d'IA générative qui peut créer des vidéos dans n'importe quel style en appliquant la composition et le style d'une image ou d'un texte à la vidéo cible.

Version bêta ? <https://t.co/ofJhGM2qWb>
[pic.twitter.com/kDICvjcwSZ](https://t.co/ofJhGM2qWb)

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 7, 2023](#)

En librairie le 15 mars, mais d'ores et déjà en pré-commande, excellente BD pour sensibiliser de manière agréable au sujet des données personnelles et de leur intégrité. À quand le prochain opus avec l'@ANSSI_FR ? Une idée pour @audric_tkpx ? <https://t.co/5JwzGpLRAC> [pic.twitter.com/RMMR9hvkVL](https://t.co/5JwzGpLRAC)

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 7, 2023](#)

Une tribune très préoccupante du ministre finlandais @TimoHarakka. Extrait : « La confidentialité est un nom de code pour la méfiance. Pour profiter des avantages de la libre circulation des données, il faut plus de confiance et moins d'appréhension. »<https://t.co/cmRR981Fs6>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 6, 2023](#)

« Selon moi, si un pays comme les États-Unis espionne la France, c'est pour avoir accès aux réseaux de décision et pour faire en sorte qu'elles soient prises dans leur sens. »
?????<https://t.co/78YfWI1oXE>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 6, 2023](#)

L'administrateur de la santé publique des US a déclaré dimanche à CNN qu'il estimait que 13 ans était "trop tôt" pour que les enfants se connectent à des applications comme Instagram et TikTok, qui, selon lui, peuvent créer un "environnement déformé".<https://t.co/P0xwTqfYbA>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 6, 2023](#)

L'Union américaine pour les libertés civiles a intenté vendredi une action en justice fédérale contre les principales agences de renseignement américaines au sujet de la [#Section702](#) du Foreign Intelligence Surveillance Act ([#FISA](#)) <https://t.co/70ChJ8nbZi>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 3, 2023](#)

Rien ne se crée, tout se transforme...Les images générées par l'intelligence artificielle sont en fait inspirées de photos de personnes réelles et d'images protégées par le droit d'auteur. Les avocats en propriété intellectuelle vont apprécier l'info. <https://t.co/hpw2Hue42I>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [February 5, 2023](#)

☐☐ **Hors spectre**



Newell Convers Wyeth – N.C.Wyeth Heidi, 1940 sqs

“Ce monde n’est qu’une immense entreprise à se foutre du monde.”

Louis-Ferdinand Céline

Hoyo De Monterrey et fichier Excel

Hoyo De Monterrey et fichier Excel

Il y a quelques mois, un fonds d’investissement m’a approché. Mais si, vous avez bien lu. « *Ce que vous faites, c’est formidable (en anglais, ils auraient dit « amazing »). La souveraineté, c’est tellement important. Nous allons vous aider.* » Quelques longs échanges téléphoniques plus tard, j’étais supposé adresser à mes potentiels bienfaiteurs un business plan sur Excel, comme au poker : Pour voir. Mais il me semblait qu’ils avaient pourtant bien vu ! Fin de l’histoire. Quelques mois plus tard, après avoir publiquement annoncé la fin de Souveraine Tech un petit matin de crachin, le patron d’un grand groupe français, leader ou presque dans l’intelligence économique, me laisse entendre que, si ma décision était sans appel, il était prêt – roulements de tambour – à me faire une offre. Je m’allume à la seconde même un petit Hoyo De Monterrey des familles en pensant à ma retraite anticipée (pas que je sois pressé, mais quand même).

Or voilà que, quelques jours plus tard, je reçois un pauvre fichier Excel, qui valorise le moindre de mes tweets et articles, au centime près. Souveraine Tech vaudrait, aux yeux de mon concupiscent comptable, rien moins que 15.000 euros ! Ah, vraiment, quelle étrange notion que celle de la contestable valeur des choses ! Tiens, j'en livrerai un jour le récit, un large sourire et un Hoyo De Monterrey aux lèvres, quand je serai parvenu à mes fins. D'ici-là, n'hésitez pas à vous manifester si vous souhaitez en hâter l'échéance.

Bertrand Leblanc-Barbedienne